

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Paris, le 27 janvier 1987

PRIME MINISTER'S

PERSONAL MESSAGE

SERIAL No. T10B/v7

SUBJECT

CC MASTER

TOPS

Madame le Premier Ministre,

Le 15 janvier dernier j'ai pu exprimer mes vues sur "l'Europe du futur" à l'invitation de M. James Callaghan, à Chatham House, devant l'Institut Royal des Affaires Internationales. Je vous adresse sous ce pli une copie du discours que j'ai prononcé à cette occasion.

Pour parler de ce sujet qui m'est cher, j'ai été particulièrement heureux d'être l'hôte du Royaume Uni, qui a montré sous votre direction, durant la dernière présidence de la Communauté, son souci de faire progresser l'Europe.

J'ai rappelé à Chatham House la somme d'efforts qu'il avait fallu aux précurseurs de la Communauté, puis à ses gouvernants, pour que l'Europe des douze existe en dépit des crises traversées, et peut-être un peu grâce à elles. Nous pouvons être fiers du chemin déjà parcouru.

Mais je désirais surtout, en dehors d'une échéance précise telle qu'un Sommet européen, insister sur la volonté politique qu'il faudra à tous pour que les objectifs fixés se réalisent, et pour que nous puissions progresser demain sur d'autres terrains.

Sans cette volonté politique tendant à la construction d'une communauté véritable, ce qui existe ira se délitant, tandis que ce qui reste à faire ne verra jamais le jour.

J'ai aussi souhaité que nos deux pays, seuls détenteurs en Europe de l'arme nucléaire, renforcent leur dialogue dans le domaine militaire.

.../...

Madame Margaret THATCHER
Premier Ministre
de Grande Bretagne
à Londres

Je vous propose que nous rendions ce dialogue plus régulier et systématique, qu'il s'agisse de mieux coordonner nos politiques d'équipements militaires, ou de réfléchir ensemble à l'évolution de nos forces de dissuasion nucléaire.

J'attacherais du prix à connaître votre sentiment, notamment sur cette dernière question.

Je vous prie de croire, Madame le Premier Ministre, à l'assurance de ma très haute considération.

et de mes sentiments personnels

François MITTERRAND

François Mitterrand



V6

10 DOWNING STREET

LONDON SW1A 2AA

From the Private Secretary

5 February 1987

I enclose a copy of a letter to the Prime Minister from President Mitterrand covering his recent speech to the Royal Institute of International Affairs. I should be grateful for advice on whether the Prime Minister should reply.

BF //

Charles Powell

Lyn Parker, Esq.,
Foreign and Commonwealth Office.

J

Discours prononcé par M. François Mitterrand,
Président de la République,
à l'invitation de l'ancien Premier Ministre travailliste, M. James
Callaghan, Président du "Royal Institute of International Affairs"

(Chatham House, jeudi 15 janvier 1987)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Lorsque j'ai reçu cette invitation du Président Callaghan, j'ai pensé que c'était une excellente occasion pour moi de m'exprimer sur un sujet qui m'est cher, devant un public aussi informé que le vôtre. Je vous remercie donc de cette invitation et je m'efforcerai, dans le délai qui m'est imparti, de traiter un sujet si vaste qu'il y faudrait non seulement des heures mais des conférences et donc beaucoup de temps. Je serai donc contraint de m'en tenir à quelques idées essentielles et à un discours extrêmement cursif qui apparaîtra du même coup, peut-être, exagérément schématique. Mais c'est la loi du genre et je ne puis faire autrement si je veux laisser du temps à celles et à ceux d'entre vous qui souhaiteront me poser des questions.

Il y a quelques jours, en France, j'ai adressé pour le premier de l'An, c'est-à-dire le 31 décembre au soir, un message aux Français. Et dans ce message, j'ai notamment indiqué l'une des intentions majeure de mon action. J'ai dit : "La France est notre patrie et l'Europe notre avenir". Je le pense depuis longtemps. Venu avec mon ami Maurice Faure en avion tout-à-l'heure, nous évoquions les années passées. Et je rappelais, ce que je fais souvent parce que c'est pour moi une source d'orgueil, c'est-à-dire une marque de continuité, que j'étais l'un des survivants aujourd'hui parmi ceux qui avaient pris part au Congrès de la Haye, le premier congrès européen de l'histoire, en 1948, sous la présidence de Winston Churchill. Depuis cette époque, j'ai constamment accompagné le mouvement de ceux qui se sont déclarés artisans, pionniers, fondateurs de ce qu'on appelle d'un terme simple mais qui se comprend bien, l'Europe.

Nous allons bientôt célébrer le trentième anniversaire du Traité de Rome qui représente l'acte majeur de l'histoire de l'Europe jusqu'ici. Nous fêterons l'année prochaine, la mémoire de l'un des fondateurs, Jean Monnet, et nous avons célébré il y a peu la mémoire d'un autre homme d'Etat français associé un moment à cette construction qui était Robert Schuman.

Je n'ai pas suivi ces hommes illustres dans chacune de leurs conceptions mais j'ai suivi le mouvement général de leurs pensées et de leurs actions. C'est à ce titre que je m'exprime devant vous, ce matin, cherchant à définir d'une façon simple ce

qu'est l'Europe telle que je la conçois, pourquoi l'Europe et qu'est-ce que l'Europe aujourd'hui, toujours dans sa définition malheureusement restrictive de l'Europe de la Communauté Européenne.

L'essentiel de mon propos tournera autour de trois thèmes principaux. Le premier : qu'est-ce qui a été fait ? Où en est l'Europe de la Communauté ? Le deuxième thème : que reste-t-il à réaliser de ce qui a été décidé ? Malheureusement beaucoup de choses. Troisième thème : quels sont les projets, les idées, les thèmes nouveaux, quels sont les espaces nouveaux qui s'offrent à l'Europe si l'on veut qu'elle réussisse, c'est-à-dire si l'on veut éviter qu'elle achoppe, après trente, quarante années, ou un-demi siècle d'existence. Où en sera-t-elle au siècle prochain ?

Alors pourquoi l'Europe ?

A vrai dire, pendant des siècles, elle a existé sans le savoir. Et elle pouvait se dispenser de rechercher une définition parce qu'elle était omniprésente. Elle pouvait se permettre d'être divisée, d'être morcelée, partagée, de laisser de temps à autre les dominations de la puissance ou de l'ambition se développer ; elle n'en était pas moins l'Europe ; elle disposait d'une culture diverse, variée, multiple, complémentaire ; elle disposait d'une autorité considérable dans le monde. Elle est à l'origine non pas des civilisations, mais d'une grande et forte civilisation. Elle a surtout su réaliser la synthèse des civilisations antérieures.

Alors, pourquoi l'Europe, l'Europe de la Communauté ?

Cette Europe, que je viens de décrire trop rapidement, trop succinctement, donc trop imparfaitement, celle qui ne connaissait pas de passeports, celle qui permettait au voyageur - je pense à ceux du XVIIIème siècle - d'aller d'une Cour à l'autre, d'enseigner, de porter assez loin les philosophies qu'il concevait, à la littérature d'être également partagée, bref, à la circulation d'être aisée - du moins entre les couches aristocratiques ou de la grande bourgeoisie - mais enfin cette Europe elle se faisait d'elle-même sans trop qu'on y pense.

Et voilà que les deux guerres mondiales, successives et à peu de distance, ont montré - je ne dirai pas provoqué - le déclin de l'Europe ; elles ont en tout cas révélé la force de ce déclin. C'était une sorte de rage d'autodestruction, une guerre civile européenne accompagnée de la fin des empires coloniaux tandis que naissaient d'autres empires dont les plus importants sont bien connus : celui des Etats-Unis d'Amérique et celui de l'Union Soviétique. Naissance de deux empires qui exerçaient leur contrôle, leur tutelle et, pour employer un terme plus diplomatique, leur influence sur l'Europe.

L'Europe, coupée en deux, ayant véritablement perdu son influence politique, voyait se propulser sur la surface de la planète des formes d'expression, des centres de décisions qui, tous, se situent ou presque en dehors d'elle. En même temps se produisait alors une chute impressionnante de la démographie. En Extrême-Orient, mais aussi dans beaucoup d'autres régions du monde, se développait une montée en puissance du nombre des hommes.

Alors on a vu se déplacer les grands axes de l'histoire -

ceux que nous avons appris en naissant, qui nous étaient enseignés par nos livres d'école - les grands axes de la puissance de l'Europe, de la Manche ou du Rhin et puis, un peu plus tard, la Méditerranée. Quand je dis plus tard, c'est par rapport à l'histoire de l'Europe. Ensuite ce fut la grande ligne atlantique qui a laissé place, il faut le reconnaître, aux deux rivages du Pacifique. Ce déplacement est très significatif du déclin de l'Europe.

Bien, et j'en aurai fini avec ce premier préambule, l'idée qui s'est emparée de l'esprit de beaucoup d'Européens, qui consistait à ramener l'existence historique de l'Europe sur ses propres rivages, au cœur même de son continent, pouvait apparaître, et m'apparaître à moi, comme l'une des grandes ambitions des temps modernes. D'autant plus que chacun des pays qui la composent, cette Europe, souffrent aujourd'hui de la faiblesse de l'Europe. D'abord de sa propre faiblesse, d'un manque de dimension et de la carence collective. Le chacun pour soi, c'est l'assurance que l'Europe aura disparue pour longtemps - avec les pays qui la composent - des centres de puissance. Ce n'est pas que la puissance soit en soi un objectif idéal, mais enfin puisque nos sociétés sont des sociétés politiques, puisqu'elles sont porteuses de valeurs de toutes sortes, spirituelles, culturelles et matérielles, ou bien l'on renonce à exister en tant que collectivités sur le sol du monde, ou bien on y prétend et je suis de ceux qui, pardonnez moi de vous le dire, y prétendent.

J'ai dit pourquoi l'Europe ? Maintenant je dirai qu'est-ce que l'Europe, je veux dire qu'est-ce que l'Europe de la Communauté ?

Cela a été d'abord l'Europe à Six à partir des années 1950-1957. Cette Europe là s'est esquissée autour de la Communauté Economique du Charbon et de l'Acier et s'est affirmée tout-à-fait autour du Traité de Rome en 1957. Qu'est-ce qu'était au fond que cette Communauté ? C'était essentiellement un Marché Commun Agricole, une Union Douanière et des tarifs préférentiels, mais, en même temps, une sorte d'apprentissage de la vie en commun.

Les Communautés se sont étendues, se sont élargies, elles ont eu des ambitions sur les technologies ; elles en ont encore sur les transports, sur l'environnement ; elles ont développé leurs institutions. La géographie le montre : six, neuf, dix, douze aujourd'hui. En même temps que cette Europe s'étendait à ces douze pays, elle changeait de nature, c'est-à-dire qu'elle ne pouvait plus avoir exactement le même comportement que lorsqu'elle était ramassée sur elle-même. Elle présentait pour certains le danger, pour d'autres l'avantage de passer d'un stade de zone protégée à une sorte de zone où les inspirations d'un libre échange universel risquaient de détruire les structures initiales.

C'est aujourd'hui l'Europe à douze et il faut savoir se prémunir, à mesure que l'on grandit, contre les risques d'éclatement, contre les crises de croissance. Nous vivons à l'heure actuelle une crise de croissance.

Il y a eu beaucoup de crises. Il y a eu la crise de 1965 où l'Europe a changé de cours puisque l'on a admis, à Luxembourg en janvier 1966, que si l'un des pays qui constituait l'Europe évoquait telle ou telle raison de force majeure, on pouvait tout simplement

arrêter, enrayer le développement des projets européens. On a connu aussi une crise larvée dans les années 1980 : des contentieux s'accumulaient ; lorsque j'ai moi-même assuré au nom de mon pays la Présidence de la Communauté en 1984, j'avais compté dix-sept contentieux graves ; ils ont été, pour la plupart, réglés. Certains d'entre eux réapparaissent aujourd'hui.

Je terminerai ce deuxième point de mon préambule en vous disant que cette Europe là, après tout, cette Europe des Douze, c'est une Europe du hasard. Une Europe du hasard qui est née de la guerre, du hasard de la guerre, du hasard des rapports de force. Pourquoi l'Allemagne et pourquoi pas l'Autriche ? Pourquoi le Danemark et pourquoi pas la Suède ? Pourquoi la Grèce et pourquoi pas la Pologne ? L'Europe du hasard, là où les armées et les diplomates ont borné les frontières, les frontières de deux mondes, ces frontières qui marquent les divisions profondes de l'Europe.

Pourtant, dans l'esprit qui annimera mon propos, il y aura cette idée fondamentale : la Communauté c'est bien, c'est même tout à fait nécessaire. On ne peut pas se contenter de ce qui est, il faut renforcer cette Communauté des Douze, mais il faut toujours avoir les regards portés à l'extérieur, c'est-à-dire vers le reste de l'Europe. Il a fallu d'abord fonder les réconciliations nécessaires entre les anciens adversaires. La réconciliation Franco-Allemande, pour ne parler que de mon pays, a été l'un des éléments déterminants de l'immédiate après-guerre. Aujourd'hui, on doit penser que les réconciliations par cercles concentriques qui ont permis à l'Europe de passer à Douze devraient un jour permettre à l'Europe dite de l'Ouest d'engager un dialogue plus fécond avec l'autre Europe qui est aussi l'Europe.

Mais l'Europe, en dépit des obstacles qu'elle rencontre, a un langage commun. C'est une Europe du hasard mais ce n'est pas une Europe contrefaite ; c'est une Europe incomplète, ce n'est pas une Europe difforme. Les Douze sont faits pour vivre ensemble.

Ayant dit ces choses, je voudrais maintenant aborder le schéma même de mon exposé.

Vous qui appartenez à cet Institut, vous êtes des personnes qui suivez de près l'ensemble des problèmes. Je ne voudrais pas avoir l'outrecuidance de sembler vous apprendre quelque chose. J'ai seulement essayé de mettre en forme, de réaliser une synthèse rapide et, de ce fait, peut-être un peu trop superficielle.

Il faut quand même que je rappelle que si l'on a commencé, je l'ai dit tout-à-l'heure, par la CECA (la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) en 1950, si l'on a parachevé les premières tentatives par le Traité de Rome de 1957, au cours de ces dernières années un certain nombre de progrès sensibles et structurels ont été réalisés. Je les rappelle simplement en les énumérant. Chacun d'entre eux mériterait un exposé très approfondi.

Je vois ici de nombreuses personnalités qui en ont été les artisans et qui les connaissent mieux que moi. Ils pourraient beaucoup en parler. D'autres, ceux qui les ont suivi de plus loin, m'excuseront de ne pas pouvoir en dire davantage.

En 1974, on a créé le Conseil Européen, c'était au temps

du septennat de mon prédécesseur. Le Conseil Européen est une initiative que je crois importante. Il présente des inconvénients. Jusqu'alors c'était les Ministres, le Conseil des Ministres, les Ministres des Affaires Etrangères qui se réunissaient et gouvernaient l'Europe. Avec la Commission, ils représentaient l'exécutif des pays composant la Communauté. Ils rapportaient leurs délibérations devant leur gouvernement et les décisions politiques se prenaient alors.

Le Conseil Européen permet aux Chefs d'Etat et de Gouvernement de se réunir eux-mêmes. Inconvénient : le Conseil des Ministres a désormais trop tendance à se débarrasser des questions difficiles pour en laisser le soin au Conseil Européen proprement dit, c'est-à-dire aux Chefs d'Etat et de Gouvernement. De ce fait, ceux-ci peuvent passer trois ou quatre sessions à discuter du beurre, du prix du lait et de toute une série de procédures extrêmement complexes qui ne sont, à l'évidence, pas de leur ressort. Si bien qu'il y a une sorte de télescopage entre les deux institutions : le Conseil des Ministres d'une part, le Conseil Européen d'autre part. Il n'empêche que la responsabilité politique est mieux engagée et que, de ce fait, une volonté politique de l'Europe peut mieux se dessiner.

En 1979 s'est mis en place le Parlement Européen élu au suffrage universel.

Troisième réforme importante - je remonte tout juste aux douze ou treize dernières années - l'institution du Système Monétaire Européen. Une charte monétaire en 1978, le projet de parvenir à partir de 1981 à la création d'un Fonds Monétaire en 1981 et une monnaie de réserve : l'écu. Voilà pour la période passée.

Dans une période plus récente, celle à laquelle j'ai moi-même participé en tant que membre de la Communauté représentant de la France : l'Europe dite "bleue" c'est-à-dire l'Europe maritime, l'Europe de la pêche ; l'Europe technologique, qui était déjà née, mais qui a connu un plus grand développement depuis quelques années. Je me souviens d'être venu ici auprès de sa Majesté la Reine pour visiter le JET. Il y a eu "Ariane", "Airbus", d'autres réalisations encore. L'Europe technologique, c'est aussi une initiative importante, je crois, qui dépasse les limites de la Communauté des Douze. C'est "Euréka" qui permet à toute une série d'entreprises industrielles de mettre en commun leurs recherches et leurs réalisations.

Donc l'Europe "bleue", l'Europe technologique qui a connu un grand développement, l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal - on est passé de Dix à Douze - , l'Europe des citoyens lancée autour d'un rapport présenté par une personnalité italienne, M. Adomino, pour que les habitants de l'Europe, en dehors des définitions politiques et des définitions institutionnelles, ressentent la réalité de l'Europe. L'Europe des citoyens, c'est, par exemple, faciliter le franchissement des frontières ou la liberté d'installation pour les professions libérales, ou encore l'équivalence des diplômes. J'en passe, les exemples seraient multiples.

Enfin, le rapport que M. Maurice Faure, dans le cadre de la Commission DOOGE pour développer les institutions a pratiquement

abouti aux définitions et au contenu de l'Acte Unique qui est la dernière grande réalisation de ces dernières années. L'Europe "bleue", le développement de l'Europe technologique, l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, l'Europe des citoyens, enfin l'Acte Unique, c'est-à-dire la naissance d'un grand marché intérieur. L'Acte Unique, décidé à Luxembourg, en décembre 1985, prévoit l'aboutissement du marché intérieur pour le 1er janvier 1992.

Cet Acte Unique, s'il parvient à son terme comme je le souhaite - et les obstacles seront considérables - cet Acte Unique peut avoir une portée aussi décisive que le Traité de Rome lui-même.

Enfin, dans ce bilan, n'oublions pas un aspect particulier que je cite pour mémoire - mais qui est fort important - c'est l'activité de cette même Communauté en dehors de ses frontières. Non seulement un certain nombre de prises de positions politiques, mais aussi des prises de positions économiques, en particulier les accords de Lomé : Lomé II, Lomé III permettent à l'Europe d'être présente auprès de 65 pays du monde, en Afrique, dans le Pacifique, aux Caraïbes. Les accords de Lomé, c'est une démarche commune pour le développement, pour l'aide au Tiers-Monde qui représente aussi une présence de tous ordres de l'Europe. S'il n'y avait que cet exemple, il serait déjà démonstratif pour montrer que le chemin suivi était le bon.

J'aurais pu m'attarder, il faudrait le faire, sur quelques aspects. Par exemple le Conseil Européen. Avec l'Acte Unique, le Conseil Européen, de toute façon, est intégré aux institutions. C'était une institution décidée par quelques uns, elle a été mise en place d'une façon pragmatique, elle est désormais une institution consacrée par traité.

Je voudrais en dire davantage sur le Système Monétaire Européen. C'est une coopération monétaire afin de créer - je n'ose le dire en ce moment - une zone de stabilité monétaire en Europe. En fixant un cours de change, en organisant la convergence des politiques économiques. Le SME comporte trois volets : d'abord une monnaie, l'Ecu, créé en échange des réserves, 20 % en or et en dollars par les Banques Centrales auprès du Fonds Européen de Coopération Monétaire ; ensuite, c'est un mécanisme de change, tel que l'on ne peut pas aller au-dessus ou au-dessous d'une limite de 2,25 % de fluctuation permise - exception faite pour la lire italienne qui peut aller à 6 % ; vous savez autant que moi, la livre est absente de ce mécanisme de change, de même que les monnaies grecque, espagnole et portugaise. Certes, le fait que la livre ne soit pas membre inscrit un point d'interrogation de grande ampleur quant au développement du Système Monétaire Européen. Le SME c'est, enfin, un mécanisme de crédit à très court terme - 45 jours renouvelables - à court terme - 3 mois renouvelables - à moyen terme - deux à cinq ans.

Sur le Système Monétaire Européen, j'y reviendrai tout-à-l'heure lorsque je dessinerai quelques traits d'avenir pour vous dire : ou bien le SME réussira - mais il est menacé - et l'Europe pourra se faire, ou bien il échouera et l'Europe ne se fera pas.

Ceux qui contribueront à l'édification, à la consolidation ce de système auront fait le choix de l'Europe ; ceux qui ne feront

pas cela auront fait choix d'en finir avec l'Europe et de passer à autre chose.

Car aujourd'hui se dessinent des crises après celles que j'évoquais tout-à-l'heure. Que va devenir la Politique Agricole Commune avec le problème des excédents ? Que va devenir le Système Monétaire Européen face au bloc du dollar et du yen ? Va-t-il rester une petite zone de stabilité dans une immense zone, dans un océan d'instabilité, puisqu'il n'y a pas d'ordre économique mondial ?

Quant au Parlement, j'aurai pu m'y attarder un moment, mais je me contenterai de dessiner quelques traits. Il faut savoir qu'en dépit des progrès et de son élection au suffrage universel, il n'a pas de compétence législative ; il peut amender, en revanche, les projets de budget mais il n'a pas de compétence pour le vote des recettes. A Luxembourg, il a été décidé que le Parlement Européen donnerait un avis conforme dans deux cas : les nouvelles adhésions et lorsqu'il y aurait des accords d'associations, et qu'il serait associé à la décision dans les domaines communs de la libre circulation des travailleurs, du droit d'établissement, de la politique sociale, de l'harmonisation des législations.

Voilà à peu près le point où nous en sommes.

Le deuxième thème que j'entends développer devant vous c'est : désormais, il nous appartient de réaliser ce qui a été décidé.

Beaucoup d'éléments de ce je viens de rapporter sont entrés dans les faits, beaucoup d'autres sont restés en suspens. Il est bien clair - ce sera le refrain du début à la fin de ce rapide exposé - il est certain que sans une volonté politique tendant à la construction d'une communauté véritable, l'ensemble des dispositions déjà en exercice iront se délitant tandis que ce qui reste à faire ne sera pas fait. Alors voilà ! Avons-nous décidé ou pas d'être des ouvriers consciencieux alors que nous en sommes simplement à la troisième ligne des pierres sur un mur et que, à la fin du compte, ce sera une cathédrale. Je me souviens de cette anecdote et qui me paraît chargée de symboles, particulièrement pour l'Europe. C'était au Moyen-Age, un voyageur rencontre deux ouvriers qui édifient un mur. Le voyageur s'intéresse et dit au premier ouvrier : "Mais qu'est-ce que vous faites là ?". Et l'ouvrier dit : "Je fais un mur, je mets des pierres l'une sur l'autre". Le voyageur se retourne vers le deuxième ouvrier et lui dit : "Mais qu'est-ce que vous faites là ?" Et le deuxième ouvrier lui dit : "Je bâtis une cathédrale". Selon l'idée que l'on se fait, on veut l'Europe ou on ne le veut pas. Ce qui a été fait, ces quelques pierres ayant l'allure d'un mur, on peut penser qu'il y aura, en fin de compte, une cathédrale.

J'ai parlé tout-à-l'heure de la politique agricole et de la nécessité de mettre un terme aux excédents abusifs, tandis que le marché international se resserre, que la concurrence américaine s'affirme avec le retour au protectionnisme, tandis qu'un certain nombre de pays du tiers-monde, je pense à l'Argentine, deviennent de plus en plus demandeurs d'une part de marché, en particulier pour les céréales et la viande.

Crise budgétaire ? Il faut quand même savoir que le budget de l'Europe est un petit budget. Si l'on raisonne par rapport à ce

budget, les demandes d'augmentation apparaissent importantes. Si l'on raisonne par rapport au produit national brut de la Communauté, ce budget est insignifiant. Donc, là aussi, il y a un point de départ au raisonnement. Et selon le point que l'on retient, on est plutôt pour ou on est plutôt contre. J'avais préconisé, avec d'autres, dès le sommet de Londres il y a déjà quelques années, que l'on pût augmenter les ressources propres au-delà du 1 % de TVA. On est passé à 1,4 %... Avec l'élargissement à l'Espagne et au Portugal on atteint déjà la limite de ce qui peut être dépensé. On est déjà obligé de choisir entre le développement de la politique agricole ou, par exemple, le développement des programmes intégrés méditerranéens, de la politique régionale.

Et puis, enfin, on ne s'est pas suffisamment posé la question : quelle agriculture pour l'Europe ? On se pose toujours la question : comment faire, que va-t-on faire des agriculteurs ? Il faut d'abord répondre à la question : quelle agriculture pour l'Europe ? Si l'on veut faire une agriculture industrielle, purement industrielle, hors sol, on peut installer des usines agro-alimentaires à Picadilly ou sur la Place de la Concorde. Bien entendu, il n'y aura plus d'agriculture à la campagne, il n'y aura plus ces exploitations plus ou moins importantes, il n'y aura plus cette installation humaine sur le sol ; on en aura fini avec la civilisation dont nous sommes issus. Je suis de ceux qui pensent que ce serait une grave erreur. En tout cas, ce serait un contresens absolu avec l'intention initiale des fondateurs de l'Europe. Lorsqu'on a signé le Traité de Rome, on n'a pas voulu n'importe quel marché commun agricole ; on a voulu une certaine agriculture pour l'Europe, une certaine forme de civilisation rurale. Bien entendu, cela ne doit pas aller jusqu'à l'absurde. On ne peut pas ignorer non plus les progrès de la technologie, le développement colossal de la productivité. On doit tenir compte de tous ces éléments et pas simplement de la rentabilité. Quant on produit, il faut vendre ; mais on produit quoi, comment, pour vendre et vendre à qui ? Il est évident que le marché se resserre partout.

Donc, si l'on veut réaliser ce qui a été décidé en matière agricole, il faut un grand débat. Personnellement, je préconise qu'il y ait une sorte de conférence de travail, une grande consultation entre ces Etats bien entendu mais aussi entre les organisations agricoles. Il faut que les uns et les autres repensent ensemble ce que doit être la politique agricole de l'Europe au cours des dix à vingt années qui vont suivre car le moment est décisif. Selon que l'on bifurque d'un côté ou de l'autre, il n'y aura plus de véritable agriculture, il n'y aura plus d'agriculteurs, de paysans, il n'y aura donc plus une certaine Europe à laquelle nous sommes attachés sans qu'on puisse nous accuser de passéisme car c'est une forme de civilisation.

Le système monétaire : les secousses actuelles montrent bien qu'il est en péril. Il est en péril d'abord parce qu'il se trouve isolé en face de monnaies qui jouent leur jeu. Voyez ce qui se passe sur le dollar. Il est évident qu'à partir du moment où dans le Système Monétaire Européen se trouvent des monnaies qui ne sont pas en tête, mais dans le deuxième, troisième, sixième, septième wagon, ces monnaies sont ballottées dans les courbes comme on l'est dans un chemin de fer de telle sorte qu'à tout moment il risque de dérailler. Mais, en effet, cette zone de stabilité dans un océan de trouble, d'incertitude et de désordre, cela nécessite un soin

particulier. Personnellement, je vous le dirai tout-à-l'heure, c'est un des points sur lequel j'accroche le plus. Il faut savoir si les pays intéressés - je pense à l'Allemagne, je pense à la France mais je pense aussi aux autres - sont décidés à renforcer ou non leur système monétaire.

Dans ce qui a été décidé, il y a un programme de recherches. On a déjà vu de grandes réalisations ; je ne les citerai pas toutes, mais elles sont dans vos esprits : Esprit, Race, la fusion nucléaire. Pour ces projets, il faut dégager des ressources nouvelles. A l'heure actuelle, on a tendance à raréfier l'oxygène qui permettrait d'entretenir les grandes entreprises humaines au sein de l'Europe. La Recherche, cela représente environ 2,5 % du budget communautaire ; c'est extrêmement peu. J'ai proposé Eurêka, qui n'est pas uniquement communautaire, qui rassemble dix-neuf pays d'Europe mais qui doit se développer en harmonie avec la Communauté et avec le programme cadre de Recherche présenté par le Président de la Commission Européenne, M. Delors. Tout cela doit s'harmoniser. Eh bien, il faut le dire, pour l'instant il n'y a pas de crédits suffisants. Il faudra bien dégager des ressources nouvelles, ou bien le développement technologique de l'Europe arrivera trop tard, après des économies plus actives, je pense à celle du Japon ou à celle des Etats-Unis d'Amérique. Ceux-ci auront pénétré l'ensemble des groupes industriels de chacun de nos pays pris isolément. Je ne suis pas hostile à ces prises de participations, j'ai encouragé certaines d'entre elles en France ; il ne s'agit pas de s'enfermer mais il ne faut pas non plus être dépossédé de ses propres biens, de son propre capital et, surtout, de sa principale ressource qui est celle de l'intelligence. Et si désormais pour affirmer ses capacités un savant, un expert, un chercheur, un ingénieur, un cadre doit émigrer en Californie ou dans les environs de Tokyo, que restera-t-il dans le monde européen pour aider notre développement ?

Il y a le problème de cohésion. Nous sommes douze, mais sommes-nous vraiment douze lorsque nous abordons les conférences commerciales mondiales, celles du GATT ? Rendez-vous est déjà pris. Est-ce que nous avons la même position par rapport aux demandes de nos partenaires ? Est-ce que l'on va traiter différemment l'industrie et séparer l'agriculture, comme on le voulait au départ du côté américain ? Et, lorsque l'on parle de l'industrie, est-ce que l'on parlera des brevets ? Est-ce que l'on parlera des marques ? Et que dira-t-on des services ? Un certain nombre de pays du tiers-monde ne se sentent pas prêts à ce type de discussions.

Pour le marché intérieur, je vous l'ai dit tout-à-l'heure, il faut une volonté politique. Car, dans les cinq ans qui viennent, il faudra harmoniser l'économie, le social, le culturel, la formation des hommes, la monnaie. Qu'il manque un seul de ces éléments, et le marché intérieur échouera ! On n'imagine pas qu'il puisse s'installer une communauté d'un grand marché intérieur où tout est libre et commun, tandis qu'il y aurait des législations protectionnistes ou contraignantes, qu'ici on travaillerait tant d'heures par jour, que là on travaillerait autrement ; que l'organisation du travail serait différente, que les relations sociales seraient ici fécondes et là resteraient arides. Il y a une logique du système. Ceux qui ont signé l'Acte Unique de Luxembourg pour la constitution d'un marché intérieur en cinq ans devraient avoir songé à toutes ces perspectives ou bien ils auraient péché par légèreté. On est en engagé, il faut aboutir.

Enfin, les programmes intégrés méditerranéens. Il n'est pas possible d'imaginer que l'Europe pourrait se développer avec des zones qui seraient exagérément en retard par rapport aux autres. Il se produirait un déséquilibre. Tout le sud de l'Europe, moins bien servi sur le plan de la production par la nature - même s'il est mieux servi sur le plan souvent de l'esthétique, du tourisme - risque de sombrer dans une grande misère si l'Europe régionale n'est pas intelligemment menée.

Voilà. Prenons conscience de ce qui a été décidé et ayons véritablement la volonté de mener à bien ces décisions. Je viens de relever quelques absences, quelques manques ou carences.

Existe-t-il des terrains nouveaux qui permettront à l'Europe d'être vraiment l'Europe ? J'en citerai sept.

D'abord, l'Europe sociale. J'ai parlé à l'instant des conditions de travail et des conditions de l'emploi. Cela fait partie du marché intérieur, on n'y parviendra pas sans cela.

Je citerai la croissance. Il existe un projet européen que M. Delors a appelé la "stratégie coopérative de croissance". Autour de quel pôle développer cette croissance ? Cette action nous paraît indispensable quand ce ne serait que pour guérir l'Europe de cette maladie mortelle qui s'appelle le chômage. On répondra par grands chantiers, grands travaux, moyens de communications. D'abord, l'exemple type, c'est l'exemple Trans-Manche que j'ai eu la joie de signer avec Madame le Premier Ministre du Royaume Uni. Par rapport aux moeurs et aux usages, c'est une véritable révolution. Il est vrai que si l'ensemble des moyens de communication européens permettent d'être reliés avec ce tunnel Trans-Manche, à partir de là l'ensemble de l'Europe communautaire sera inervée de telle sorte qu'aucun pays ne sera en mesure de mener durablement une économie, une société, un développement d'équipement indépendant des autres. Il faut le savoir. Mais j'observe que cette initiative a été adoptée par tous les pays de l'Europe des Douze et que, malgré les réticences initialement exprimées, il y a eu ralliement au thème commun que je développe aujourd'hui.

Les autoroutes, le système des trains à grande vitesse, quelle que soit la marque ou la nationalité. Aujourd'hui cela existe en France, mais avec les projections vers la Belgique, vers la Hollande, vers l'Allemagne, vers Londres, avec les autoroutes qui se relient aujourd'hui dans le nord de l'Europe, avec ce qui pourrait aller vers l'Orient de l'Europe, tout ce système peut avoir un effet considérable pour recréer les conditions d'une Europe qui ressemblerait à celle du XVIIIème siècle, mais qui, cette fois-ci, ne serait plus réservée à quelques privilégiés.

Quant on parle communication - j'en dirai un mot dans un instant - on peut penser à tout ce qui est la télécommunication et tout ce qui est audiovisuel. Donc, l'Europe sociale : indispensable qu'il y ait une Europe des conditions de travail. Indispensable qu'il y ait une Europe de la croissance autour de ces grands chantiers d'abord, mais aussi autour de beaucoup d'autres initiatives. Qu'est-ce qu'on attend pour fonder véritablement l'Europe des transports, par exemple ? Il y a de timides avancées ; chacun a des arguments pour retarder les échéances, chacun, bien

entendu, au moment de passer à l'acte a je ne sais quel retrait qui est synonyme d'impuissance. Il faut véritablement que ces Europes là, celle de la communication, celle des transports, celle de l'environnement se développent en même temps que les Europes agricole, industrielle, technologique.

J'ai parlé tout-à-l'heure de l'Europe scientifique et technologique. Le terrain nouveau, cette fois-ci, est immense parce que l'Europe a d'immenses ressources : des ressources d'intelligence, de compétence et de technicité tout-à-fait comparables aux plus grands du monde actuel. Savez-vous que nous avons - nous, tous ensemble - des crédits pour la recherche plus importants que ceux des Etats-Unis d'Amérique ou que ceux du Japon ? Savez-vous que tous ces crédits ensemble - intellectuellement additionnés, mais ils ne le sont pas dans la réalité - produisent une capacité d'expansion cinq fois moindre que la notre ? Alors, qu'est-ce que cela veut dire ? Les intelligences sont là, les ressources existent et elles ne sont pas utilisées. Je pense donc que nous devons avoir des programmes de technologie extrêmement puissants. Parmi eux - je sais que c'est un sujet qui vous intéresse - l'exploration du système solaire. Nous avons déjà réalisé un peu d'Europe autour de la comète d'Halley avec l'Amérique. C'est une excellente initiative. Les satellites d'observation, l'heureuse concurrence qui existe aujourd'hui pour des stations orbitales habitées, les essais dont on se transmet la connaissance de Washington aux différentes capitales européennes, c'est excellent à la condition, bien entendu, sans quoi il n'y aura pas d'échange bilatéral, que la production de l'intelligence et de la technique se fasse se fasse des deux côtés de l'Atlantique.

L'Europe de la santé. Quoi ? Nous n'en serions pas capables ? Nous avons commencé de la faire, il faut le dire, mais c'est encore à peine amorcé. Bâtir une Europe de savants capables de lutter contre la croissance du cancer ou du Sida ? Chacun de nos pays va engager ses petites actions, pour peu qu'il le fasse ? Des projets universels, planétaires sont en cours. J'en ai beaucoup discuté avec M. Nakasoné qui attache beaucoup d'importance, et avec raison, au développement d'un monde de la santé. C'est une proposition que j'avais émise au sommet des Pays Industrialisés de Versailles en 1982 pour développer une politique de croissance et une politique de la santé. Mais l'Europe au moins devrait représenter, pour reprendre une expression déjà employée, un pôle d'innovation, d'invention, de recherches en commun. Cela existe déjà sous forme d'embryons. Le Professeur Tubiana, par exemple, a réuni récemment à Paris - j'ai participé à cette réunion - des grands savants venus du monde entier et particulièrement de l'Europe pour la lutte contre le cancer.

Les universités, la jeunesse, le projet Erasmus, faire que les jeunes gens puissent, avec des bourses, aller là où ils veulent dans les grandes universités reconnues de l'Europe, qu'il puisse il y avoir un échange constant entre les universités, que les jeunes européens s'habituent à se trouver chez eux, que ce soit à Heidelberg, à Salamanque ou en Grande-Bretagne dans vos universités, ou à la Sorbonne ; cela est à notre portée. Les échanges de jeunes entre la France et l'Allemagne sont très actifs, ne sont pas très actifs avec les autres pays.

L'enseignement des langues. Je sais bien qu'à compter du

moment où l'on développe ici une langue qui a l'ambition de devenir universelle, on ne peut avoir que quelques réticences ; l'Allemagne ne peut qu'éprouver quelques réticences lorsqu'on lui demande d'appeler "écu" une monnaie de réserve qu'il serait si commode d'appeler le mark ! Bien entendu, lorsque je pense à quelque "langue de réserve", la langue anglaise pourrait songer qu'après tout c'est sa vocation naturelle. Mais elle devrait songer que, d'ici à un siècle, elle sera distancée par les langues romanes, en particulier par les langues hispaniques. C'est une remarque que je fais sans vouloir offenser personne, mais qui peut montrer, en effet, qu'il est nécessaire d'avoir un front commun dans la connaissance et le développement des langues. Tout cela est à faire.

J'ai évoqué l'audiovisuel. C'est un facteur essentiel d'identité culturelle pour l'Europe. Nous sommes en mesure, aujourd'hui, de prévoir 125 000 heures de programmes pour l'Europe. Que fait-on à l'heure actuelle dans un pays comme la France ? On doit faire 5 000 heures. Que fait-on en Grande-Bretagne ? Je ne sais. Ce qui est vrai, c'est que les programmes venus de l'extérieur de l'Europe par leur qualité, leur précision, leur dynamique sont à la veille de modifier les éléments culturels de l'Europe. Il faut donc absolument agir très rapidement, notamment par les moyens de communication, mais il faut absolument que tous les moyens de la technique soient mis à la disposition de l'Europe.

Je citerai aussi l'Europe de la sécurité. On a commencé, au cours de ces derniers mois, à développer la lutte en commun contre le terrorisme. Je me contenterai de dire que je suis fermement partisan d'accélérer les démarches pour que, sans que chacun empiète sur le système judiciaire d'autrui, il n'en existe pas moins une réalité de police, une réalité de contrôle et une réalité judiciaire qui permette de mener à bien la lutte nécessaire contre les formes modernes de la barbarie.

Je voudrais maintenant évoquer la défense. Qu'est-ce qui existe ? Il existe un accord particulier entre l'Allemagne et la France. C'est une grande conquête lorsque l'on sait qu'en l'espace d'un siècle, deux guerres mondiales et d'autres qui en étaient l'amorce ont divisé ces deux pays. Ces trois guerres ont laissé des traces profondes et, cependant, grâce aux hommes dont j'ai cité les noms tout-à-l'heure, grâce à la continuité affirmée depuis maintenant trente ans, c'est un problème qui se trouve derrière nous. Il y a une profonde amitié Franco-Allemande. L'amitié Franco-Britannique est considérée comme allant de soi, du moins depuis le début du siècle, c'est-à-dire en 1904, car auparavant la France se connaissait des ennemis traditionnels. Le dernier c'était l'Allemand, l'avant-dernier c'était l'Anglais, l'avant avant-dernier c'était l'Autrichien, c'était un moment l'Espagnol... Passons rapidement sur ces choses. Je n'interrogerai pas les personnalités britanniques qui sont devant moi pour savoir quel est leur classement ! Ce qui est vrai, en tout cas, c'est que c'est une période dépassée

Des accords qui existent entre la France et l'Allemagne. Ils ont été signés il y a maintenant un peu plus de vingt ans. C'était en 1963, le Traité de l'Elysée, entre le Général de Gaulle et Monsieur le Chancelier Adenauer, que j'ai modernisé, actualisé, vingt ans plus tard en 1983 en mettant en oeuvre les dispositions militaires qui étaient restées en jachère pendant les vingt ans

précédents. J'aimerais bien que des conversations de ce genre existent avec d'autres pays. Ce n'est pas que nous ne parlions pas avec les gouvernants britanniques des problèmes militaires. Bien entendu on en parle ! Nous l'avons particulièrement ressenti lorsqu'au lendemain de Reykjavik nous nous sommes rendus compte qu'un certain nombre des armements de l'Europe étaient totalement dépendants des décisions qui seraient prises entre les deux puissances qui négocient aujourd'hui, c'est-à-dire l'Union Soviétique et les Etats Unis d'Amérique. On peut penser en particulier à certains armements de type nucléaire.

Il faut savoir ce que l'on veut. Je pense qu'il est indispensable de mettre à plat, de mettre sur la table, l'ensemble des données touchant au matériel militaire. Vous faites un avion avec d'autres pays européens, un avion de combat, nous on en fait un autre. Lorsque l'on parle de chars, lorsque l'on parle d'hélicoptères... Je ne prétend pas tout uniformiser. Je sais bien qu'il faudra du temps, que c'est difficile, qu'il y a des intérêts légitimes. Il y a aussi le fait que nous sommes dans la même Alliance et que cette alliance comporte un élément indispensable, nécessaire, déterminant que sont nos amis Américains, les Etats-Unis d'Amérique et qu'il est bien normal qu'ils aient leur part à ce concert. Mais il n'empêche qu'un certain nombre de fabrication et d'adoption de matériel militaire entre les pays d'Europe apporterait un allègement à nos économies et sans doute une efficacité devant certaines perspectives militaires qui peuvent se trouver spécifiquement européennes.

Après tout, il existe deux pays disposant d'une arme nucléaire : le vôtre et le nôtre. Pas les autres. Les autres, qu'est-ce qu'ils ont ? Des armées dites conventionnelles et ils appartiennent à l'Alliance Atlantique. Si la France, au temps du Général de Gaulle, s'est isolée par rapport au commandement intégré - elle ne s'est pas isolée par rapport à l'alliance militaire mais par rapport au commandement intégré - c'est parce que le Général de Gaulle avait le sentiment qu'il n'y avait pas d'automatisme dans la décision de notre puissant allié, qu'il n'était pas établi, acquis, que cela pourrait varier selon le tempérament du Président, selon la nature ou l'état de l'opinion américaine et que cette absence d'automatisme dans le jeu de l'Alliance en face d'une menace nucléaire représentait un danger mortel et qu'il convenait de s'armer soi-même, au moins pour parer au plus pressé, pour disposer d'une force de dissuasion suffisante pour que nul ne songe à nous agresser.

Ces données n'ont pas véritablement changé. On peut imaginer des hypothèses strictement européennes qui ne poseraient pas forcément le problème du jeu général de l'Alliance. Alors, sommes-nous disposés à en parler ? Ne serait-il pas nécessaire que les Ministres de la défense, que les Ministres de la défense et de l'industrie, que les Ministres de l'industrie aient des conférences de travail permettant de faire le tour des choses et peut-être d'aligner les démarches. Je pourrai terminer sur ce chapitre là en disant qu'il me semble très utile de ne pas s'enfermer dans un esprit de système sur aucun des sujets. Contrairement à ce que l'on pense, en général, des Français, moi je suis tout-à-fait hostile au fait de fonder une institution, un organisme, une organisation chaque fois que l'on a une idée. On peut très bien laisser les gens agir selon leur inspiration, en particulier les gens qui agissent

sur le terrain. Ainsi, dans le cadre général de la Communauté, on peut parfois bâtir à plusieurs des aventures technologiques, examiner des stratégies ou des armements militaires entre ceux qui en ont le goût ou dont la démarche est commune. Après tout, la discussion que nous avons là pourrait apparaître comme hétérodoxe pour les Grecs ou pour les Irlandais. Il y a des statuts très différents dans l'Alliance Atlantique et il y en a qui n'appartiennent pas à l'Alliance Atlantique. Ce n'est pas le même barème autour duquel tournent toutes les références. Alors, je pense qu'il doit y avoir dans certains domaines, des initiatives à géométrie variable sans que l'on en fasse non plus un système parce que ce serait un système d'éclatement de l'Europe. Voyez ce que l'on fait pour "Airbus", ce que l'on fait pour "Ariane". Dans "Airbus" il y a l'Espagne alors qu'elle n'était pas membre de la Communauté Européenne. J'ai parlé d'"Euréka" où il y a six pays d'Europe en plus des Douze. On peut s'inspirer de ces exemples pour avoir une démarche pragmatique, libre, aussi intelligente que l'est la réalité sans prétendre imposer un jugement préconçu au mouvement des hommes et des choses. Certes encore faut-il que cela soit relié et qui peut mieux le relier que l'Institution de l'Europe ?

Institution. J'ai prononcé le mot, cela sera une autre projection sur les terrains futurs, celui des institutions. Mais je voudrais, sur le terrain militaire, me faire bien comprendre. Je souhaite qu'il y ait davantage d'échanges, davantage d'examen des problèmes stratégiques. Je ne demande pas, contrairement à certains autres, que l'Europe, en tous cas que la France participe à la négociation des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union Soviétique. Je n'aurai pas voulu que la France fût à Reykjavik. Je ne souhaite pas qu'elle aille à Genève car le problème posé aux deux plus grandes puissances est un problème de surarmement. Elles ont, sur le plan nucléaire, chacune plus de 10.000 charges nucléaires. La France n'en a pas 500. La Grande-Bretagne non plus. C'est un chiffre en perspective mais encore loin d'être atteint. Avant de penser à englober l'ensemble des pays des puissances nucléaires dans un examen général, il faudrait que les deux super puissances réduisent considérablement leur propre armement. L'examen qu'ils ont fait des 50 % me paraît tout-à-fait raisonnable. Mais, c'est pour vous dire que je ne recommande pas comme une sorte de revendication de l'Europe d'être présente. Qu'est ce qu'elle ferait là ? Qu'est ce qu'elle dirait ? Elle se trouverait englobée dans un désarmement qui, en vérité, ne la concerne pas tant qu'une certaine marge de destruction des armements existants ou de non construction des armements futurs ne sera pas décidée par les deux plus grandes puissances.

C'est ainsi qu'à un moment on a voulu compter l'armement britannique et l'armement français dans le décompte des armes nucléaires intermédiaires. Je m'acharnais à répéter à M. Gorbachov qui insistait là-dessus, M. Reagan ayant soutenu la position française : "Nous n'avons pas d'armes intermédiaires. Nos sous-marins, qui sont l'essentiel de nos armes nucléaires, comme d'ailleurs les Britanniques, sont par nature stratégiques : ils circulent au fond des océans, ils peuvent aller jusqu'à n'importe quel point du globe. La portée de leurs missiles peut atteindre 4500 Kms. La définition stratégique, intermédiaire et tactique selon la portée de l'armement : est stratégique ce qui traverse l'Atlantique. Ce sont des notions un peu courtes ! L'océan Atlantique n'est pas le barème de toutes les actions militaires possibles au monde ; est

intermédiaire ce qui va d'un pays du continent, en ajoutant la Grande-Bretagne, à l'autre ; est à courte portée ou tactique ce qui fait 30 à 100 Kms. C'est tout-à-fait artificiel. Il y a les armes qui sont nécessaires pour assurer l'indépendance d'un pays, sa sécurité et sa sauvegarde et celles qui sont des approches ou qui sont des éléments limités d'action précédent un conflit général.

Je souhaite qu'il y ait plus d'échanges et donc plus de rencontres et, finalement, plus d'accords. Les relations Franco-Allemandes sont, à cet égard, assez exemplaires. Il y a des manœuvres militaires communes. Il faut renforcer la coordination et le débat. J'ai accepté que, dans la mesure naturellement du possible, dans le cas d'une menace de guerre, l'Allemagne qui pourrait être un territoire où se développeraient des conflits meurtriers, soit elle-même informée, qu'elle ait son mot à dire sur l'usage de nos armes. Même si, bien entendu, la réalité de l'Europe, héritée de la dernière guerre mondiale, fait que l'Allemagne n'a pas accès à l'armement nucléaire et ne peut pas avoir pour capacité de décider à la place des pays qui en disposent. Mais les Allemands le comprennent très bien. D'ailleurs ils ne le demandent pas. Mais ils disposent d'armes conventionnelles importantes. Ils ont d'immenses qualités militaires. Si l'on coordonne l'ensemble de ces forces, on peut arriver à une notion précise et non pas simplement verbale, d'une sorte de défense européenne tout ceci en jonction avec l'UEO qui, de ce point de vue, sera fort utile.

Enfin, les institutions. On parle de renforcer les pouvoirs du Parlement. Ils devront être renforcés une fois qu'en 1992 on aura abouti, si on a abouti, à l'édification du grand marché intérieur. On peut très bien imaginer une consultation plus généralisée et même certaines initiatives du Parlement européen.

D'autre part on parle d'une présidence. Je ne suis pas opposé à cette idée. J'ai entendu, venues de ce côté ci de la Manche, quelques protestations véhémentes, mais moi je ne suis pas hostile à cette idée. Je ne pense pas qu'il soit concevable d'imaginer dans un délai assez bref des élections au suffrage universel. Mais on peut imaginer des étapes. On ne voit pas pourquoi on s'en tiendrait à la pratique actuelle : tous les six mois, selon les obligations de l'alphabet, un pays où le Chef d'Etat ou de Gouvernement de ce pays là préside aux destinées de l'Europe. Pendant ces six mois, il y a un Conseil Européen, parfois deux. Que peut-on faire ? Chaque Président, au bout de six mois, reste sur ses regrets de n'avoir pu en faire davantage. La dernière présidence britannique a été efficace. La Présidence Belge le sera certainement. Je ne conteste pas du tout les capacités de ceux qui se succèdent, mais il est vrai que c'est une instabilité institutionnelle dommageable. Alors, on a essayé de corriger en disant eh bien il y aura une troïka : c'est-à-dire il y aura le Président du moment, il y aura le Président de la veille et il y aura le Président du lendemain. Ces trois là se réuniront, ce qui ferait qu'aujourd'hui le Président Belge serait assisté d'une vice-présidence de Grande-Bretagne et du Danemark. C'est un progrès mais ce progrès n'est pas suffisant. D'ailleurs il n'est pratiquement pas mis en oeuvre.

.../.

On peut imaginer une présidence permanente, en tout cas disposant d'un temps plus long. Un an, deux ans, plus longtemps ? A Douze, bien entendu, bien des rivalités se feront jour. Non, on peut échapper à ces rivalités en désignant une personne, d'un commun accord bien entendu. Une personne qui serait choisie pour conduire les travaux pendant une période déterminée, quitte à ce qu'elle soit assistée par des représentants des différents pays. Je ne suis pas hostile à l'idée, j'estime qu'il faut la préciser. Je m'y suis essayé à mon tour.

Mesdames et Messieurs, rien de tout cela ne se fera sans volonté politique : ou on veut, ou on ne veut pas. Mais la volonté, elle est politique. Le jeu de cartes qui est disposé devant nous est simple à définir. Nous pouvons en rester au stade de l'alliance. Nous sommes des pays alliés, nous sommes des pays amis. Sans structure. Nous avons commencé d'être associés. C'est une structure. Comme une association entre personnes privées. Certes nous avons un Conseil d'Administration, nous avons des statuts, nous votons de temps en temps à la majorité, de temps en temps à l'unanimité. C'est une association. Nous ne sommes pas une véritable Confédération. Peut-être sur certains points pouvons-nous dire que nous le sommes. C'est un peu le cas de la politique agricole. Ça pourrait être le cas de quelques autres politiques institutionnelles. Mais nous sommes loin d'être une Fédération, c'est-à-dire que nous n'avons pas d'unité politique. Nous pouvons, de temps à autre, émettre un texte sur la façon dont nous concevons le retour à la paix au Moyen Orient. Nous pouvons nous exprimer de temps à autre, et ce n'est pas si aisé, sur l'attitude à prendre en face de l'apartheid en Afrique du Sud. Nous pourrions exprimer une idée sur la situation de l'Amérique Centrale et sur les rôles respectifs que peuvent jouer le Nicaragua et les Etats-Unis d'Amérique mais cela n'arrive jamais naturellement. Nous pouvons formuler des positions sur l'Afghanistan. C'est très facile. Cela pourrait être encore plus facile, semble-t-il, à partir d'aujourd'hui. Nous sommes suffisamment proches les uns des autres pour avoir des points communs. Je crois qu'il faut chercher systématiquement à définir une volonté politique commune sur les grands problèmes qui touchent à la vie du monde.

Ira-t-on vers l'unité politique que je souhaite ? Pour reprendre le terme initial, la France est ma patrie, l'Europe est notre avenir. Est-il possible de ne pas manquer ce rendez-vous ? C'est toute l'oeuvre à accomplir, c'est le sujet de ce débat.

*
* *

QUESTION - Dans votre très intéressante description de l'avenir de l'Europe, pourriez-vous ajouter quelques mots sur le développement, tel que vous le concevez, de cette Europe par rapport aux deux superpuissances. Vous en avez dit un mot, bien sur, mais il me semble que nos rapports avec les Etats-Unis entrent actuellement dans une phase cruciale et difficile. Il est possible que nous ayons à faire face à une guerre commerciale ; des différences existent, comme le laissait entendre notre Président, entre le point de vue des superpuissances exprimées à Reykjavik et ceux des Européens. Comment, à votre avis, tous ces éléments vont-ils jouer les uns par

.../.

rapport aux autres ? Sommes-nous en train de nous éloigner des super-puissances, et notamment de l'Amérique ? Nos intérêts prennent-ils une direction divergente ? Que pensez-vous de tout cela ?

LE PRESIDENT :

Monsieur, puisque l'on parle surtout des Etats-Unis d'Amérique et de l'Europe, je résumerai mon propos en termes simples. Nous sommes alliés. Nous sommes donc dans la même alliance militaire et nous sommes dans le même ensemble économique. De multiples institutions nous rassemblent. Cela, bien entendu, étant précisé, précisé aussi que j'en suis partisan, cela ne doit pas conduire à l'identité. Il y a des rivalités d'intérêts et il y a des rivalités culturelles. Il faut rester soi-même si l'on veut pouvoir réaliser de bonnes ententes. Rester soi-même ! Vous allez parler du protectionnisme. Je pense que la seule façon de trouver un dénominateur commun aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Europe, c'est de partir en guerre contre toute forme de protectionnisme. D'abord contre les protectionnismes hypocrites. Actuellement, on se lance des chiffres à la figure. Les Américains disent : "La Communauté c'est une protection". Mais on ne peut pas négocier deux fois la même chose. Au GATT, il y a plus de vingt ans, il avait été décidé par exemple que pour corriger la protection agricole de l'Europe les produits alimentaires pour les animaux parviendraient en Europe sans taxes. Cela a été décidé. Cette compensation a été obtenue. Il est difficile de négocier une deuxième fois le même. J'ai déjà demandé déjà qu'une conférence ait lieu et qu'on commence par mettre sur la table la totalité des protectionnismes pratiqués par les uns et par les autres. Par exemple, le protectionnisme japonais : ils ne mettront rien sur la table car il n'y a pas de protectionnisme institutionnel. Et pourtant on ne pénètre pas le Japon. Donc il faudra tenir compte également des formes de protectionnisme plus subtiles. Une société française qui veut entrer au Japon, il lui faut sept ans de patience et, je cite un exemple concret que je connais, il faut avoir les reins financiers solides pour attendre sept ans avant de pouvoir vendre un pot de yaourt à un japonais.

Tous les protectionnismes. Moi, au nom de la France, je suis prêt à engager ce débat et à mandater des représentants de la France pour qu'ils renoncent aux protectionnismes - au pluriel - dont la France pourrait se servir contre ses voisins. C'est simple.

Quant à la Communauté Européenne, elle repose sur une certaine protection de son Marché Commun. Eh bien, cela se négocie. Ce n'est quand même pas un protectionnisme étroit. Cela représente un ensemble de 320 millions d'habitants. C'est plus peuplé que les Etats-Unis d'Amérique, plus peuplé que l'Union Soviétique, plus peuplé que le Japon. Nous avons donc le droit, cette entité là, de la protéger, mais d'un commun accord et sur des bases négociées. Tandis qu'aujourd'hui, c'est une petite guerre sauvage. J'ai appris, par exemple, qu'on venait d'arrêter le cognac à l'entrée des Etats-Unis d'Amérique. Je ne sais pas qui souffrira le plus, mais j'ai éprouvé cette nouvelle très douloureusement parce que je suis né là ! Je me suis dit mais qu'arrive-t-il aux Américains ? C'est vrai que cela peut être considéré comme superflu, mais pour les gens qui le produisent, ce ne l'est pas, superflu. Lorsque j'entends dire que le Maroc ou que l'Egypte sont des nouveaux chantiers ouverts à la vente de céréales à bas prix, je souffre pour les

.../.

productions de céréales françaises ou européennes. Lorsque j'entends dire qu'il y a un monopole de navigation pour le transports des marchandises, je me dis : "Mais est-ce que ce ne serait pas une forme déjà ancienne de protectionnisme ?"

Reykjavik est un exemple typique. Il faut que désormais, avant que les deux grands pays qui débattent du désarmement n'aboutissent à un accord, les pays d'Europe soient consultés. Il doit il y avoir une consultation interne à l'Alliance, aux pays membres de l'Alliance. Le Président Reagan en est d'accord. Il a écrit aux différents Chefs d'Etat et de Gouvernement. Je lui ai répondu. Mais, jusqu'ici, cette consultation se borne le plus souvent à des lettres extrêmement amicales qui arrivent souvent après les dépêches d'agences. Il faudrait donc que l'ordre soit inversé de façon qu'il soit possible d'édifier une politique commune. Je respecte beaucoup les Etats-Unis d'Amérique, je dois dire que j'ai beaucoup d'amitié pour son peuple et j'ai des relations excellentes avec le Président des Etats-Unis auquel nous sommes redevables d'une large part de notre sécurité commune et de combien d'autres éléments fondamentaux de notre vie, notamment la liberté d'être, d'exister. Mais, cette pétition de principe étant faite, cela n'empêche pas que ce ne sont pas les mêmes fabricants d'objets qui sont à Détroit et qui sont à Pittsburgh ou qui sont à Hambourg ou qui sont à Lyon. Je pense que ce doit être la même chose en Angleterre. Je pense quand même à défendre les intérêts de ceux qui se trouvent chez nous et, de ce point de vue, il faut une négociation générale contre tous les protectionnismes. Il faut que la négociation sur le GATT serve à cela, mais il faut que cela soit précédé de négociations extrêmement serrées entre les grands partenaires de l'Alliance. Quand je dis les grands, je n'exclus pas les petits, je veux dire entre le pilier européen et le pilier américain.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez évoqué la division de l'Europe et vous avez regretté cette division. Est-ce que vous pourriez nous dire quelles sont les conditions historiques et politiques pour le dépassement de la division de l'Europe ?

LE PRESIDENT :

Cela ne peut qu'être une approche prudente. J'ai dans l'esprit que l'Europe n'est pas l'Europe, tant que l'Europe de l'Est n'aura pas bâti un bon contrat avec l'Europe de l'Ouest. Difficulté immense. Il s'agit de deux mondes sur les plans philosophique, politique, économique, social, mais pas culturel car la culture des pays de l'Est est aussi européenne que la nôtre. Elles sont complémentaires. Donc, je crois que cela doit s'organiser autour d'accords particuliers et de soutiens financiers. Il en existe déjà avec quelques pays : je pense à la Hongrie, à la Roumanie, à la Pologne. Des soutiens, de l'entraide, de la solidarité pratique, vécue au quotidien et qu'il est possible de multiplier les accords culturels, il ne faut pas les négliger. Tout passe par l'esprit et si l'on se rend compte par la traduction des ouvrages, par les échanges de conférences, par les relations entre les savants, si l'on s'aperçoit que les uns peuvent apporter beaucoup aux autres, il faut éviter de provoquer les grands clash, notamment avec le pays protecteur de l'ensemble des pays de l'Est, je veux dire l'Union Soviétique. Il ne faut pas qu'elle ait le sentiment qu'il s'agit d'une machine de guerre. C'est une démarche très pragmatique que je

.../.

recommande. On peut ne pas le faire. Il faut toujours y penser. On peut le faire mal, lentement, aussi il faut toujours y penser. Il faut penser que l'Europe ne sera l'Europe que lorsqu'elle aura retrouvé son unité géographique et historique.

QUESTION - Dans son analyse de la situation de l'Europe sur le plan de la sécurité militaire, le Président a fait état à plus d'une reprise du fait que le Royaume-Uni et la France sont les deux pays Européens qui disposent de l'armement nucléaire. Pense-t-il que la situation de l'Europe sur ce plan s'améliorerait si l'un de ces pays ne dépendait plus d'un système nucléaire de défense, ou ne participait plus à l'armement nucléaire ?

LE PRESIDENT :

Vous me faites pénétrer insidieusement dans la politique intérieure britannique. Je m'en garderai bien. Je vais donc vous répondre pour la France. La France aurait tort de renoncer à la détention de l'arme nucléaire car c'est la seule arme dissuasive pour éviter la guerre, pas pour la faire, pour l'empêcher.

QUESTION - De quelles manières une influence européenne pourrait-elle s'exercer dans le cadre des négociations en matière de contrôle des armements, qui constituent un aspect essentiel des rapports Est-Ouest ; plus spécifiquement, dans quelles circonstances pensez-vous que les armes nucléaires française et britannique devraient être prise en compte dans ces négociations afin de permettre à la France et à la Grande-Bretagne d'y participer ?

LE PRESIDENT :

J'ai dit tout à l'heure que je ne souhaitais pas que la France participât aux négociations sur le désarmement nucléaire dans l'état présent des choses. J'ai même fait une estimation numérique. J'ai dit plus de 10 000 charges nucléaires en Union Soviétique, plus de 10 000 charges nucléaires aux Etats-Unis d'Amérique, moins de 500, je dois même dire moins de 300, actuellement en France ou en Grande-Bretagne. Il faut donc, avant d'aborder la nécessaire conférence qui un jour devrait réunir les cinq puissances nucléaires ou celles qui le deviendraient d'ici là : Etats-Unis d'Amérique, Union Soviétique, Grande-Bretagne, France, Chine. Il convient que les deux plus grandes puissances limitent leur propre armement. C'est dans ce sens là que l'on est allés à Reykjavik. Je n'analyserai pas les aspects qui pouvaient paraître, disons, inattendus à Reykjavik, mais la limitation à 50 % qui a été sérieusement examinée par les deux parties me paraît tout-à-fait concevable, convenable et concevable. Personnellement je le souhaite. De même une certaine élimination des forces intermédiaires. Je ne parle pas là de l'option zéro qui représente tout un monde de négociations que je ne veux pas aborder aujourd'hui, mais une réduction, en tout cas un contrôle. De même les précautions à prendre par rapport aux armes chimiques.

De ce point de vue, c'est aux deux plus grandes puissances qu'il appartient de commencer, de donner l'exemple. A compter d'un certain moment où les forces pourraient être sinon comparées, du moins comparables - vous voyez la différence que j'établis entre ces termes - je ne demande pas l'identité entre les puissances d'armement soviétique, américaine et française par exemple, mais

qu'il y ait quand même des situations comparables. J'ai indiqué d'autres conditions, je n'y reviendrai pas. A partir de là - je l'ai dit aux Nations Unies en 1983 - la France serait disposée à entrer dans la négociation, mais elle ne le fera pas avant car la France et la Grande-Bretagne - mais je parle pour la France - n'ont pas à être incluses présentement dans un débat qui les dépasse. Ce serait une trop bonne occasion fournie à l'un des partenaires d'englober certaines de nos forces pour les réduire sur le continent à néant.

Supposez que l'on ait compris la force nucléaire française dans l'équilibre stratégique établi par les deux plus grandes puissances. Dès lors que l'on estimait que les forces sous-marines françaises étaient de caractère intermédiaire, la totalité de l'armement nucléaire français se trouvait décompté dans le calcul. Et quel était son inconvénient ? Lorsque M. Gorbachev, que j'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs fois d'une façon fort intéressante - c'est un homme parfaitement capable de comprendre les problèmes modernes - lorsqu'il m'a répété cette demande soviétique, je lui répondais que c'était un peu arbitraire que de négocier des sous-marins français tandis que les sous-marins américains et soviétiques n'étaient pas sur la table de ce même forum de la conférence de Genève. On se demande pourquoi il y aurait cette différence de traitement. D'autre part, lorsque l'on parlait des armes intermédiaires, je me demandais pourquoi, et je le répétais, nos forces essentiellement mobiles sur la surface du globe seraient comprises dans un échange d'armes intermédiaires qui laisserait intacte la capacité, le potentiel stratégique des 10 000, on devrait dire des 8 000, charges nucléaires stratégiques des deux côtés de la table de négociation américaine ou russe .

Donc, c'est parler d'une façon totalement irréaliste et cela aboutirait à une conclusion, disais-je à M. Gorbachev, tout-à-fait pittoresque car puisque M. Gorbachev disait : "Mais je ne demande pas du tout à la France de diminuer son armement", ce qu'il faut c'est que l'Alliance Atlantique reste dans des données comparables aux forces de l'Est. A partir de là, la France qui n'est pas partie aux négociations serait conduite à se trouver enfermée dans une définition numérique. Et supposez que la France, à partir de ses quelques centaines d'armes nucléaires, de charges nucléaires, veuille l'augmenter. Par exemple, lorsque notre arme sous-marine pourra passer par fusée de une à six têtes - c'est en cours - et de six à douze têtes - cela est pour la fin du siècle - ce qui automatiquement multipliera considérablement notre force défensive et dissuasive. Mais supposez que nous voulions, précisément, passer de six à douze. A qui faudra-t-il demander la permission ? Aux Etats-Unis d'Amérique qui pourraient nous dire : "Justement j'y songeais"; à la Grande-Bretagne : "Non, moi je voulais faire..." Si bien que M. Gorbachev, par ce système, lui ai-je expliqué, ramenait la France dans le Commandement intégré de l'OTAN. Ce qui me paraissait une démarche surprenante.

La France ne veut pas demander la permission à quiconque, y compris à ses meilleurs alliés, pour estimer ce qui est nécessaire à sa sécurité.

QUESTION - Notre association et la structure étudiante qui est implantée dans trente-cinq universités dans la Communauté Européenne, avec près de 1 000 étudiants adhérents, nous avons pu voir dans les derniers mois qu'il y avait un sentiment assez nouveau

qui naissait dans le public étudiant en Europe, et ceci toutes nations confondues, qui, notamment, à travers les problèmes universitaires qui se posaient, avait une analyse qui était relativement commune, à savoir que le cadre national, dorénavant, n'offrait plus les moyens d'apporter des solutions à ses problèmes de financement et reprenne les structures.... archaïsmes... des structures qui existent en Europe. Ne pensez-vous pas que ce serait le moment de créer, au niveau européen, un nouveau programme communautaire qui prenne en charge la formation au niveau du moins de l'enseignement supérieur en Europe ?

LE PRESIDENT :

Je pense, Monsieur, que cela doit faire partie du projet de l'Europe. Il y a à établir simplement un ordre de priorité en raison de la modicité des moyens budgétaires, mais c'est un projet tout-à-fait nécessaire. Quand pourra-t-il se réaliser ? C'est aux Douze maintenant d'en débattre.

QUESTION - Notre dernière rencontre, M. le Président, a eu lieu à l'occasion de la signature du Traité du tunnel trans-Manche. Je me souviens très bien de la construction du tunnel sous le Mont-Blanc, et j'ai également à l'esprit le tunnel du St Gothard en Suisse. aviez-vous estimé, dans ces deux cas, que la France, la Suisse et l'Italie en faisaient trop leur affaire plutôt qu'une affaire européenne ? Et le tunnel trans-Manche risque-t-il d'être envisagé non pas dans le contexte européen mais dans celui d'une opération franco-britannique ?

LE PRESIDENT :

Ecoutez, Monsieur, depuis le St Gothard il y a quand même de l'eau qui a coulé sous les ponts. Aujourd'hui la Communauté Européenne a une réelle existence, même si cette existence est parfois insuffisante. J'ai, dans mon propre exposé tout à l'heure, indiqué que je concevais le Trans-Manche comme un élément du développement des moyens de communication et j'ai même cité le lien à établir, la communication directe à établir entre le Trans-Manche, donc vers le coeur de l'Angleterre, et le système TGV français, belge, hollandais, allemand, cela pouvant s'étendre naturellement du côté suisse ou italien, pourquoi pas d'ailleurs espagnol mais c'est un autre problème. Mais c'est tout-à-fait à notre portée. Je ne conçois le Trans-Manche qui viendra innover l'Angleterre, mais aussi le Nord de la France, que comme un élément d'un tout qui devrait être un tout européen autour des grandes métropoles hanséatiques jusque si possible, pourquoi pas, au Portugal. Cela me paraît indispensable et les premiers éléments, sans rêver, sont déjà à notre portée. Il existe déjà Paris-Lyon, il va exister Paris-Lille, on discute sérieusement de Lille-Bruxelles-Liège, on parle de Bruxelles-Amsterdam, et on parle de Bruxelles-Francfort ou Liège-Francfort. En France, on parle de Paris-Strasbourg - on ne se contente pas d'en parler, on fait des projets - Paris-Bordeaux et la frontière espagnole est en cours. On va pouvoir accéder véritablement autour du Trans-Manche à une communication colossale de l'ensemble des pays d'Europe avec le Royaume-Uni.

QUESTION - Vous avez parlé de la nécessité d'un resserrement entre Européens pour entreprendre beaucoup de choses, notamment dans le domaine de la recherche scientifique, et vous avez cité les exemples

.../.

spécifiques du cancer et du sida. Seriez-vous disposé et en mesure de prendre une initiative au nom de la France et peut-être de l'Europe en vue d'une coopération urgente et à grande échelle entre les meilleurs cerveaux européens afin de s'attaquer aux problèmes de (...) un vaccin contre le sida qui nous inquiète énormément en Europe et qui menace de ravager tous nos pays ?

LE PRESIDENT :

Je vous remercie. J'ai dû rappeler tout à l'heure que j'avais poussé à la constitution d'un groupe de travail des plus grands chercheurs européens sur le cancer autour du Professeur Tubiana. J'ai moi-même présidé la première réunion de travail de ce Comité qui est tout-à-fait remarquable. On commence tout juste à s'organiser en France pour la lutte contre le sida, c'est-à-dire que nous commençons d'avoir une organisation nationale. Pourquoi ne pas passer au stade européen, puisque ces grandes contagions ne connaissent pas de frontières ? Et je me demande pourquoi, profitant de votre question, la France ou tout autre pays ne saisirait pas la Communauté d'une démarche similaire à celle contre le cancer dans les trois mois qui viennent. Pourquoi, au sommet de Bruxelles, on ne déciderait pas une action dans ce sens ?

QUESTION - Le Président pense-t-il que l'ensemble de l'Europe puisse contribuer, à l'heure actuelle, à la recherche d'un règlement au Moyen Orient ?

LE PRESIDENT :

Je vais vous répondre comme je le pense. Elle le pourrait, mais elle n'a pas cette influence là. Elle le pourrait. Il y a une demande, notamment autour du problème israélo-arabe et autour du problème proprement libanais. Il n'y en a pas pour le problème irako-iranien. Cette demande est exprimée avant chaque sommet européen. "Intervenez, intervenez, nous avons besoin de la voix de l'Europe". Mais l'Europe elle-même sur ce point a bien bâti une doctrine minimum autour de la notion de frontières sûres et reconnues pour Israël et de la reconnaissance définitive de son droit mais aussi des moyens à exister. Là-dessus il y a une position commune des pays de l'Europe. Mais, à partir de là, lorsqu'il s'agit d'affirmer les résolutions 242 ou 338 des Nations Unies, le principe est toujours retenu, la pratique est plus faible parce qu'il y a des influences diverses qui jouent selon le pays en faveur de tel ou tel bloc. Bien entendu, cela empêche, du moins jusqu'à nouvel ordre, qu'il y ait des positions tout-à-fait réalistes. Il y a surtout des déclarations d'intention. Ces déclarations d'intention, qui sont toujours pacifiques, sont excellentes mais pas suffisantes. C'est-à-dire que la définition de la volonté politique de l'Europe dans ce domaine est encore un peu faible.

Pour le Proche Orient, pour le conflit Israélo-Arabe, la France a pris une position favorable à une conférence internationale qui pourrait être préparée par les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité. Cela aurait l'avantage de mêler directement à la résolution du conflit, l'examen de la résolution du conflit, déjà les deux grands pays antagonistes. Il est illusoire de penser que l'on pourra régler ces problèmes en l'absence des Etats-Unis d'Amérique ou de l'Union Soviétique puisque, de toute manière, ils

.../.

sont présents par des intermédiaires, et il est préférable de les avoir directement. D'autre part, deux pays aussi connaisseurs qu'ils le sont des problèmes du Proche et du Moyen Orient que sont la Grande-Bretagne et la France, sans oublier l'influence mondiale dont peut disposer la Chine.

Je pense qu'il y a là une amorce intéressante, d'autant plus que dans une conférence préparée par ces cinq pays, il serait tout-à-fait possible d'inclure toutes les relations bilatérales possibles et imaginables. On n'y arrivera pas en commençant par les relations bilatérales. J'ai défendu cette thèse moi-même pendant de longues années. Je préfère les relations bilatérales directes entre les gens qui se combattent. J'ai été un des rares Français à approuver l'accord de Camp David en ce sens qu'il réglait le problème militaire entre l'Égypte et Israël. Mais pas dans le sens qu'il réglait le problème palestinien qui n'a pas été réglé.

Je suis donc d'accord sur toutes ces relations directes, mais, en fait, elles n'ont pas abouti. Lorsque je rencontre mes amis dirigeants d'Israël - je reverrai M. Shimon Perez dans quelques jours - j'avais hier comme hôte à Paris le Roi Hussein de Jordanie, M. Peres me répètera : "Mais j'ai confiance dans les relations directes". Oui, vous avez confiance, mais cela ne se fait pas. On ne peut pas rester durablement sur ce terrain là. La conférence internationale préparée de la façon que je viens d'indiquer devrait faire de réels progrès. Pourquoi est-ce que l'Europe ne s'entendrait pas sur cette démarche ?

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez cité la défense et la sécurité parmi les choses à faire dans l'avenir. Je voudrais vous poser deux brèves questions à ce sujet⁰⁰ : pensez-vous que la défense soit un aspect désirable mais facultatif de l'Europe, ou bien qu'un progrès en matière de défense et de grande politique soit, dans une certaine mesure, un préalable essentiel si l'on veut progresser dans d'autres domaines où l'Europe doit faire face à tant de crises ? Deuxième question : si un progrès à cet égard apparaissait essentiel, qu'impliquerait-il pour la France ? La France s'est retirée en 1966 du Commandement Intégré de l'OTAN, non pas par simple mauvaise humeur, mais en raison d'un profond désaccord avec les autres membres de l'Alliance sur la plan de la doctrine militaire. Dans l'hypothèse d'un progrès en matière de défense en Europe, qui devrait changer d'avis ?

LE PRESIDENT ;

Je considère qu'une défense commune est une condition sine qua non à la réussite finale de l'Europe. Mais ce n'est pas une condition préalable. La preuve, c'est qu'on a pu beaucoup avancer depuis trente ans sans avoir pu résoudre le problème militaire qui ne peut être résolu qu'avec le temps car nous sommes tenus par l'équilibre européen tel qu'il est issu des accords qui ont suivi la dernière guerre mondiale. Le statut de l'Allemagne n'est pas le même que le statut de la Grande-Bretagne et de la France par exemple. Chacun le sait bien, pardonnez-moi de le rappeler. Je crois que pendant la période présente, une Communauté de défense pourrait être désirable mais pouvait rester facultative. Elle l'est restée et cela n'a pas empêché l'avance de l'Europe. Si aujourd'hui l'Europe connaît des obstacles - j'ai essayé de les citer il y a un moment - ce n'est pas à cause de l'absence d'une Communauté de défense car

.../.

l'Alliance, pour l'instant, en fait l'office. Bien entendu, je souhaite qu'il y ait une défense proprement européenne de façon que l'Europe prenne elle-même en main son propre destin. Mais, si l'on veut aboutir au cheminement normal de cette Europe allant vers son unité, pour le moins confédérale, d'autres - je suis de ceux-là - pensent à un stade ultime plus structuré. Mais les pays n'en sont pas là, il suffit de le constater. Je pense que pour les stades ultérieurs, une certaine Communauté de défense devra être définie. Il y a déjà des appels au sein de l'UEO, des demandes surgissent un peu partout, l'Allemagne est demanderesse d'une certaine manière, pas comme on le croit, pas comme on le dit généralement. J'ai en mémoire quelques discours ou interventions du Chancelier Schmidt. En vérité le gouvernement allemand ne demande pas l'accession à la détention de l'arme nucléaire, ni même exactement au partage.

Condition finale de réussite de l'Europe associée à la volonté politique ? Oui, sans aucun doute. A la condition qu'il y ait une certaine unité politique de l'Europe qui, elle, devrait être accomplie au préalable sans quoi nous achopperions sur ce problème comme on a achoppé au moment de la Communauté européenne de Défense des années 1953-1954. Voilà ma conviction. Donc, condition finale, oui, condition préalable, non, condition désirable, oui, condition facultative pour un certain temps.

Votre deuxième question : oui la France a l'arme nucléaire. Je vous ai dit pourquoi tout à l'heure : parce que n'ayant pas l'assurance d'un automatisme dans le jeu de l'Alliance en face d'une menace, il y avait en somme toute une part de la sécurité qui est restée non assurée. La France a entendu la remplir elle-même et donc ne pas rester uniquement dans le cadre du Commandement intégré mais, quand même, alliée fidèle, de telle sorte qu'elle a pu définir elle-même son développement nucléaire. C'est vrai que la France n'éprouve pas la gêne que d'autres pourraient éprouver devant telle ou telle décision qui serait prise à Genève parce que son propre armement ne dépend que d'elle-même. Mais son arme nucléaire n'est pas partageable. Elle n'est pas diplomatiquement et politiquement partageable avec nos amis Allemands. Ce qui ne veut pas dire que la coopération militaire et que la marche de l'alliance entre l'Allemagne et la France ne peut pas être élargie car l'arme nucléaire n'est pas la seule arme. L'arme nucléaire européenne n'est d'ailleurs qu'une partie du tout dans l'Alliance. L'arme nucléaire américaine, stratégique surtout, est infiniment plus puissante, elle est un facteur d'équilibre indispensable. La sécurité de la France repose sur l'Alliance et sur la force de dissuasion. Les deux à la fois. Nous marchons sur deux jambes, l'une serait coupée on tomberait. Mais, sur le plan de l'Europe, il y a des armes de toutes sortes, des stratégies différentes. Il n'est pas établi d'avance que la guerre serait fatalement nucléaire. Moi, je le pense. Je dois m'exprimer ici clairement. Je pense que toute guerre déboucherait sur la guerre nucléaire. Je le pense, mais beaucoup de bons esprits pensent le contraire, pensent qu'il pourrait il y avoir une habile démarche qui procéderait par l'usage des forces conventionnelles pour éviter l'affrontement entre les deux principales puissances et, dans ce cas là, l'Europe serait à découvert. Ou bien, une forme plus subtile encore, qui serait la réduction à zéro, comme on en a parlé à un moment à Reykjavik, ce qui poserait le problème du formidable déséquilibre conventionnel entre les forces soviétiques et les forces des pays d'Europe appartenant à la Communauté.

Nous n'avons pas parlé du tout de l'IDS parce que c'est un sujet nouveau. Certains ont regretté que les pays d'Europe ne participent pas. La France, par ma bouche, a refusé de participer à cette stratégie. Bien entendu les entreprises, elles, font ce qu'elles ont envie de faire pour telle ou telle fourniture. Mais il n'y aura pas d'accord d'Etat pour participer à cette stratégie. Situation contestée en France : il y a des gens forts importants qui ont une pensée contraire à la mienne, mais je maintiens celle qui est mienne. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'ajouter une dimension nouvelle au mot surarmement. On n'est pas prêt en fait de voir l'Amérique renoncer, en vérité, pas plus que l'Union Soviétique, à ses forces nucléaires. Ce n'est pas la seule arme. Si l'hypothèse conventionnelle devait s'affirmer, l'Allemagne redeviendrait un très puissant partenaire et même j'ajouterai, un partenaire indispensable. On peut donc coordonner beaucoup plus fermement qu'on ne le fait : coordonner les armes nucléaires entre la Grande-Bretagne et la France, coordonner les armes classiques avec d'autres pays dont l'Allemagne, coordonner la stratégie entre pays européens - j'en suis tout-à-fait partisan - mais cela commence naturellement par une coordination des armements eux-mêmes.

QUESTION - Monsieur le Président, certains vous diraient que la désillusion ressentie par bien des gens à propos de la Communauté Européenne résulte de la différence entre les espoirs et les aspirations exprimées par les politiciens et hommes d'Etat et la réalité communautaire. Tous les discours sur une Europe technologique, une Europe où tous coopèrent ensemble, une Europe sociale sont perçus sur un fond de crises budgétaire perpétuelles. En ce début d'année, la Communauté n'a même pas arrêté son budget pour 1987. Quels espoirs peut-on nourrir pour les grands desseins si les douze grandes nations de la Communauté Européenne n'arrivent même pas à se mettre d'accord sur les prix et les niveaux de production agricole ?

LE PRESIDENT :

Ce que vous dites est un constat cruel mais juste. Il y a des personnalités européennes qui pensent qu'il ne faut pas se contenter de dire, mais qu'il faut faire. Quant on fait, il faut s'en donner les moyens. Il y a d'autres personnalités éminentes qui estiment qu'il faut avancer pas à pas et qu'il faut d'abord affermir les économies nationales et donc ne pas trop dépenser sur le plan communautaire. Ces deux formes d'esprit s'affrontent en permanence. Je souhaite que ceux qui pensent Communauté finissent pas convaincre les autres. A ce moment là, le dire et le faire seront plus harmonisés./.

SPEECHES *and* STATEMENTS

Sp.St/LON/2/87

*Ambassade de France à Londres
Service de Presse et d'Information
58 Knightsbridge, London S.W.1.
Telephone: 01-235 8080*

SPEECH OF M. FRANCOIS MITTERRAND, PRESIDENT OF THE REPUBLIC,
AT THE INVITATION OF MR. JAMES CALLAGHAN,
FORMER LABOUR PRIME MINISTER,
CHAIRMAN OF THE ROYAL INSTITUTE OF INTERNATIONAL AFFAIRS

(CHATHAM HOUSE, 15 JANUARY 1987)

"When I received this invitation from Mr. Callaghan, I thought it was an excellent opportunity of voicing my views on a subject close to my heart before an audience as well informed as yourselves. Thank you for this invitation. I shall try, in the time I have been allowed, to deal with a subject that is so vast it would take not just several hours, but several lectures, therefore a great deal of time. So I shall have to confine myself to a few essential ideas and an extremely cursory talk, which you may find too diagrammatic. But that's how it has to be, I have no alternative if I want to leave time for your questions.

"A few days ago, in France, on 31 December, I broadcast a New Year message to the French. In that message I indicated amongst other things one of the major intentions behind my policy. I said: 'France is our country and Europe our future'. I have long thought this. In the plane on my way here with my friend Maurice Faure, we talked about the years gone by. I recalled, as I often do - because I am proud of such continuity - that I was today one of the survivors among the participants in the Congress of the The Hague, the first European congress in history, in 1948, presided over by Winston Churchill. Since that time I have consistently accompanied the movement of those who declared themselves architects, pioneers, founders of what is referred to by a simple but easily understood name: Europe.

"We shall soon be celebrating the thirtieth anniversary of the Treaty of Rome, which represents the major act in European history to date. Next year we shall commemorate one of the founders, Jean Monnet, and a short time ago we commemorated another French statesman, Robert Schuman, whose name was at one stage linked with the construction of Europe.

"I did not go along with those famous men in all their concepts but I went along with the general trend of their thinking and action. It is on that basis that I am speaking to you this morning. I shall try to define in simple terms the European concept as I see it - why Europe? What is Europe today? - referring, sadly, to the restrictive definition of the Europe of the European Communities.

"I shall concentrate essentially on three main themes. The first: what has been done, how far has Community Europe got? The second: how much of what was decided has still to be carried out? (a great deal, unfortunately). The third: what new projects, ideas, themes, areas are open to Europe if we want it to succeed, in

.../.

other words if we don't want it to grind to a halt after thirty, forty or fifty years? What will become of it in the next century?

"Why Europe ?

"The fact is that Europe has existed unconsciously for centuries. And it did not have to try to define itself, because it was omni-present. It could afford to be divided, split up, parcelled out, to allow power or ambition to predominate from time to time; it was still Europe; it had a diversified, variegated, many-faceted and complementary culture; it enjoyed considerable authority around the world. It spawned, not several civilizations, but one great, strong civilization, and above all it successfully achieved a synthesis of earlier civilizations.

"So why Community Europe ?

"The Europe I have just described all too briefly and succinctly, and therefore too sketchily, was a Europe in which passports were unknown, in which travellers (I am thinking of the eighteenth century) could go from court to court teaching and disseminating their philosophies, in which literature could also be widely shared, in short a Europe where travel was easy, at any rate for the aristocracy and upper middle class. That Europe came into being of its own accord, without much conscious thought on anyone's part.

"Then two world wars in quick succession revealed - I wouldn't say caused - Europe's decline; at any rate they revealed the severity of the decline. It was a kind of self-destructive rage, a European civil war coupled with the demise of colonial empires, while other empires were born, the two greatest ones being, as you all know, the United States of America and the Soviet Union. Two empires were born that had Europe under their control and, to use a more diplomatic term, under their influence.

"Divided in two and having well and truly lost its political influence, Europe has seen the emergence around the world of forms of expression and decision-making centres, all of which, or almost, are unrelated to it. At the same time demography has plummeted, whilst in the Far East, but also in many other parts of the world, populations have increased in both power and numbers.

"So the mainstreams of history - those we learned about in our school books, the mainstreams of European power: the Channel, the Rhine and a little later the Mediterranean (by 'later' I mean in European history) - have moved elsewhere. And then one cannot but see that the Atlantic mainstream has been superseded by the two shores of the Pacific. This shift has played a very significant part in Europe's decline.

"Now, to round off this preamble, the idea that has instilled itself in many European minds that Europe's historic existence must be brought back to its own shores, to the very heart of our continent, may be regarded by others as well as by me as one of the major ambitions of modern times. All the more so since every

.../.

European country is today suffering from Europe's weakness. In the first place its inherent weakness, a dimensional shortcoming, a collective deficiency. Narrow self-interest is the way of ensuring that Europe, together with its constituent countries, will have disappeared from the centres of power for a long time to come. Not that power is in itself an ideal objective, but since ours are political societies and vehicles for all kinds of spiritual, moral and material values, either we renounce our claim to exist as an entity on the face of the earth, or we don't. And I, if you will allow me to say so, among those who don't.

"I have told you why we need Europe. I shall now tell you what Europe is - I mean Community Europe. First it was the Europe of the Six, starting in the years 1950-1957. That Europe began to take shape round the European Coal and Steel Community and fully asserted itself round the Treaty of Rome in 1957. What, basically, was that Community? It was essentially an agricultural common market, a customs union and a number of preferential tariffs, but at the same time it was a framework for learning to live together.

"The Communities expanded, they developed ambitions on technology - they still have these - on transport, on the environment, they developed their institutions. We can see it on the map: six, nine, ten, now twelve. As that Europe expanded to twelve countries, its nature changed: it could no longer behave exactly as it had done when it was a compact community. It moved on - some people saw this as a danger, others as an advantage - from the stage of a protected zone to the sort of zone where aspirations towards universal free trade risked destroying the initial structures.

"Today Europe has twelve members, and as the Community grows it has to guard against the dangers of bursting apart, against growth crises. We are currently living through a growth crisis.

"There have been many crises. There was the 1965 crisis, when Europe changed course on accepting in Luxembourg, in January 1966, that if one of the member countries pleaded force majeure for some given reason, we could simply stop or block the development of European projects. We also had an insidious crisis in the eighties: disputes piled up; when I myself took over the Community presidency on my country's behalf in 1984, I found seventeen serious disputes. Most of them were settled. Some are rearising today.

"I shall conclude this second part of my preamble by saying that this Europe, the Europe of the Twelve, is an accidental creation, brought about by the accidental circumstances of war, by accidental balance-of-power factors.

"Why Germany and not Austria? Why Denmark and not Sweden? Why Greece and not Poland? An accidental Europe whose frontiers were drawn by armies and diplomats - frontiers between two worlds, frontiers marking Europe's deep-seated divisions.

"And yet one idea will underlie my reasoning: the Community is a good and even entirely necessary thing. We can't be content with it as it is, we must strengthen our twelve-nation Community. But we must always be looking outside it towards the rest of Europe. First we had to achieve the necessary

reconciliations between former enemies. The Franco-German reconciliation, to mention only what involved my country, was one of the decisive factors of the immediate post-war period. Today we must take the view that the process of reconciliation by concentric circles, thanks to which Europe has expanded to twelve members, should one day enable so-called Western Europe to have a more fruitful dialogue with the other Europe, which is also Europe.

"But despite the obstacles standing in the way, Europe has a common language. It is an accidental Europe but not a counterfeit Europe ; it is an incomplete Europe but a deformed Europe. The Twelve are made to live together.

"Having said all that, I should now like to start on the actual plan of my talk.

"You who are members of this Institute take a close interest in these problems as a whole. I would not have the temerity to seem to be telling you anything you don't know. I have simply tried to build a perspective, to make a brief synthesis that will inevitably be rather too superficial.

"I nevertheless have to recall that, having begun, as I said just now, with the European Coal and Steel Community (1950) and then set the seal on the early attempts with the Treaty of Rome in 1957, we have achieved a number of significant structural advances in more recent years. I shall merely list these, though they would each deserve an in-depth analysis.

"I see here many distinguished figures who did the spadework and who have a more intimate knowledge of them than I. They would have a lot to say about them. Those of you who were less closely involved will forgive me for not speaking of them at greater length.

"In 1974, in my predecessor's time, the European Council was created. It was, I believe, an important initiative. It also has its drawbacks. Until then it was the Foreign Ministers who met in the Council of Ministers and governed Europe. Together with the Commission, they formed the Executive of the countries making up the Community ; they reported to their Governments and then the political decisions were taken.

"The European Council allows the Heads of State and of Government themselves to have meetings. The drawback is that the Council of Ministers now tends too often to offload the difficult issues onto the European Council, that is, the Heads of State and of Government. The latter may thus spend three or four sessions discussing the price of butter or milk, or a whole range of extremely complex procedures that are obviously not their province. So there is a kind of telescope effect between the two institutions: the Council of Ministers and the European Council. On the other hand, the political responsibility is more fully brought into play and this means that a European will can take shape more satisfactorily.

"In 1979 the European Parliament elected by universal suffrage was established.

"The third major reform over the last twelve or thirteen years was the creation of the European Monetary System. After a monetary charter in 1978, the proposal came to fruition in 1981 with the creation of a Monetary Fund and a reserve currency : the ECU.

"Those were the past achievements.

"More recently, in the period when I myself have played a part as a member of the Community representing France, we have established what we call Blue Europe - maritime and fisheries Europe. Technological Europe existed already but has developed more fully in the past few years. I remember coming here to visit the JET with Her Majesty the Queen. There has been Ariane, the Airbus and more besides. Technological Europe is also, I believe, a major initiative beyond the confines of the Community of the Twelve : thanks to Eureka, a whole range of industrial firms can pool their research and projects.

"So : Blue Europe ; technological Europe which has expanded considerably ; enlargement of the European Community from ten to twelve members with the accession of Spain and Portugal ; launch of the People's Europe on the basis of a report by an Italian leader, Mr. Adonino, to develop a European consciousness among Europe's inhabitants at the level of practicalities, as opposed to political and institutional definitions : for instance, easier frontier crossings, or the freedom to establish a professional practice, or equivalence of qualifications all come under the heading of the People's Europe and there would be many other examples.

"Lastly, M. Maurice Faure's report in the framework of the Dooge Commission on institutional development led in effect to the definitions and contents of the Single Act, which is the last major achievement of the recent years. Blue Europe, development of Technological Europe, enlargement to include Spain and Portugal, People's Europe, and finally the Single Act, in other words the beginnings of a large internal market.

"According to the Single Act, adopted in Luxembourg in December 1985, the internal market should become a full reality by 1 January 1992.

"If that Single Act achieves all its objectives as I would like - and the obstacles are considerable - its effects may be as decisive as those of the Treaty of Rome itself.

"Finally, to complete the record, let's not forget a very important aspect : the Community's activity outside its frontiers. Not just a certain number of political stances but also some economic stances, particularly the Lomé agreements. Thanks to Lomé III, Europe is maintaining a presence in sixty-five African, Pacific and Caribbean countries. The Lomé agreements provide for a joint approach to development, to third-world aid, and also represent a European presence in all sorts of spheres. Even if that were the only example, it would already show that the course we set was the right one.

"There would be more to say on some aspects. The European Council, for instance. With the Single Act, at any rate, the

European Council is integrated in the institutions. It was an institution decided on by a few people and established pragmatically. It is now an institution officialized by a treaty.

"I should like to say more about the European Monetary System. This is a form of monetary cooperation designed to create - I daren't say so right now - an area of monetary stability in Europe by setting an exchange rate and organizing the convergence of economic policies. The EMS features three elements : first a currency, the ECU, which is exchanged by the Central Banks - 20 % in gold and dollar reserves - at the European Monetary Cooperation Fund. Secondly an exchange mechanism whereby currencies cannot fluctuate above or below a permitted limit of 2.25 % (except for the Italian lira which can fluctuate by up to 6 %) ; you know as well as I do that Sterling is absent from this exchange mechanism, as are the Greek, Spanish and Portuguese currencies. Sterling's absence is certainly a major factor of uncertainty for the development of the European Monetary System. Lastly, the EMS is a credit mechanism that operates in the very short term (forty-five days renewable), the short term (three months renewable) and the medium term (two to five years).

"I shall come back to the European Monetary System in a few moments, in the context of future prospects. I shall say to you : either the European Monetary System will succeed - but it is threatened - and Europe will be feasible, or it will fail and so will Europe.

"Those of us who will help consolidate that system will have opted for Europe. Those who will not will have opted to scrap Europe and move on to something else.

"For today some crises are looming, following those I recalled earlier. What will become of the Common Agricultural Policy with the surpluses problem ? What will become of the European Monetary System confronted with the dollar and yen bloc ? Will a small area of stability survive in an ocean of instability, since there is no world economic order ?

"As for the Parliament, I could have said a little more about it but I shall merely make a few remarks. Although some headway has been made and it is now elected by universal suffrage, it has no legislative powers ; it can, on the other hand, amend draft budgets, but it has no power to decide on revenue. It was decided in Luxembourg that the European Parliament would give its assent in two cases - new accessions, and when association agreements were proposed - and would join in the decision-making in the common areas of freedom of movement for workers, right of establishment, social policy and harmonization of legislations.

"That is more or less as far as we have got.

"My second heading is : we now have to carry out what has been decided.

"Much of what I have just outlined has been translated into fact and much is still outstanding. And - this will be the refrain from beginning to end of this brief exposition - there is no doubt at all that, without a political will to build a genuine

.../.

community, all the measures we have already implemented will gradually slip into disuse, while the rest will not be done. So have we or have we not decided to be conscientious workers, after having laid only the third line of bricks on a wall, when the end product will be a cathedral? I remember an anecdote which I think has special symbolic value for Europe. In the Middle Ages a traveller sees two workers building a wall. He asks the first worker: 'What are you doing?' and the worker replies: 'I am building a wall, I am laying stones one upon the other'. The traveller turns to the second worker and asks him: 'What are you doing?' and the second worker says: 'I am building a cathedral'. Depending on our concept of Europe, either we want it or we don't. Either we have done a spot of bricklaying that looks like a wall, or we may think that in the end we shall have a cathedral.

"I spoke earlier of the Common Agricultural Policy and the need to stop piling up unduly large surpluses, at a time when international markets are contracting and American competition is becoming more self-assertive with the return of protectionism, while a number of third-world countries such as Argentina are increasingly claiming part of the market, especially the cereals and meat markets.

"The budget crisis? We really should bear in mind that the European budget is a small budget. By reference to that budget, the requests for more money seem substantial, but if one reasons by reference to the Community's gross national product, that budget is insignificant. So here again, one reasons from a starting point. And depending on which starting point one chooses, one is more in favour or more against. A few years ago already, at the London summit, I, together with some others, suggested that we might increase the own resources to more than 1% of VAT. We raised them to 1.4%.... With Spain's and Portugal's accession, we are already reaching the limit of what can be spent. We are already having to choose between development of the agricultural policy and, for instance, development of the integrated Mediterranean programmes or the regional policy.

"Lastly, we have not given enough thought to what kind of agriculture we want for Europe. We are always asking ourselves what to do about farmers, but first we must decide what kind of agriculture we want for Europe. If we want a purely industrial, soilless agriculture, we can open agri-food factories in Piccadilly or on the Place de la Concorde. Then, of course, there will be no more countryside agriculture, no more of those larger or smaller farms, no more human settlement on the land, and the civilization that produced us will be over and done with. I am among those who think this would be a grave mistake. It would at any rate be totally contrary to what Europe's founders originally intended. When we signed the Treaty of Rome, we didn't want just any sort of agricultural common market, we wanted a certain kind of agriculture for Europe, a certain form of rural civilization. Naturally, this should not be taken to the point of absurdity. We can't ignore technological progress, the colossal productivity gains, but we have to take account of all these factors and not simply of profitability. A production has to be sold; but what and how are we to produce, and for what customers? The market is obviously contracting everywhere.

"So if we want to carry out our decisions in the agricultural sector, a major debate is necessary. I personally am advocating a kind of working conference, a large-scale consultation between the States, of course, but also between the farming organizations. All concerned must get together to rethink Europe's agricultural policy over the next ten to twenty years, for we are at a decisive moment. Depending on which way we veer, there will be no more real agriculture, no more farmers or peasants, so it will be the end of a certain aspect of Europe to which we are attached ; but no-one can accuse us of being addicted to the past, because it is a form of civilization.

"The Monetary System : the current jolts show that it is in danger. It is in danger, firstly, because it is isolated in relation to the currencies that are playing their own game. Look at what is happening with the dollar. Obviously, when there are currencies in the EMS that are not at the front of the train but in the second, third, sixth or seventh carriage, those currencies are tossed about on the bends and so a derailment may occur at any moment.

"But indeed this zone of stability in an ocean of confusion, uncertainty and disorder requires particular care. As I shall tell you in a moment, this is one of the points I personally feel most strongly about. We need to know whether the countries concerned - I am thinking of Germany and France but of the others too - are resolved to strengthen their monetary system or not.

"Among the decisions is a research programme. Some major projects have already materialized. I shan't mention them all, you have them in mind : Esprit, Race, nuclear fusion. New funding is needed for such projects. At the present time we are tending to rarify the oxygen that would keep man's great endeavours in Europe. Research accounts for about 2.5 % of the Community budget - an extremely small proportion. I proposed Eureka. It is not confined to the Community since nineteen European countries are involved, but it must develop in harmony with the Community and the outline research programme presented by the President of the European Commission, M. Delors. All that must be harmonized. And I must say that, for the moment, there is not enough money. New funding will of necessity have to be found, otherwise Europe's technological development will be too late, coming after the more active Japanese and United States economies. The latter will have generally penetrated the industrial groups of our individual countries. I am not against such participations, I have encouraged some in France. It's not a matter of shutting ourselves in, but neither should one be dispossessed of one's own assets, one's own capital, and above all the main resource, one's brain power. And if a scientist, an expert, a researcher, an engineer or an executive now has to emigrate to California or the Tokyo area to make the most of his abilities, what will be left in the European world to further development ?

"There is the problem of cohesion. We are twelve, but are we really twelve when it comes to determining our approach to world trade conferences ? A GATT round is coming up. Do we have the same position regarding our partners' requests ? Are we going to deal differently with industry and separately with agriculture, as the Americans wished at the start ? And since industry will be

discussed, shall we discuss patents ? And what shall we say about services ?

"A number of third-world countries do not feel ready for discussions of that type.

"For the internal market, as I told you earlier, we need a political will. For in the next five years we shall have to harmonize the economic, social, cultural, training and monetary sectors. If just one of these parts is missing, the internal market will be a failure. A large Community internal market where everything is free and operates under common rules cannot conceivably be established if there are protectionist or restrictive legislations, if people work so many hours a day here but don't do likewise there, if labour organization is different, if social relations are fruitful in some countries but arid in others. The system has to be logical. The signatories of the Luxembourg Single Act providing for the creation of an internal market over five years must have thought of all this, otherwise they would have been irresponsible. We are committed, we must bring the task to successful completion.

"Finally, the integrated Mediterranean programmes : Europe cannot possibly develop if some areas lag too far behind others. The result would be unbalanced. The whole of Southern Europe, whose natural productive potential is not so good - although it is better endowed with aesthetic and tourist resources - risks sinking into great poverty if the regional policy is not conducted intelligently.

"That completes my review. Let us take full stock of what has been decided and develop a genuine will to carry out those decisions. I have just noted a few missing parts, a few shortcomings or differences.

"Are there some new areas offering possibilities for Europe to exist in the full sense ? I shall name seven.

"First, social Europe : I have just mentioned working conditions and terms of employment in connection with the internal market, which will not be completed without action on that front.

"Growth : there is a European proposal, which M. Delors calls the cooperative strategy for growth. Round what focal points must that growth be developed ? We consider this policy vital, if only to cure Europe of the fatal disease of unemployment. The answer is : major works and means of communication. A typical example is the Channel Tunnel ; I was delighted to put my signature to that, together with the United Kingdom Prime Minister.

"It is nothing less than a revolution in habits and practices. It is a fact that, if all the European means of communication can be linked up with the Channel Tunnel, then the whole of Community Europe will have one single nervous system and no one country will be able indefinitely to run its economy, its society, its infrastructural development independently from the others ; we have to realize this. But I note that this initiative has been adopted by all the twelve countries of Europe and that, despite the reticence expressed in some quarters at the start, the

common theme I am developing today has won acceptance.

"The whole system of motorways and high-speed trains - of whatever make or nationality - exists in France today, but with projections towards Belgium, Holland, Germany, London, motorway interconnections in Northern Europe and possibilities in the direction of Eastern Europe. It could play a considerable part in re-creating conditions similar to those of eighteenth-century Europe, but this time not only for the privileged few.

"Communications - I shall say more about this in a moment - also include telecommunications and the audiovisual sector. So social Europe - a European policy on working conditions - is indispensable. So is a European policy on growth centred in the first place on those major works schemes, but also on many other initiatives. What, for instance, is holding up a genuine European transport policy? There is some timorous progress here and there, but everybody has arguments for putting off doing things. When the time comes for actual action, everybody retreats, which means that things can't get done. Those aspects of Europe - communications, transport, the environment - really must be developed alongside the agricultural, industrial and technological aspects.

"I spoke earlier of scientific and technological Europe. Here the new prospects are immense because Europe has immense resources of intelligence, competence and technical know-how which are fully comparable with those of the greatest powers in the world today. Do you know that our countries have between them more money for research than the United States of America or Japan? And do you know that all that money added together - a purely intellectual calculation, because it isn't really added together - produces five times less capacity for expansion? So what does that mean? We have the brains, the money, and they are not used. I therefore think that we must have some extremely high-powered technology programmes. One of these which I know is of interest to you is exploration of the solar system. We have already achieved a small European breakthrough round Halley's comet, together with America. It is an excellent initiative. Observation satellites, the friendly competition that exists today for manned orbiting stations, the experiments of which the results are transmitted between Washington and the European capitals: all this is excellent, providing, of course - otherwise there will be no two-way exchange - that this intellectual and technological production is engaged in on both sides of the Atlantic.

"European health policy: are we really not capable of it? We have admittedly made a start, but only just, on building a scientific Europe to fight the spread of cancer and AIDS. Are our countries each going to act on their own small scale, if at all? Some worldwide projects are under way. I have discussed this at length with Mr. Nakasone, who rightly attaches great importance to the development of a world health policy. I put forward a proposal at the Versailles Industrialized Countries' Summit in 1982 for developing a growth policy and a health policy. But Europe should at least be a focal point for innovation, invention and joint research. This already exists in embryonic form.

"For instance, Professor Tubiana recently held a meeting in Paris (which I attended) of leading scientists from the whole

.../.

world and particularly from Europe on cancer prevention.

"Universities, young people, Erasmus project : we have the ability to enable the young, with the help of grants, to go to the great European universities they wish to attend, so that there can be a constant interflow between universities and young Europeans will get used to feeling at home, be it in Heidelberg, or Salamanca, or in your British universities, or at the Sorbonne. Exchanges of young people are very active between France and Germany, but not so sustained with the other countries.

"Language teaching : I well know that, when a language has developed here that has the ambition of becoming universal, there cannot but be a certain amount of reticence ; Germany cannot but feel some reticence when asked to call 'ECU' a reserve currency that could so conveniently be called the mark. Of course, when it comes to 'reserve languages', the English language could, after all, regard itself as naturally cut out for such a role. But it should be realized that, a century from now, it will be outdistanced by the Romance languages, in particular the Hispanic languages. I am saying this without wishing to give offence, but it does show that a common front is necessary in respect of the understanding and development of languages. All that must be dealt with.

"I have mentioned the audiovisual sector : it is an essential factor of cultural identity for Europe. We are able today to provide 125,000 hours of programmes for Europe. How much are we producing in a country like France ? Probably 5,000 hours. How much in Great Britain ? I don't know. It is a fact that programmes from outside Europe, due to their quality, precision and dynamism, are on the verge of changing Europe's cultural make-up. So we absolutely must act very quickly, particularly through the means of communication ; but all the technical means absolutely must be placed at Europe's disposal.

"Security : over the past few months we have begun to develop common action against terrorism. I shall merely say that I am firmly in favour of speeding up the arrangements in order that, without anyone encroaching on the judicial systems of others, there can nevertheless be some real police, control and judicial procedures enabling us to win the struggle against the modern forms of barbarism.

"I should now like to talk about defence. What is there ? There is a special agreement between Germany and France. It is a great victory, considering that in the space of a century those two countries were enemies in two world wars and in others that sparked them off. Those wars left a deep imprint and yet, thanks to the men I named earlier and a continuous process that has now gone on for thirty years, the problem is behind us. There is deep friendship between France and Germany. Franco-British friendship is taken for granted, at any rate since the beginning of the century, that is since 1904, for before that France had some traditional enemies. The most recent was the German enemy, the one before the British and the one before that the Austrian etc. ; at one point the enemy was Spanish... Let's quickly move on from all that. I should ask my British audience here what is their classification ? One thing is true at any rate : that period is over.

.../.

"Some agreements were signed just over twenty years ago between France and Germany. I am referring to the 1963 Elysee Treaty signed by General de Gaulle and Chancellor Adenauer and which I modernized twenty years later, in 1983, activating its military clauses that has lain fallow for twenty years. I should very much like there to be conversations of that kind with other countries. We discuss military problems with the British leaders, of course. We felt particular concern just after Reykjavik, when we realized that certain European arms capabilities were totally dependent on the decisions that might be taken between the two powers who are negotiating today, the Soviet Union and the United States of America. One may think in particular of certain nuclear weapons.

"We have to know what we want. I think it vital to lay out flat on the table all that has to do with military equipment. You design a combat plane with certain other European countries, we design another. When we consider tanks, helicopters... I don't advocate uniformity in all things. I well know that it will take time, that it's difficult, that there are legitimate interests. There is also the fact that we are in the same alliance, that it includes one indispensable, necessary, decisive member - our American friends the United States of America - and that it is quite normal that they should play their part in the concert. Nevertheless, if certain items of military equipment were jointly adopted and manufactured by the European countries, the load on our economies would be lightened and we could probably prepare more efficiently for certain military eventualities that might be specifically European.

"After all, two countries have nuclear weapons : yours and ours. Not the others. What do the others have ? So-called conventional weapons and membership of the Atlantic Alliance. If France, under General de Gaulle, parted company with the integrated command - not with the military alliance but with the integrated command - it was because General de Gaulle felt that there was no automatic element in our powerful ally's decision-making, that it was not established and agreed but could vary according to the President's temperament or the nature or state of American public opinion, and that, should a nuclear threat arise the lack of this automatic element in the Alliance machinery represented a mortal danger ; therefore that we had to have our own capabilities in order to protect ourselves at least against the direst emergencies and have a strong enough deterrent to ensure that no-one would consider attacking us.

"These factors haven't really changed. One can imagine strictly European eventualities that would not necessarily involve triggering the whole Alliance machinery. Are we prepared to discuss this ? Shouldn't the Defence Ministers, the Defence and Industry Ministers and the Industry Ministers hold working conferences to look at things in the round and perhaps harmonize our approaches ?

"My last remark on this subject is that I consider it very undesirable to think that everything has to be systematized. Contrary to what is generally thought of the French, I myself am very much against setting up an institution or an organization every time one has an idea. People can perfectly well be left to act according to their inspiration, especially when it comes to practicalities. Thus, in the general Community framework, several

.../.

partners can sometimes get together to construct technological projects, or examine strategies or military weapons, if they are so inclined and their approach is the same. After all, the discussion we are having on this subject might seem heterodox to the Greeks or the Irish. There are wide differences of status in the Atlantic Alliance and there are countries that don't belong to it. The references don't all revolve round the same yardstick. So to my mind some areas would call for variable geometry initiatives, but, there again, not systematically, for a system would tend to break up Europe. Look at what has been done in the cases of the Airbus and Ariane. Spain joined in the Airbus project when she was not a member of the European Community. In Eureka, there are six European countries in addition to the Twelve. Drawing inspiration from those examples, we can adopt a pragmatic, free and intelligently realistic approach without seeking to impose preconceived judgments on people and things. Admittedly, it has to be coordinated, and what better coordinator is there than the European institution ?

"Institution. I have uttered the word. The institutions are another aspect of Europe's future. But as far as the military aspect is concerned, I want to make myself quite clear. I should like to see more exchanges, more examination of strategic problems. Unlike some other people, I am not asking that Europe, or at any rate France, take part in the negotiation between the United States of America and the Soviet Union. I would not have wished France to be at the Reykjavik meeting. Neither do I wish her to go to Geneva, for the problem confronting the two greatest powers is one of too much weaponry. As far as nuclear weapons are concerned, they each have more than 10,000 warheads. France has less than 500. So has Great Britain. It's a prospect, but we are still far below that figure. Before thinking of including all the nuclear powers in a general examination, the two super-powers should considerably reduce their own capabilities. The 50 % cut they have considered seems to me most reasonable. But I do not recommend, as though it were a kind of demand, that Europe be present at the negotiation. What would it be doing there ? What would it say ? It would be included in a disarmament negotiation that really does not concern it as long as the two greatest powers have not decided on a certain degree of destruction of existing weapons, or non-construction of future weapons.

"For instance, at one time there was a wish to include the British and French arsenals in the intermediate weapons count. I went on and on repeating to Mr. Gorbachev, who was insisting on that (Mr. Reagan having supported the French position), 'we haven't got intermediate weapons. Our submarines which make up the bulk of our nuclear capability - and this applies to the British as well - are by nature strategic'. They ply the ocean depths, they can go to any part of the world. Their missiles have a range of up to 4,500 kilometres. The definitions 'strategic', 'intermediate' and 'tactical' applied to a weapon's range - a strategic weapon being one that can cross the Atlantic - are somewhat oversimplified ! The Atlantic Ocean isn't the measuring rod for every possible military action in the world. A weapon that can be fired from one country on the continent (plus Great Britain) at another is classed as intermediate ; one with a range of thirty to a hundred kilometres is classed as short-range or tactical. It's totally artificial. There are in fact the weapons necessary to a country's independence, security and protection and those whose use is restricted to actions

.../.

preceding a general conflict.

"I want to see more exchanges, therefore more meetings and ultimately more agreements. The Franco-German relationship is in that respect fairly exemplary. There are joint military exercises with a view to closer coordination and more informed discussions. I have accepted that - as far as possible, of course - in the event of a threat of war, Germany on whose territory murderous conflicts might develop must herself be informed and have a say on the use of our weapons, even though, due to European realities inherited from the last world war, she does not have access to nuclear weapons and is not entitled to take decisions in the place of the countries which possess them. But the Germans understand that very well, and in fact are not asking to do so. But they have substantial conventional weapons. They have tremendous military qualities. If we coordinate all those capabilities, we can arrive at a specific and not simply verbal concept of a sort of European defence, all this hand in hand with WEU, which from that point of view will be very useful.

"Finally, the institutions. There is talk of strengthening the Parliament's powers. They will have to be strengthened once we have succeeded - if we succeed - in completing the large internal market in 1992. There could quite conceivably be more generalized consultations and even certain initiatives on the European Parliament's part.

"There is also talk of a presidency. I am not against that idea. I have heard some vehement protests from this side of the Channel, but I am not against it. I don't think elections by universal suffrage are conceivable in the near future, but a process in successive stages could be considered. I don't see why we should confine ourselves to the present practice : each country or its Head of State or of Government presides in turn, in alphabetical order, over Europe's destiny for six months. During those six months there is a meeting of the European Council, sometimes two. What can one achieve ? Every President, at the end of the six months, is left regretting not having done more. The last British presidency was efficacious, the Belgian one will certainly be so. I am not in any way questioning the abilities of the successive leaderships, but it is a fact that this arrangement is a source of harmful institutional instability. So an attempt has been made to put things right by saying that there will be a troika made up of the current President, the preceding one and the next one ; those three will meet, which would mean that today the Belgian President would be assisted by a British and Danish vice-presidency. It's an improvement, but it's not enough ; moreover there's virtually nothing along those lines so far.

"A permanent presidency, or at any rate one of longer duration - a year, two years, or longer ? - is conceivable. Of course, with twelve countries, many rivalries would surface. No, we can avoid those rivalries by choosing someone by common consent to take the helm for a fixed period, possibly with the assistance of representatives of the different countries. I am not against the idea, I consider it needs to be elaborated on ; I have now had a go at it.

"Ladies and Gentlemen, none of that will be done without

.../.

the political will : either we have it or we don't, but the will has to be political. The cards laid out in front of us are quite clear. We can remain at the alliance stage. Our countries are an unstructured group of allies and friends. We have begun to be partners, that's a structure, like a partnership between private individuals : we have a board of directors, we have articles of association, we sometimes have majority voting, sometimes there has to be unanimity, it's a partnership. We are not a genuine confederation, though perhaps, on certain points, we can say we are. This is to some extent the case for farm policy, it could be for certain other institutional policies. And we are a long way from being a federation : we don't have political unity. From time to time we may put out a text on the way we see peace returning to the Middle East. From time to time - and this isn't all that easy - we may express the attitude to take on apartheid in South Africa. We might voice an idea about the Central American situation and the respective roles that Nicaragua and the United States of America could play, but this never comes naturally. We may define positions on Afghanistan. That's very easy, it could be still easier, it seems, from now on. We are sufficiently close to one another to have some points in common. I believe we must systematically seek to define a common political will on the major problems affecting the life of the world.

"Will we head towards political unity as I would like ? To repeat what I said at the beginning, France is my country and Europe our future. Do we have the option of not looking to that future ? There lie all the tasks we have to accomplish, that's the subject of this debate."

*

* *

QUESTION - In the very interesting description of Europe's future that you have given us, I wonder if you could add a few words about how you see the relationships of this Europe developing in relation to the two superpowers. Of course, you have touched upon this but, in particular, our relations with America seem to me to be entering a very crucial and difficult stage. We may be facing a trade war, there are differences, as our Chairman suggested, between the view of the superpowers expressed at Reykjavik and those of the Europeans and we are entering a period of a number of European and American elections. How do you see all this coming together ? Are we growing further away from the superpowers, particularly from America, are our own interests diverging, or what ?

THE PRESIDENT :

Since your question is primarily about the United States of America and Europe, I shall summarize my views in simple terms : we are allies, we are in the same military alliance and in the same economic grouping. A great many institutions bring us together. Having made that clear and said that I approve of this situation, it does not mean we have to be the same. There are rivalries of interests and cultures. We must remain ourselves if we want to get

.../.

on well together. Remain ourselves - you are going to talk about protectionism. I think the only way to find a common denominator for the United States of America and Europe is to mount a campaign against all forms of protectionism. And first of all against hypocritical protectionism. Today people are hurling figures at each other. The Americans are saying : 'The Community is protectionist !'. But you can't negotiate the same thing twice. In GATT, more than twenty years ago, it was, for example, decided that to correct Europe's agricultural protectionism, animal foodstuffs entering Europe would not be taxed. That was decided, that compensation was obtained. It is difficult to negotiate the same advantage for the second time. I have already asked for a conference to take place and that it should begin with all the parties putting all the protectionist practices on the table. Japanese protectionism, for example. The Japanese won't put anything on the table since there is no institutional protectionism there. Yet you can't get into Japan. So account will also have to be taken of subtler forms of protectionism. One French company which wants to get into Japan has had to be patient for seven years. I am quoting a concrete example I know about - you've got to be rock solid financially to wait seven years before being able to sell a yoghurt to a Japanese.

All forms of protectionism. In France's name, I am ready to start this debate and empower her representatives to renounce the protectionist practices she might use against her neighbours. It's simple.

As for the European Community, it is based on a degree of protection of its common market. Well that's negotiable. After all, it's not a narrow protectionism, the Community has 320 million inhabitants, which is more than the United States of America, the Soviet Union or Japan. So we are entitled to protect that entity, but by common agreement and on negotiated bases ; whereas today it's done by unruly in-fighting. I have heard, for example, that cognac has just been shut out of the United States of America. I don't know who will suffer most, but I was very upset by the news because I was born in the cognac region. I wondered what was happening to the Americans. Admittedly, that product may be considered superfluous, but not for the people who produce it. When I hear it said that Morocco or Egypt are new destinations for low-price cereals, I suffer for the French and other European cereals producers. When I hear talk of an ocean freight monopoly, I wonder whether it isn't an already long-existing form of protectionism.

Reykjavik is a typical example. From now on, before the two great powers discussing disarmament reach agreement, the European countries must be consulted. There must be consultation within the Alliance, with its member countries. President Reagan agrees. He wrote to the various Heads of State and Government. I replied to him. But until now that consultation has usually been limited to extremely friendly letters which often arrive after the news has come through on the agency wires. So the order should be reversed so that a joint policy may be constructed. I greatly respect the United States of America. I must say that I feel great friendship for her people and have excellent relations with the President of the United States, to whom we are indebted for a large part of our common security and for so many other fundamental factors of our life, particularly our freedom to be what we are, to

exist. But, that being said, the fact remains that manufacturers in Detroit and Pittsburg are not the same as those in Hamburg or Lyon. I expect it must be the same in Britain. I do make it my concern to defend our people's interests, and from that point of view there must be a general negotiation against all forms of protectionism. The GATT negotiation must be used for that, but it must be preceded by extremely painstaking negotiations between the major Alliance partners - I don't mean by this that the small countries should be left out, I mean between its European and American pillars.

QUESTION - You referred to the division of Europe and you regretted it. Could you tell us what are the historical and political conditions for overcoming the divide ?

THE PRESIDENT :

The approach must of necessity be cautious. To my mind, Europe is not Europe so long as Eastern Europe has not forged a good contract with Western Europe. That's immensely difficult. They are two worlds philosophically, politically, economically and socially, but not culturally, since the East European countries' culture is as European as ours : they are complementary. So I think it must be organized around special agreements and financial support arrangements. Some already exist with certain countries such as Hungary, Rumania, Poland. Support, mutual help, practical solidarity on everyday matters. And cultural agreements can be stepped up - they must not be neglected. The intellectual sector is the key to everything. And while we realize that there is much to be gained from book translations, exchanges of lecturers or relations between scientists, we must avoid provoking major clashes, particularly with the Eastern European group's protector : the Soviet Union. She must not feel that it's a war machine. I advise a very pragmatic approach.

It is open to us not to do this. We must always keep it in mind. We can do it badly, slowly, again we must always keep it in mind. We must keep in mind that Europe will not be Europe until it has regained its geographical and historical unity.

QUESTION - In this analysis of the military security situation of Europe, the President referred more than once to the fact that the United Kingdom and France are two European countries who possess nuclear weapons. Does he think that the security situation of Europe would be improved if one of those countries ceased to be a country depending on nuclear defence or associated with nuclear weapons ?

THE PRESIDENT :

You are insidiously trying to drag me into domestic British politics, something I shall be very careful to avoid. I shall therefore answer for France. France would be wrong to give up possession of nuclear weapons, since it's the only deterrent weapon to avoid war, not to make it, to prevent it.

QUESTION - In what ways could there be a European influence in the arms control negotiations which are a focal point of East-West relations and, specifically, under what circumstances do you think that the French and British nuclear weapons should be included in

these negotiations in order to enable France or Great Britain to participate in them ?

THE PRESIDENT :

I said just now that I did not want France to take part in the negotiations on nuclear disarmament in the present state of affairs. I even made a numerical estimate, I said : over 10,000 nuclear warheads in the Soviet Union, over 10,000 in the United States of America, less than 500 - I must even say today less than 300 - in France or Great Britain.

So before commencing the conference that should one day bring together the five nuclear powers (the United States of America, Soviet Union, Great Britain, France, China) and any other countries that may by then have become nuclear powers, the two greatest powers must limit their own weaponry. That was the purpose of the Reykjavik meeting. I shall not analyse the aspects that may have seemed, let us say, unexpected at Reykjavik, but the 50 % reduction which the two parties seriously considered seems to me most appropriate and conceivable. Personally, I would like this, together with a cutback of intermediate forces. I am not talking here of the zero option, which involves a whole realm of negotiations I cannot go into today, but a reduction and in any event a control. The same applies to the precautions to be taken regarding chemical weapons.

From that point of view, it's up to the two biggest powers to begin, to set the example. Once the forces, if they cannot be compared, are at least comparable - you understand the difference between those terms, I am not asking for Soviet, American and say French nuclear power to be the same, but once there are comparable situations (I have stated other conditions but I shall not go back over them) - then, as I said at the United Nations in 1983, France would be prepared to enter the negotiation, but not before then, since France's and Great Britain's inclusion right now - but I am speaking for France - in a debate that's above their level is uncalled-for. It would give one of the partners too good an opportunity to include some of our forces in the count with a view to eliminating them from the continent.

Suppose that the French nuclear force had been included in the strategic balance established by the two greatest powers. Once the French submarine forces were considered to be intermediate, then all the French nuclear weapons would be included in the calculation. What was wrong with that ? When Mr. Gorbachev, with whom I have had several very interesting meetings - he's a man perfectly capable of understanding modern problems - repeated that Soviet request to me, I answered that it was somewhat arbitrary to negotiate on the French submarines while the American and Soviet submarines were not on that same Geneva conference table. Why that different treatment ? Also, when intermediate weapons were being discussed, I again wondered why our essentially mobile forces in the world would be included in an intermediate weapons exchange that would leave intact the capability, the strategic potential of the 10,000 - one should say 8,000 - strategic nuclear warheads on both the American and Russian sides of the table.

So that's a totally unrealistic way of talking and it

.../.

would, I told Mr. Gorbachev, lead to a really peculiar conclusion. Mr. Gorbachev said : 'But I am not asking France to reduce her weapons, what we need is comparability between the Atlantic Alliance and Eastern-bloc forces'. On that basis, France who is not party to the negotiation would be imprisoned in a numerical definition. Suppose France wanted to increase her few hundred warheads ? This will occur, for example, when our submarine force changes over from one- to six-warhead rockets - that's under way - and then from six to twelve warheads - that's for the end of the century - which will automatically increase considerably our defensive and deterrent force. But let's suppose we wanted the six to twelve increase, whose permission would we have to ask ? The United States', who could say to us 'actually, I was just thinking of doing that', or Great Britain's, who might be wanting an increase herself ? Thus through that system Mr. Gorbachev, as I explained to him, would return France to the integrated NATO command, which seemed to me a surprising step.

France does not want to ask anyone's permission, not even that of her best allies, in order to determine what is necessary for her security.

QUESTION - In our association and the student structure established in thirty-five universities in the European Community, with nearly 1,000 student members, we have in recent months encountered a fairly new feeling emerging among the student public in all the European countries : particularly with regard to university problems, there is a fairly general view that the national framework no longer offers the means of solving funding problems and that the European structures are archaic.

Do you not think it would perhaps be time to create at the European level a new Community programme taking over responsibility for training, at least at the higher education level ?

THE PRESIDENT :

I think that must be included among Europe's projects. It's just that an order of priority has to be established because budget resources are slim, but it is most necessary. When can it materialize ? That's now for the Twelve to discuss.

QUESTION - We last met, Mr. President, at the signing of the Treaty for the Channel Tunnel. I well remember when the Mont Blanc Tunnel was built and there's been the Gothard Tunnel in Switzerland. Did you think on both those occasions that France, Switzerland and Italy regarded it too much as their concern rather than a European concern ? And is there a danger that the Channel Tunnel will not be looked at in the European context, but as a deal between Great Britain and France ?

THE PRESIDENT :

A lot of water has passed under the bridge since the Saint-Gothard Tunnel. Today the European Community genuinely exists, even if that existence is at times inadequate. In my talk just now, I said that I viewed the Channel Tunnel as a factor in developing the means of communication and I even referred to the

.../.

link to be established, the direct communication between the Channel Tunnel, and thus England's heartland, with the French, Belgian, Dutch and German high-speed train services. They could, of course, be extended to Switzerland and Italy and indeed (why not ?) to Spain - but that's another problem. But it's completely within our grasp. So I view the Channel Tunnel which will innervate not just England, but also Northern France, as part of a whole European system linking the great Hanseatic metropolises and extending if possible (why not ?) all the way to Portugal. That seems vital to me. And the first elements - no dream these - are already within our grasp. We already have the Paris-Lyon line, the Paris-Lille is going to be built, Lille-Brussels-Liège is under serious discussion and there is talk of Brussels-Amsterdam, Brussels-Frankfurt and Liège-Frankfurt. In France, we are not just talking about but are planning the Paris-Strasbourg line, and the link between Paris-Bordeaux and the Spanish frontier is under construction. So thanks to the Channel Tunnel we shall genuinely achieve a colossal communications link between the European countries and the United Kingdom.

QUESTION - You mentioned the question of the need for Europeans to get together to tackle many things, and particularly the area of scientific research, and you specifically referred, as an example, to cancer and AIDS. I wish to ask you whether you would be willing and able to take an initiative on behalf of France and perhaps Europe to bring about urgent and massive cooperation of the best brains in Europe to tackle the problems of (...) a vaccine for AIDS which is worrying us in Europe on a massive scale and is threatening to become devastating for all our nations ?

THE PRESIDENT :

I may have recalled earlier that I had urged the setting up of working party of leading European cancer researchers to work with Professor Tubiana. I myself chaired the first working meeting of that quite outstanding committee. We are just beginning to organize in France the battle against AIDS : we are beginning to have a national organization. Why not move straight on to the European stage, since those major communicable diseases know no frontiers ? And, taking advantage of your question, I see no reason why France or any other country should not in the next three months submit to the Community an approach similar to the one against cancer. Why not decide on such action at the Brussels summit ?

QUESTION - Does the President think that Europe as a whole has a contribution to make at the present time about the Middle East ?

THE PRESIDENT :

I am going to tell you what I think. It could, but it doesn't have that sort of influence. It could do so. There has been a request, particularly as regards the Israeli-Arab problem and the specifically Lebanese problem, but not for the Iraqi-Iranian one. That request is made before every European summit. 'Intervene, intervene, we need Europe's voice'.

On that issue, Europe itself has laid down a minimum doctrine centred on the notion of secure and recognized frontiers for Israel and the definitive recognition, not just of the latter's right to exist, but also the fact that she must have the means to

.../.

do. On that the countries of Europe have a common position. But thereafter, although when it is a matter of reaffirming United Nations Resolutions 242 or 338 the principle is always adhered to, less is achievable on the practical plane because diverse influences, depending on which bloc is favoured by the country in question, come into play. Of course, that prevents, for the time being, totally realistic stands. There are above all declarations of intent. Those declarations of intent, which are always peaceful, are excellent but inadequate. So the definition of Europe's political will in that area is still a little weak.

As regards the Near East, the Israeli-Arab conflict, France has come out in favour of an international conference that could be prepared by the five Permanent Members of the Security Council. That would have the advantage of straightaway involving the two major antagonist countries in resolving, in the attempt to resolve the conflict. It is illusory to think that those problems can be settled in the absence of the United States of America or the Soviet Union, since they are in any case present through intermediaries. And it's preferable to have them there themselves, along with two countries as knowledgeable about Near and Middle Eastern problems as Great Britain and France, and, not forgetting her potential world influence, China.

I think that's an important first step, all the more so because a conference set up by those five countries could quite possibly include every imaginable bilateral contact. The process won't succeed if bilateral contacts are put first. I myself have maintained that view for many years. I prefer direct bilateral contacts between parties at war with each other. I was one of the few Frenchmen to approve of the Camp David agreement inasmuch as it settled the military problem between Egypt and Israel, but not inasmuch as it settled the Palestinian problem, which hasn't been settled.

So I am for all those direct contacts, but in fact they haven't succeeded. Yesterday King Hussein of Jordan was my guest in Paris. When I meet my friends the Israeli leaders - I shall see Mr. Shimon Peres again in a few days time and he will repeat to me 'I have confidence in direct contacts'. He has indeed, but they're not working. One can't stay for ever on that tack. An international conference prepared in the way I indicated should make genuine progress. Why shouldn't Europe settle for that approach?

QUESTION - Mr. President, you mentioned in your list of things that needed to be done in the future defence and security. I'd like to ask you two brief questions about this issue: do you think that defence is a desirable but optional aspect of Europe, or do you think that progress on defence and the big questions of politics are in some degree essential preconditions for progress in other areas where Europe faces so many crises? The second question is: if it were essential, what would be the implications for France? After all, France left the integrated NATO command in 1966, not just out of bad temper, but because of profound disagreement with the rest of the Alliance about military doctrine. If there were to be progress on defence in Europe, who would have to change their minds?

THE PRESIDENT - That won't be necessary. I consider that joint defence is a sine qua non condition of Europe's final success.

.../.

But it is not a pre-condition. The proof is that a great deal of progress has been made in the last thirty years without a solution having been found to the military problem, which can be solved only with time, since we are bound by the European balance that emerged from the agreements following the last world war. The status of Germany is, for example, not the same as that of Great Britain and France. Everyone is well aware of that - forgive me for repeating it. So I believe that in the present period, a defence community might be desirable, but could remain optional. It has remained so, but that has not prevented Europe's progress. And if today Europe is up against obstacles, I tried to list them a moment ago, it's not because there's no defence community, since for the moment the Alliance serves as one. Of course, I would like a specifically European defence so that Europe itself can take its own destiny in hand.

But if we want this Europe to set a normal course towards at least confederal unity, others, and I among them, are thinking of an ultimate more structured stage. However, the countries are obviously not ready for that. So I think that, for the later stages, some form of defence community will have to be defined. There are already voices calling for this in WEU and in all sorts of places. Germany is asking for it in a way, not as people generally say, but I have in mind some of Chancellor Schmidt's speeches. In fact, the German Government is not asking to possess nuclear weapons, nor even exactly to share in them.

This, together with the political will, is undoubtedly the final condition for Europe's success, provided Europe has a certain political unity which should be achieved first, otherwise we would stumble over that problem on which we stumbled at the time of the 1953-1954 European Defence Community. That's my firm belief. So final condition, yes ; precondition, no ; desirable condition, yes ; optional condition, for a time.

Your second question : France and nuclear weapons. I told you why just now : because without the certainty of automaticity in the Alliance's response to a threat, there was, all in all, a whole part of security left unassured. France was determined to cover that herself and so not just to remain within the framework of the integrated command, but nevertheless a faithful ally, so that she was able to define her nuclear development herself. Admittedly, France does not feel as uncomfortable as others might about certain decisions taken in Geneva, because her own weapons depend only on her. But her nuclear weapons are not sharable. They are not diplomatically or politically sharable with our German friends, which does not mean that military cooperation and the area of the Franco-German alliance cannot be broadened, because nuclear weapons are not the only weapons. Moreover, European nuclear weapons are only a part of the Alliance's total strength. The American strategic nuclear capability is infinitely more powerful, it is a vital factor of balance. France's security rests simultaneously on the Alliance and the deterrent. We walk on two legs, if one were severed we would fall. But on the European level there are weapons of every sort, different strategies. It has not been predetermined that war would inevitably be nuclear. I think it would. I must express myself clearly here. I think that any war would lead to nuclear war. I think so, but many intelligent people think the contrary : they think there could be a skilful approach involving

the use of conventional forces to avoid the clash between the two main powers. In that case, Europe would be exposed. Or an even subtler idea, the reduction to zero that was briefly contemplated in Reykjavik and which would raise the problem of the tremendous conventional imbalance between the Soviet forces and those of the European countries belonging to the Community. We have not talked at all about SDI, because it's a new subject. Some people have regretted that certain European countries are not participating in it.

France, through my voice, refused to take part in that strategy. Of course, industry does what it wants as regards the supply of specific items. But there will be no State agreement to take part in that strategy. That is a matter of controversy in France, where there are highly important people who think the opposite to me. But I maintain my view. I do not think it necessary to add a new dimension to overabundant arms capabilities. Indeed the likelihood of America, or in fact the Soviet Union, giving up her nuclear forces is pretty remote.

That's not the only weapon. If the conventional hypothesis were to become more definite, Germany would again become a very powerful, and I would even add vital, partner.

So we can have much firmer coordination than we have now, coordinate the British and French nuclear weapons, coordinate conventional weapons with other countries including Germany, coordinate strategy between European countries. I am totally in favour of this and it is beginning naturally through actual weapons coordination.

QUESTION - Mr. President, there are some people who would say that what disillusions many people about the European Community is the distinction between what politicians and statesmen hope and aspire to in the Community and what actually happens. So that all the talk about a technological Europe, a cooperative Europe and a social Europe is seen against the background of eternal budget crises and as 1987 starts the European Community doesn't even have a 1987 budget. So what hope can there be for the grand designs if the twelve great nations of the European Community cannot even agree on the appropriate level of farm prices and farm output ?

THE PRESIDENT :

What you say is a cruel but accurate observation. There are European leaders who think we must not content ourselves with talking, but must act and when we act, then we must have the means to do so. There are other distinguished leaders who consider we must move forward step by step and that national economies must first be put on a sounder footing and so we must not spend too much at Community level. These two approaches conflict all the time. I hope that those who 'think Community' will ultimately convince the others, then words and deeds will be in greater harmony./.

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

SERVICE DE PRESSE

DISCOURS PRONONCE PAR MONSIEUR FRANCOIS MITTERRAND
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
A L'INVITATION DE L'ANCIEN PREMIER MINISTRE TRAVAILLISTE
JAMES CALLAGHAN
PRESIDENT DU "ROYAL INSTITUTE OF INTERNATIONAL AFFAIRS"

Chatham House, jeudi 15 janvier 1987

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Lorsque j'ai reçu cette invitation du Président CALLAGHAN, j'ai pensé que c'était une excellente occasion pour moi de m'exprimer sur un sujet qui m'est cher, devant un public aussi informé que le vôtre. Je vous remercie donc de cette invitation, et je m'efforcerai, dans le délai qui m'est imparti de traiter un sujet si vaste qu'il y faudrait non seulement des heures mais des conférences et donc beaucoup de temps. Je serai donc contraint de m'en tenir à quelques idées essentielles, et à un discours extrêmement cursif qui apparaîtra du même coup peut-être exagérément schématique. Mais c'est la loi du genre, et je ne puis faire autrement si je veux laisser du temps à celles et ceux d'entre vous qui souhaiteront me poser des questions.

Il y a quelques jours, en France, j'ai adressé pour le premier de l'An, c'est-à-dire le 31 décembre au soir, un message aux Français. Et dans ce message, j'ai notamment indiqué l'une des intentions majeures de mon

.../...

action. J'ai dit : "la France est notre patrie et l'Europe notre avenir". Je le pense depuis longtemps. Venu avec mon ami Maurice FAURE en avion tout à l'heure, nous évoquons les années passées. Et je rappelais, ce que je fais souvent parce que c'est pour moi une source d'orgueil, c'est-à-dire une marque de continuité, que j'étais l'un des survivants aujourd'hui, parmi ceux qui avaient pris part au congrès de La Haye, le premier congrès européen de l'histoire, en 1948, sous la présidence de Winston CHURCHILL. Depuis cette époque, j'ai constamment accompagné le mouvement de ceux qui se sont déclarés artisans, pionniers, fondateurs, de ce qu'on appelle, d'un terme simple mais qui se comprend bien, l'Europe.

Nous allons bientôt célébrer le trentième anniversaire du traité de Rome qui représente l'acte majeur de l'histoire de l'Europe jusqu'ici. Nous fêterons l'année prochaine, la mémoire de l'un des fondateurs, Jean MONNET, et nous avons célébré, il y a peu, la mémoire d'un autre homme d'Etat français associé un moment à cette construction, qui était Robert SCHUMAN.

Je n'ai pas suivi ces hommes illustres dans chacune de leurs conceptions mais j'ai suivi le mouvement général de leurs pensées et de leurs actions. C'est à ce titre que je m'exprime devant vous ce matin, cherchant à définir d'une façon simple, ce qu'est l'Europe telle que je la conçois, pourquoi l'Europe, et qu'est-ce que l'Europe aujourd'hui, dans sa définition malheureusement restrictive de l'Europe de la Communauté Européenne.

L'essentiel de mon propos tournera autour de trois thèmes principaux. Le premier : qu'est-ce qui a été fait ? Où en est l'Europe de la Communauté ? Le deuxième thème : que reste-t-il à réaliser de ce qui a été décidé ? Malheureusement beaucoup de choses. Troisième thème : quels sont les projets, les idées, les thèmes nouveaux, quels sont les espaces nouveaux qui s'offrent à l'Europe si l'on veut qu'elle réussisse, c'est-à-dire si on veut éviter qu'elle achoppe, après trente, quarante années, ou un demi siècle d'existence. Où en sera-t-elle au siècle prochain ?

.../...

Alors pourquoi l'Europe ?

A vrai dire, pendant des siècles, elle a existé sans le savoir. Et elle pouvait se dispenser de rechercher une définition parce qu'elle était omni-présente. Elle pouvait se permettre d'être divisée, d'être morcelée, partagée, de laisser de temps à autre les dominations de la puissance ou de l'ambition se développer ; elle n'en était pas moins l'Europe ; elle disposait d'une culture diverse, variée, multiple, complémentaire ; elle disposait d'une autorité considérable dans le monde. Elle est à l'origine non pas des civilisations mais d'une grande et forte civilisation, elle a surtout su réaliser la synthèse des civilisations antérieures.

Alors pourquoi l'Europe, l'Europe de la Communauté ?

Cette Europe, que je viens de décrire trop rapidement, trop succinctement, donc trop imparfaitement, celle qui ne connaissait pas de passeport, celle qui permettait aux voyageurs, je pense à ceux du XVIIIème siècle, d'aller d'une cour à l'autre, d'enseigner, de porter assez loin les philosophies qu'il concevait, à la littérature d'être également partagée, bref à la circulation d'être aisée -du moins entre les couches aristocratiques ou de la grande bourgeoisie-, cette Europe là se faisait d'elle même, sans trop qu'on y pense.

Et voilà que les deux guerres mondiales, successives et à peu de distance, ont montré, je ne dirai pas provoqué, le déclin de l'Europe ; elles ont en tout cas révélé la force de ce déclin. C'était une sorte de rage d'auto-destruction, une guerre civile européenne accompagnée de la fin des empires coloniaux tandis que naissaient d'autres empires dont les plus importants sont bien connus : celui des Etats-Unis d'Amérique, et celui de l'Union Soviétique. Naissance de deux empires qui exerçaient leur contrôle, leur tutelle, et pour employer un terme plus diplomatique, leur influence sur l'Europe.

.../...

L'Europe, coupée en deux, ayant véritablement perdu son influence politique, voyait se propulser sur la surface de la planète des formes d'expression, des centres de décisions, qui tous se situent, ou presque, en dehors d'elle. En même temps se produisait alors une chute impressionnante de la démographie. En Extrême-Orient, mais aussi dans beaucoup d'autres régions du monde se développait une montée en puissance du nombre des hommes.

Alors on a vu se déplacer les grands axes de l'histoire, -ceux que nous avons appris en naissant, qui nous étaient enseignés par nos livres d'école-, les grands axes de la puissance de l'Europe, la Manche ou le Rhin, et puis un peu plus tard, la Méditerranée. Quand je dis plus tard c'est par rapport à l'histoire de l'Europe. Ensuite ce fut la grande ligne atlantique qui a laissé place, il faut le reconnaître, aux deux rivages du Pacifique. Ce déplacement est très significatif du déclin de l'Europe.

Bien, et j'en aurai fini avec ce premier préambule, l'idée qui s'est emparée de l'esprit de beaucoup d'Européens, qui consistait à ramener l'existence historique de l'Europe sur ses propres rivages, au cœur même de son continent, pouvait apparaître, et m'apparaître à moi, comme l'une des grandes ambitions des temps modernes. D'autant plus que chacun des pays qui la composent cette Europe, souffrent aujourd'hui de la faiblesse de l'Europe. D'abord de sa propre faiblesse, d'un manque de dimension et de la carence collective. Le chacun pour soi, c'est l'assurance que l'Europe aura disparu pour longtemps -avec les pays qui la composent- des centres de puissance. Ce n'est pas que la puissance soit en soi un objectif idéal mais enfin puisque nos sociétés sont des sociétés politiques, puisqu'elles sont porteuses de valeurs de toutes sortes, spirituelles, culturelles et matérielles, ou bien l'on renonce à exister en temps que collectivités sur le sol du monde, ou bien on y prétend, et je suis de ceux, pardonnez-moi de vous le dire, qui y prétendent.

.../...

J'ai dit pourquoi l'Europe.

Qu'est-ce que l'Europe ? Maintenant je dirai qu'est-ce que l'Europe, je veux dire qu'est-ce que l'Europe de la Communauté ? Ca a d'abord été l'Europe à Six, à partir des années 1950-1957. Cette Europe là s'est esquissée autour de la Communauté Economique du charbon et de l'acier, et s'est affirmée tout à fait autour du Traité de Rome en 1957. Qu'est-ce que c'était au fond que cette Communauté ? C'était essentiellement un marché commun agricole, une union douanière, et des tarifs préférentiels mais en même temps, une sorte d'apprentissage de la vie en commun.

Les Communautés se sont étendues, se sont élargies, elles ont eu des ambitions sur les technologies ; elles en ont encore sur les transports, sur l'environnement, elles ont développé leurs institutions. La géographie le montre : six, neuf, dix, douze aujourd'hui. En même temps que cette Europe s'étendait à ces douze pays, elle changeait de nature, c'est-à-dire qu'elle ne pouvait plus avoir exactement le même comportement que lorsqu'elle était ramassée sur elle-même. Elle présentait pour certains le danger, pour d'autres l'avantage, de passer d'un stade de zone protégée à une sorte de zone où les aspirations d'un libre change universel risquaient de détruire les structures initiales.

C'est aujourd'hui l'Europe à douze et il faut savoir se prémunir à mesure que l'on grandit, contre les risques d'éclatement, contre les crises de croissance. Nous vivons à l'heure actuelle une crise de croissance.

Il y a eu beaucoup de crises. Il y a eu la crise de 1965, où l'Europe a changé de cours puisque l'on a admis à Luxembourg en Janvier 1966 que, si l'un des pays qui constituait l'Europe évoquait telle ou telle raison force majeure, on pouvait tout simplement arrêter, enrayer, le développement des projets européens. On a connu aussi une crise larvée dans les années 1980 : des contentieux s'accumulaient ; lorsque j'ai moi-même assuré, au nom de mon pays, la présidence de la Communauté en 1984, j'avais compté 17 contentieux graves ; ils ont été, pour la plupart, réglés. Certains d'entre eux réapparaissent aujourd'hui.

Je terminerai ce deuxième point de mon préambule en vous disant que cette Europe là après tout, cette Europe des Douze, c'est une Europe du hasard. Une Europe du hasard, qui est née de la guerre.

.../...

Du hasard de la guerre, du hasard des rapports de force.

Pourquoi l'Allemagne et pourquoi pas l'Autriche ? Pourquoi le Danemark et pourquoi pas la Suède ? Pourquoi la Grèce et pourquoi pas la Pologne ? L'Europe du hasard, là où les armées et les diplomates ont borné les frontières, les frontières de deux mondes, ces frontières qui marquent les divisions profondes de l'Europe.

Et pourtant dans l'esprit qui animera mon propos, il y aura cette idée fondamentale : que la Communauté c'est bien, c'est même tout à fait nécessaire. On ne peut pas se contenter de ce qui est, il faut renforcer cette Communauté des Douze, mais il faut toujours avoir le regard porté à l'extérieur, c'est-à-dire vers le reste de l'Europe. Il a fallu d'abord fonder les réconciliations nécessaires entre les anciens adversaires. La réconciliation franco-allemande, pour ne parler que de mon pays, a été l'un des éléments déterminants de l'imédiate après-guerre. Aujourd'hui on doit penser que les réconciliations par cercle concentrique qui ont permis à l'Europe de passer à Douze, devraient permettre un jour à l'Europe dite de l'Ouest, d'engager un dialogue plus fécond avec l'autre Europe, qui est aussi l'Europe.

.../...

Mais l'Europe en dépit des obstacles qu'elle rencontre à un langage commun. C'est une Europe du hasard mais ce n'est pas une Europe contrefaite ; c'est une Europe incomplète, ce n'est pas une Europe difforme. Les Douze sont faits pour vivre ensemble.

Ayant dit ces choses, je voudrais maintenant aborder le schéma même de mon exposé.

**

CE QUI A ETE FAIT

Vous qui appartenez à cet Institut, vous êtes des personnes qui suivez de près l'ensemble des problèmes. Je ne voudrais pas avoir l'outrecuidance de sembler vous apprendre quelque chose. J'ai seulement essayé de mettre en forme, de réaliser une synthèse rapide et de ce fait un peu trop superficielle.

Il faut quand même que je rappelle que si l'on a commencé, je l'ai dit tout à l'heure, par la CECA, Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (1950), si l'on a parachevé les premières tentatives par le Traité de Rome de 1957, au cours de ces dernières années, un certain nombre de progrès sensibles et structurels ont été réalisés. Je les rappelle en les énumérant simplement : chacun d'entre eux mériterait un exposé très approfondi.

Je vois ici de très nombreuses personnalités qui en ont été les artisans et qui les connaissent mieux que moi. Ils pourraient beaucoup en parler. D'autres, ceux qui les ont suivi de plus loin, m'excuseront de ne pouvoir en dire davantage.

En 1974, on a créé le Conseil Européen, c'était au temps du septennat de mon prédécesseur. Le Conseil Européen est une initiative que je crois importante. Il présente aussi des inconvénients. Jusqu'alors c'étaient les Ministres, le Conseil des Ministres, les Ministres des Affaires Etrangères, qui se réunissaient, et gouvernaient l'Europe. Avec la Commission, ils représentaient l'exécutif; ils rapportaient leurs délibérations devant leur Gouvernement et les décisions politiques se prenaient alors.

.../...

Le Conseil Européen permet aux Chefs d'Etat et de Gouvernement de se réunir eux-mêmes. Inconvénient : ils ont tendance ou plutôt le Conseil des Ministres a désormais trop tendance à se débarrasser des questions difficiles pour en laisser le soin au Conseil Européen proprement dit, c'est-à-dire aux Chefs d'Etat et de Gouvernement. De ce fait ceux-ci peuvent passer trois ou quatre sessions à discuter du beurre, du prix du lait et de toute une série de procédures extrêmement complexes qui ne sont, à l'évidence, pas de leur ressort. Si bien qu'il y a une sorte de télescopage entre les deux institutions : le Conseil des Ministres d'une part, le Conseil Européen d'autre part. Il n'empêche que la responsabilité politique est mieux engagée et que de ce fait une volonté de l'Europe peut mieux se dessiner.

En 1979, s'est mis en place le Parlement Européen élu au suffrage universel.

Troisième réforme importante -je remonte tout juste aux douze ou treize dernières années- l'institution du Système Monétaire Européen. Une charte monétaire en 1978, et le projet de parvenir à partir de 1981 à la création d'un Fonds Monétaire et d'une monnaie de réserve : l'écu. Voilà pour la période passée.

Dans une période plus récente, celle à laquelle j'ai moi-même participé en tant que membre de la Communauté représentant la France : l'Europe dite bleue, c'est à dire l'Europe maritime, l'Europe de la pêche ; l'Europe technologique qui était déjà née mais qui a connu un plus grand développement depuis quelques années. Je me souviens d'être venu ici auprès de sa Majesté la Reine, visiter le Jet. Il y a eu Ariane, Airbus, d'autres réalisations encore. L'Europe technologique, c'est aussi une initiative importante je crois, qui dépasse les limites de la Communauté des Douze. C'est EUREKA qui permet à toute une série d'entreprises industrielles de mettre en commun leurs recherches et leurs réalisations.

Donc l'Europe bleue ; l'Europe technologique qui a connu un grand développement ; l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal -on est passé de Dix à Douze- ; l'Europe des citoyens lancée autour d'un rapport présenté par une personnalité italienne, M. ADONINO, pour que les habitants de l'Europe, en dehors des définitions politiques et des

.../...

définitions institutionnelles, ressentent la réalité de l'Europe. L'Europe des citoyens, c'est par exemple faciliter le franchissement des frontières ou la liberté d'installation pour des professions libérales, ou encore l'équivalence des diplômes. J'en passe, les exemples seraient multiples.

Enfin le rapport que M. Maurice FAURE a élaboré dans le cadre de la Commission DOOGE pour développer les institutions a pratiquement abouti au contenu de l'acte unique qui est la dernière grande réalisation de ces dernières années.

L'Europe bleue, le développement de l'Europe technologique, l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, l'Europe des citoyens, enfin l'Acte Unique, c'est à dire la naissance d'un grand marché intérieur.

.../...

L'Acte Unique, décidé à Luxembourg, en décembre 1985, prévoit l'aboutissement du marché intérieur pour le 1er janvier 1992.

Cet Acte Unique, s'il parvient à son terme, comme je le souhaite -et les obstacles seront considérables-, cet Acte Unique, peut avoir une portée aussi décisive que le Traité de Rome lui-même.

Enfin, dans ce bilan, n'oublions pas un aspect que je cite pour mémoire -mais qui est fort important- c'est l'activité de cette même Communauté en dehors de ses frontières. Non seulement un certain nombre de prises de positions politiques, mais aussi des prises de positions économiques, en particulier les accords de Lomé ; Lomé III permet à l'Europe d'être présente auprès de 65 pays du monde en Afrique, dans le Pacifique, aux Caraïbes. Les accords de Lomé, c'est une démarche commune pour le développement, pour l'aide au Tiers-Monde, qui représente aussi une présence de tous ordres de l'Europe. S'il n'y avait que cet exemple, il serait déjà démonstratif pour montrer que le chemin suivi était le bon.

J'aurais pu m'attarder, il faudrait le faire, sur quelques aspects.

Par exemple le Conseil européen. Avec l'Acte Unique, le Conseil européen, désormais, est intégré aux institutions. C'était une institution décidée par quelques uns, elle a été mise en place d'une façon pragmatique, elle est désormais une institution consacrée par traité.

Je voudrais en dire davantage sur le système monétaire européen. C'est une coopération monétaire, afin de créer -je n'ose le dire en ce moment- une zone de stabilité monétaire en Europe, en fixant un cours de change, en organisant la convergence des politiques économiques. Le SME comporte trois volets : d'abord une monnaie, l'Ecu, créé en échange des réserves, -20 % en or et en dollars- déposés par les Banques centrales auprès du fonds européen de coopération monétaire ; ensuite, c'est un mécanisme de change, tel que l'on ne peut pas aller au-dessus ou au-dessous d'une limite de 2,25 % de fluctuation permise -exception faite pour la lire italienne qui peut aller à 6 %- ; vous savez autant que moi, que la livre est absente de ce mécanisme de change, de même que les monnaies grecque, espagnole et portugaise. Certes, le fait que la livre ne soit pas membre, incite un point d'interrogation de grande ampleur quant au développement du système monétaire européen. Le SME, c'est enfin, un mécanisme de crédit, à très court terme -45 jours, renouvelable- à court terme -trois mois renouvelable- ; à moyen terme, deux à cinq ans.

.../...

Sur le Système Monétaire Européen, je reviendrai tout à l'heure, lorsque je dessinerai quelques traits d'avenir, pour vous dire : ou bien le système monétaire européen réussira -mais il est menacé- et l'Europe pourra se faire, ou bien il échouera et l'Europe ne se fera pas.

Ceux qui contribueront à l'édification, à la consolidation de ce système auront fait le choix de l'Europe ; ceux qui ne feront pas cela auront fait choix d'en finir avec l'Europe et de passer à autre chose.

Car, aujourd'hui se dessinent des crises -après celles que j'évoquais tout à l'heure-. Que va devenir la politique agricole commune avec le problème des excédents ? Que va devenir le système monétaire européen face au bloc du dollar et du yen ? Va-t-il rester une petite zone de stabilité dans une immense zone, dans un océan d'instabilité, puisqu'il n'y a pas d'ordre économique mondial ?

Quant au Parlement, j'aurai pu m'y attarder un moment, mais je me contenterai de dessiner quelques traits. Il faut savoir qu'en dépit des progrès et de son élection au suffrage universel, il n'a pas de compétence législative ; il peut amender, en revanche, les projets de budget, mais il n'a pas de compétences pour le vote des recettes. A Luxembourg, il a été décidé que le Parlement européen donnerait un avis conforme dans deux cas, les nouvelles adhésions et lorsqu'il y aurait des accords d'associations ; et qu'il serait associé à la décision dans des domaines comme la libre circulation des travailleurs, le droit d'établissement, la politique sociale, l'harmonisation des législations.

Voilà à peu près le point où nous en sommes.

Le deuxième thème que j'entends développer devant vous c'est : désormais il nous appartient de réaliser ce qui a été décidé.

Beaucoup d'éléments de ce que je viens de rapporter sont entrés dans les faits, beaucoup d'autres sont restés en suspend. Et il est bien clair -ce sera le refrain du début à la fin de ce rapide exposé- il est bien certain que sans une volonté politique tendant à la construction d'une communauté véritable, l'ensemble des dispositions déjà

.../...

en exercice, iront se délitant, tandis que ce qui reste à faire ne sera pas fait. Alors voilà, avons-nous décidé ou pas, d'être des ouvriers consciencieux, alors que nous en sommes simplement à la troisième ligne des pierres sur un mur et que, à la fin du compte, ce sera une cathédrale. Je me souviens de cette anecdote, et qui me paraît chargée de symbole, particulièrement pour l'Europe. C'était au Moyen-Age, un voyageur rencontre deux ouvriers qui édifient un mur. Le voyageur s'intéresse, dit au premier ouvrier : "Mais qu'est-ce que vous faites-là ?" Et l'ouvrier dit : "Je fais un mur, je mets des pierres l'une sur l'autre". Le voyageur se retourne vers le deuxième ouvrier et lui dit : "Mais qu'est-ce que vous faites-là ?" Et le deuxième ouvrier lui dit : "Je bâtis une cathédrale". Selon l'idée qu'on s'en fait on veut l'Europe ou on ne le veut pas. Ce qui a été fait, c'est soit quelques pierres ayant l'allure d'un mur. On peut aussi penser qu'il y aura, en fin de compte, une cathédrale.

J'ai parlé tout à l'heure de la politique agricole et de la nécessité de mettre un terme aux excédents abusifs, tandis que le marché international se resserre, que la concurrence américaine s'affirme avec le retour au protectionnisme, tandis qu'un certain nombre de pays du Tiers-Monde, je pense à l'Argentine, deviennent de plus en plus demandeurs d'une part de marché, en particulier pour les céréales et pour la viande.

Crise budgétaire ? Il faut quand même savoir que le budget de l'Europe est un petit budget. Si l'on raisonne par rapport à ce budget, les demandes d'augmentation apparaissent importantes. Si l'on raisonne par rapport au produit national brut de la Communauté, ce budget est insignifiant. Donc, là aussi, il y a un point de départ au raisonnement. Et selon le point que l'on retient, on est plutôt pour ou on est plutôt contre. J'avais préconisé avec d'autres, dès le Sommet de Londres, il y a déjà quelques années, que l'on pût augmenter les ressources propres au-delà du 1 % de TVA. On est passé à 1,4 %... Avec l'élargissement à l'Espagne et au Portugal on atteint déjà la limite de ce qui peut être dépensé. On est déjà obligé de choisir entre le développement de la politique agricole, ou par exemple, le développement des programmes intégrés méditerranéens, de la politique régionale.

Et puis enfin, on ne s'est pas suffisamment posé la question, quelle agriculture pour l'Europe ? On se pose toujours la question : comment faire, que va-t-on faire des agriculteurs ? Il faut d'abord répondre à la question : quelle agriculture pour l'Europe ? Si l'on veut faire une agriculture industrielle, purement industrielle, hors sol,

.../...

on peut installer des usines agro-alimentaires à Picadilly ou sur la place de la Concorde. Bien entendu, il n'y aura plus d'agriculture à la campagne, il n'y aura plus ces exploitations plus ou moins importantes, il n'y aura plus cette installation humaine sur le sol, on en aura fini avec la civilisation dont nous sommes issus. Je suis de ceux qui pensent que ce serait une grave erreur. En tous cas ce serait un contresens absolu avec l'intention initiale des fondateurs de l'Europe. Lorsqu'on a signé le Traité de Rome, on n'a pas voulu n'importe quel marché commun agricole, on a voulu une certaine agriculture pour l'Europe, une certaine forme de civilisation rurale. Bien entendu, cela ne doit pas aller jusqu'à l'absurde. On ne peut pas ignorer non plus les progrès de la technologie, le développement colossal de la productivité, on doit tenir compte de tout ces éléments et pas simplement de la rentabilité. Quand on produit, il faut vendre; mais on produit quoi, comment, pour vendre et vendre à qui ? Il est évident que le marché se resserre partout.

Donc, si l'on veut réaliser ce qui a été décidé en matière agricole, il faut un grand débat. Personnellement, je préconise qu'il y ait une sorte de conférence de travail, une grande consultation, bien entendu entre les Etats mais aussi entre les organisations agricoles. Il faut que les uns et les autres repensent ensemble ce que doit être la politique agricole de l'Europe au cours des 10 à 20 années qui vont suivre car le moment est décisif. Selon que l'on bifurque d'un côté ou de l'autre, il n'y aura plus de véritable agriculture, il n'y aura plus d'agriculteurs, de paysans, il n'y aura donc plus une certaine Europe à laquelle nous sommes attachés sans que l'on puisse nous accuser de passéisme car c'est une forme de civilisation.

Le système monétaire : les secousses actuelles montrent bien qu'il est en péril. Il est en péril d'abord parce qu'il se trouve isolé en face de monnaies qui jouent leur jeu. Voyez ce qui se passe sur le dollar. Il est évident qu'à partir du moment où dans le système monétaire européen se trouvent des monnaies qui ne sont pas en tête, mais dans un 2ème, 3ème, 6ème, 7ème wagon, ces monnaies sont ballottées dans les courbes comme on l'est dans un chemin de fer de telle sorte qu'à tout moment, il risque de dérailler.

/...

Mais en effet, cette zone de stabilité dans un océan de troubles et d'incertitudes, et de désordre, cela nécessite un soin particulier. Personnellement, je vous le dirai tout à l'heure, c'est un des points sur lequel j'accroche le plus. Il faut savoir si les pays intéressés, -je pense à l'Allemagne, je pense à la France mais je pense aussi aux autres- sont décidés à renforcer ou non leur système monétaire.

Dans ce qui a été décidé, il y a un programme de recherche. On a déjà vu de grandes réalisations, je ne les citerai pas toutes : Esprit, Race, la Fusion nucléaire. Pour ces projets, il faut dégager des ressources nouvelles. A l'heure actuelle, on a tendance à raréfier l'oxygène qui permettrait d'entretenir les grandes entreprises humaines au sein de l'Europe. La Recherche, cela représente environ 2,5 % du budget communautaire; c'est extrêmement peu. J'ai proposé EUREKA qui n'est pas uniquement communautaire, qui rassemble 19 pays d'Europe mais qui doit se développer en harmonie avec la Communauté et avec le programme cadre de recherche présenté par le Président de Commission européenne M. Delors. Tout cela doit s'harmoniser. Eh bien, il faut le dire, pour l'instant il n'y a pas de crédits suffisants. Il faudra bien dégager des ressources nouvelles ou bien le développement technologique de l'Europe arrivera trop tard, après des économies plus actives, je pense à celles du Japon ou à celles des Etats-Unis d'Amérique. Ceux-ci auront pénétré l'ensemble des groupes industriels de chacun de nos pays pris isolément. Je ne suis pas hostile à ces prises de participations, j'ai encouragé certaines d'entre elles en France; il ne s'agit pas de s'enfermer mais il ne faut pas non plus être dépossédé de ses propres biens, de son propre capital et surtout de sa principale ressource qui est celle de l'intelligence. Et si désormais pour affirmer ses capacités un savant, un expert, un chercheur, un ingénieur, un cadre doit émigrer en Californie ou dans les environs de Tokyo, que restera-t-il dans le monde européen pour aider à notre développement ?

Il y a le problème de la cohésion. Nous sommes 12 mais sommes-nous vraiment 12 lorsque nous abordons les conférences commerciales mondiales, celles du GATT ? Rendez-vous est déjà pris. Est-ce que nous avons la même position par rapport aux demandes de nos partenaires ? Est-ce que l'on va traiter différemment l'industrie et l'agriculture, comme on le voulait au départ du côté américain ? Et lorsque l'on parle de l'industrie est-ce que l'on parlera des brevets ? Est-ce que l'on parlera des marques ? Et que dira-t-on sur les services ?

/...

Un certain nombre de pays du tiers-monde ne se sentent pas prêts à ce type de discussions.

Pour le marché intérieur, je vous l'ai dit tout à l'heure, il faut une volonté politique. Car dans les cinq ans qui viennent, il faudra harmoniser l'économie, le social, le culturel, la formation des hommes, la monnaie. Qu'il manque un seul de ces éléments et le marché intérieur échouera. On n'imagine pas qu'il puisse s'installer d'un grand marché intérieur ou tout est libre et commun tandis qu'il y aurait des législations protectionnistes ou contraignantes, qu'ici on travaillerait tant d'heures par jour, que là on travaillerait autrement; que l'organisation du travail serait différente, que les relations sociales seraient ici fécondes et là resteraient arides. Il y a une logique du système. Ceux qui ont signé l'acte unique de Luxembourg pour la constitution d'un marché intérieur en cinq ans, devaient avoir songé à toutes ces perspectives ou bien ils auraient pêché par légèreté. On est engagé, il faut aboutir.

Enfin les programmes intégrés méditerranéens, il n'est pas possible d'imaginer que l'Europe pourrait se développer avec des zones qui seraient exagérément en retard par rapport aux autres. Il se produirait un déséquilibre. Tout le sud de l'Europe, moins bien servi sur le plan de la production par la nature, -même s'il est mieux servi sur le plan de l'esthétique, du tourisme- risque de sombrer dans une grande misère si l'Europe régionale n'est pas intelligemment menée.

Voilà. Prenons vraiment conscience de ce qui a été décidé, et ayons véritablement la volonté de mener à bien ces décisions, -je viens de relever quelques absences, quelques manques ou carences-.

Existe-il des terrains nouveaux qui permettront à l'Europe d'être vraiment l'Europe.

J'en citerai sept :

D'abord l'Europe sociale. J'ai parlé à l'instant des conditions de travail et des conditions de l'emploi. Cela fait partie du marché intérieur, on y parviendra pas sans cela.

Je citerai la croissance. Il existe un projet européen que M. Delors appelé la stratégie coopérative de croissance. Autour de quel pôle développer cette croissance ? Cette action nous paraît indispensable quand ce ne serait que pour guérir l'Europe de cette maladie mortelle qui s'appelle le chômage. On répondra par : grands chantiers, grands travaux, moyens de communications. D'abord l'exemple type, c'est l'exemple transmanche que j'ai eu la joie de signer avec Mme le Premier Ministre du Royaume Uni.

/...

Par rapport aux moeurs et aux usages, c'est une véritable révolution. Il est vrai que si l'ensemble des moyens de communication européens permettent d'être reliés avec ce tunnel transmanche, à partir de là, l'ensemble de l'Europe communautaire sera inervé de telle sorte qu'aucun pays ne sera en mesure de mener durablement une économie, une société, un développement d'équipement indépendantes des autres ; il faut le savoir.

Les autoroutes, le système des Trains à Grande Vitesse -quelle que soit la marque et la nationalité-. Aujourd'hui cela existe en France, mais avec les projections vers la Belgique, vers la Hollande, vers l'Allemagne, vers Londres avec les autoroutes qui se relie aujourd'hui dans le Nord de l'Europe, avec ce qui pourrait aller vers l'Orient de l'Europe, tout ce système peut avoir un effet considérable pour recréer les conditions, d'une Europe qui ressemblerait à celle du 18ème siècle mais qui, cette fois-ci, ne serait plus réservée à quelques privilégiés.

Quand on parle communication, j'en dirai un mot dans un instant, on peut penser à tout ce qui est la télécommunication et tout ce qui est audiovisuel. Donc l'Europe sociale : indispensable. Qu'il y ait une Europe des conditions de travail. Indispensable qu'il y ait une Europe de la croissance autour de ces grands chantiers, d'abord, mais aussi autour de beaucoup d'autres initiatives. Qu'est-ce que l'on attend pour fonder véritablement l'Europe des Transports par exemple. Il y a de timides avancées, chacun a des arguments pour retarder les échéances. Chacun bien entendu, au moment de passer à l'acte a je ne sais quel retrait qui est synonyme d'impuissance. Il faut véritablement que ces Europes là, celle de la communication, celle des

.../...

transports, celle de l'Environnement, se développent en même temps que les Europes agricoles, industrielles, technologiques.

J'ai parlé tout à l'heure de l'Europe scientifique et technologique . Le terrain nouveau cette fois-ci est immense, parce que l'Europe a d'immenses ressources, des ressources d'intelligence, de compétence et de technicité tout à fait comparables aux plus grands du monde actuel. Savez-vous que nous avons -nous tous ensemble- des crédits pour la recherche plus importants que ceux des Etats-Unis d'Amérique ou que ceux du Japon ? Et savez-vous que tous ces crédits ensemble, -intellectuellement additionnés mais ils ne le sont pas dans la réalité- produisent une capacité d'expansion cinq fois moindre que la nôtre ? Alors, qu'est-ce que cela veut dire ? Les intelligences sont là, les ressources existent et elles ne sont pas utilisées. Je pense donc que nous devons avoir des programmes de technologie extrêmement puissants. Parmi eux, je sais que c'est un sujet qui vous intéresse, l'exploration du système solaire. Nous avons déjà réalisé un peu d'Europe autour de la comète de Halley, avec l'Amérique. C'est une excellente initiative. Les satellites d'observation, l'heureuse concurrence qui existe aujourd'hui pour des stations orbitales habitées, les essais dont on se transmet la connaissance de Washington aux différentes capitales européennes, c'est excellent, à la condition bien entendu, sans quoi il n'y aura pas d'échange bilatéral, que la production de l'intelligence et de la technique se fasse des deux côtés de l'Atlantique.

L'Europe de la Santé : quoi ? Nous n'en serions pas capables ? Nous avons commencé de le faire, il faut le dire, mais c'est encore à peine amorcé, de bâtir une Europe de savants capables de lutter contre la croissance du cancer ou du SIDA. Chacun de nos pays va engager ses petites actions, pour peu qu'il le fasse. Des projets universels, planétaires sont en cours. J'en ai beaucoup discuté avec M. NAKASONE qui attache beaucoup d'importance, et avec raison, au développement d'un monde de la santé. C'est une proposition que j'avais émise au Sommet des Pays Industriels de Versailles en 1982. Mais l'Europe au moins devrait représenter, pour reprendre une expression déjà employée, un pôle d'innovation, d'invention de recherches en commun. Cela existe déjà sous forme d'embryon.

.../...

Le Professeur TUBIANA par exemple a réuni récemment à Paris, -j'ai participé à cette réunion- des grands savants venus du monde entier et particulièrement de l'Europe pour la lutte contre le cancer.

Les universités, la jeunesse, le projet Erasmus, faire que les jeunes gens puissent avec des bourses aller là où ils veulent dans les grandes universités reconnues de l'Europe, qu'il puisse y avoir un échange constant entre les universités, que les jeunes européens s'habituent à se trouver chez eux, que ce soit à HEIDELBERG, à SALAMANQUE ou en Grande-Bretagne dans vos grandes universités, ou à la Sorbonne : cela est à notre portée. Les échanges de jeunes entre la France et l'Allemagne, sont très actifs, ne sont pas très actifs avec les autres pays.

L'enseignement des langues. Je sais bien qu'à compter du moment où l'on développe ici une langue qui a l'ambition de devenir universelle, on ne peut avoir que quelques réticences ; l'Allemagne ne peut qu'éprouver quelques réticences lorsqu'on lui demande d'appeler "écu" une monnaie de réserve qu'il serait si commode d'appeler le mark. Bien entendu lorsque je pense à quelques "langues de réserve," la langue anglaise pourrait songer qu'après tout c'est sa vocation naturelle. Mais elle devrait songer que d'ici un siècle elle sera distancé par les langues romanes, en particulier par les langues hispaniques. C'est une remarque que je fais sans vouloir offenser personne mais qui peut montrer en effet, qu'il est nécessaire d'avoir un front commun dans la connaissance et le développement des langues. Tout cela est à faire.

J'ai évoqué l'audiovisuel. C'est un facteur essentiel d'identité culturelle pour l'Europe. Nous sommes en mesure aujourd'hui de prévoir 125 000 heures de programme pour l'Europe. Que fait-on à l'heure actuelle dans un pays comme la France ? On doit faire 5 000 heures. Que fait-on en Grande-Bretagne ? Je ne sais. Ce qui est vrai, c'est que les programmes venus de l'extérieur de l'Europe par leur qualité, leur précision, leur dynamique sont à la veille de modifier les éléments culturels de l'Europe, celle dont nous sommes et celle que nous voulons. Il faut donc absolument agir très rapidement, notamment par les moyens de communication mais il faut absolument que tous les moyens de la technique soient mis à la disposition de l'Europe.

.../...

Je citerai aussi l'Europe de la Sécurité.

Au cours de ces derniers mois on a commencé de développer la lutte en commun contre le terrorisme. Je me contenterai de dire que je suis fermement partisan d'accélérer les démarches pour que, sans que chacun empiète sur le système judiciaire d'autrui, il n'en existe pas moins une réalité de police, une réalité de contrôle et une réalité judiciaire qui permette de mener à bien la lutte nécessaire contre les formes modernes de la barbarie.

Je voudrais maintenant évoquer la défense. Qu'est-ce qui existe ? Un accord particulier entre l'Allemagne et la France. C'est une grande conquête lorsque l'on pense qu'en l'espace d'un siècle, deux guerres mondiales et d'autres qui en étaient l'amorce ont divisé ces deux pays. Trois guerres ont laissé des traces profondes et cependant grâce aux hommes dont j'ai cité les noms tout à l'heure, grâce à la continuité affirmée depuis maintenant trente ans, c'est un problème qui se trouve derrière nous. Il y a une profonde amitié franco-allemande.

L'amitié franco-britannique est considérée comme allant de soi, du moins depuis le début du siècle, c'est à dire 1904 car auparavant la France se connaissait des ennemis traditionnels.

.../...

Le dernier a été l'Allemand, l'avant-dernier l'Anglais; l'avant-avant-dernier l'Autrichien, ce fut un moment l'Espagnol. Passons rapidement sur ces choses. Je n'interrogerai pas les personnalités britanniques qui sont devant moi pour savoir quel est leur classement. En tous cas, c'est une période dépassée.

Les accords existents entre la France et l'Allemagne ont été conclus il y a maintenant un peu plus de 20 ans. C'était en 1963, par le Traité de l'Elysée signé par le Général de Gaulle et le Chancelier ADENAUER. Traité que j'ai modernisé et actualisé en 1983, 20 ans plus tard, en mettant en oeuvre les dispositions militaires qui étaient restées en jachère pendant les 20 années précédentes. J'aimerais bien qu'il y ait des conversations de ce genre avec d'autres pays. Ce n'est pas que nous ne parlions pas avec les gouvernants britanniques des problèmes militaires. Bien entendu, on en parle ! Nous avons particulièrement ressenti cette nécessité lorsqu'au lendemain de Reykjavik nous nous sommes rendus compte qu'un certain nombre des armements de l'Europe en particulier à certains armements de type nucléaire étaient totalement dépendants des décisions qui seraient prises entre les deux puissances qui négocient aujourd'hui, c'est-à-dire l'Union Soviétique et les Etats-Unis d'Amérique.

Il faut savoir ce que l'on veut. Je pense qu'il est indispensable de mettre à plat, de mettre sur la table l'ensemble des données touchant au matériel militaire. Vous faites un avion, un avion de combat avec d'autres pays européens. Nous en faisons un autre. Lorsque je parle de char, d'hélicoptère... je ne prétends pas tout uniformiser. Je sais bien qu'il faudra du temps, que c'est difficile, qu'il y a des intérêts légitimes.

Il y a aussi le fait que nous sommes dans la même alliance et que cette alliance comporte un élément indispensable, nécessaire, déterminant que sont nos amis américains, les Etats-Unis d'Amérique et qu'il est bien normal qu'ils aient leur part à ce concert. Il n'empêche qu'un certain nombre de fabrications de matériel militaire en coopération entre les pays d'Europe apporterait un allègement à nos économies et sans doute une efficacité devant certaines perspectives militaires qui peuvent s'avérer spécifiquement européenne.

/....

Il existe en Europe deux pays et deux pays seulement disposant des armes nucléaires, le vôtre et le nôtre. Les autres qu'ont-ils ? Des armées dites conventionnelles. Ils appartiennent à l'alliance atlantique. Si la France, au temps du Général de Gaulle, s'est isolée du commandement intégré, c'est parce que le Général de Gaulle a eu le sentiment qu'il n'y avait plus d'automatisme dans la décision de notre puissant allié à notre égard, qu'elle n'était plus établie, acquise, que cela pouvait varier selon le tempérament du Président, la nature ou l'état de l'opinion américaine, que cette absence d'automatisme dans le jeu de l'alliance représentait en face d'une menace nucléaire représentait un danger mortel et qu'il convenait donc de s'armer soi-même, au moins pour parer au plus pressé, et disposer d'une dissuasion suffisante pour que nul ne songe à nous agresser. Ces données n'ont pas véritablement changé.

On peut imaginer des hypothèses strictement européennes qui ne poseraient pas forcément le problème du jeu général de l'alliance. Sommes-nous disposés à en parler ? Ne serait-il pas nécessaire que les Ministres de la Défense, que les Ministres de la Défense et de l'Industrie, que les Ministres de l'Industrie aient des conférences de travail permettant de faire le tour des choses et peut-être d'aligner des démarches ? J'ajouterai qu'il me semble très utile de ne pas s'enfermer dans un esprit de système sur aucun de ces sujets.

Contrairement à ce que l'on pense, en général, des Français, je suis tout à fait hostile au fait de fonder une institution, un organisme, une organisation chaque fois que l'on a une idée. On peut très bien laisser les gens agir selon leur inspiration, en particulier les gens qui agissent sur le terrain.

Ainsi dans le cadre général de la Communauté, on peut parfois bâtir à plusieurs des aventures technologiques, examiner des stratégies ou des armements militaires entre ceux qui en ont le goût, ou dont la démarche est commune. Après tout la discussion d'aujourd'hui pourrait apparaître comme hétérodoxe pour les Grecs ou pour les Irlandais. Il y a des statuts différents dans l'Alliance Atlantique et il y en a des pays de la Communauté qui n'appartiennent pas à l'Alliance Atlantique. Ce n'est pas autour du même barème que tournent toutes les références. Je pense qu'il doit y avoir dans certains domaines des initiatives à géométrie variable sans que l'on en fasse non plus un système. Parce que ce serait un système d'éclatement de l'Europe. Voyez ce que l'on fait pour Airbus, pour Ariane. Il y a l'Espagne dans Airbus alors qu'elle n'était pas membre de la Communauté européenne. J'ai parlé d'EUREKA où il y a sept

pays d'Europe en plus des douze. On peut s'inspirer de ces exemples pour adapter une démarche pragmatique et libre aussi intelligente que l'est la réalité, sans prétendre imposer un jugement préconçu au mouvement des hommes et des choses. Encore faut-il que cela soit relié et qui peut mieux le faire, que l'Institution même de l'Europe ?

Institution, j'ai prononcé le mot, cela sera une autre projection sur les terrains futurs. Mais je voudrais sur le terrain militaire me faire bien comprendre. Je souhaite qu'il y ait davantage d'échanges et davantage d'examens des problèmes stratégiques. Je ne demande pas, contrairement à certains autres, que l'Europe, en tous cas que la France participe aux négociations, des Etats-Unis d'Amérique, et de l'Union Soviétique. Je n'aurai pas voulu que la France fût à Reykjavik. Je ne souhaite pas qu'elle aille à Genève car le problème posé aux deux plus grandes puissances est un problème de surarmement. Elles ont, sur le plan nucléaire, plus de 10.000 charges nucléaires. La France n'en a pas 500, la Grande-Bretagne non plus. C'est un chiffre en perspective, mais encore loin d'être atteint. Avant de penser à englober l'ensemble des puissances nucléaires dans un examen général, il faudrait que les deux supers puissances réduisent considérablement leur propre armement. L'examen qu'elles ont fait à Reykjavik de 50 % me paraît tout à fait raisonnable. Mais c'est pour vous dire que je ne recommande pas comme une sorte de revendication de l'Europe d'être présente. Qu'est-ce qu'elle ferait là ? Qu'est-ce qu'elle dirait ? Elle se trouverait englobée dans un désarmement qui, en vérité, ne la concerne pas tant qu'une certaine destruction des armements existants ou de non construction des armements futurs ne sera pas décidé par les deux plus grandes puissances.

C'est ainsi qu'on a voulu un moment comptabiliser l'armement britannique et l'armement français dans les armes nucléaires intermédiaires. Je m'acharnais à répéter à M. Gorbatchev qui insistait là dessus, (M. Reagan ayant soutenu la position française) : "nous n'avons pas d'arme intermédiaire ! nos sous-marins qui sont l'essentiel de nos armes nucléaires, comme d'ailleurs des Britanniques, sont par nature stratégiques. Ils circulent au fond des océans, ils peuvent aller sur n'importe quel point du globe. La portée de leurs missiles peut atteindre 4.500 kilomètres.

/...

Quant aux définitions "stratégique", "intermédiaire" "tactique" selon la portée des armements n'est stratégique que ce qui traverse l'Atlantique. Ce sont des notions un peu courtes ! L'Océan Atlantique n'est pas le barème de toutes les actions militaires possibles au monde ! Serait intermédiaire ce qui va d'un pays du continent (en ajoutant la Grande-Bretagne) à l'autre ; et à courte portée ou tactique ce qui fait 30 à 100 kilomètres ? C'est tout à fait artificiel. Il y a les armes qui sont nécessaires pour assurer l'indépendance d'un pays, sa sécurité et sa sauvegarde et celles qui sont des approches ou qui sont des éléments limités d'action précédant un conflit général.

Je souhaite qu'il y ait plus d'échanges, donc plus de rencontres, et finalement plus d'accords. La relation franco-allemande est à cet égard assez exemplaire : il y a des manoeuvres militaires communes. Il faut renforcer la coordination et le débat. J'ai accepté, que dans la mesure naturellement

/...

du possible, dans le cas d'une menace de guerre, l'Allemagne qui pourrait être un territoire où se développeraient des conflits meurtriers, soit elle-même informée, qu'elle ait son mot à dire sur l'usage de nos armes. Même si bien entendu, la réalité de l'Europe, héritée de la dernière guerre mondiale, fait que l'Allemagne n'a pas accès à l'armement nucléaire, et ne peut pas avoir pour capacité de décider à la place des pays qui en disposent. Les allemands le comprennent très bien d'ailleurs et ils ne le demandent pas. Mais ils disposent d'armes classiques conventionnelles importantes, ils ont d'immenses qualités militaires. Si on coordonne l'ensemble de ces forces, on peut arriver à une notion précise en non pas simplement verbale d'une sorte de défense européenne, tout ceci en jonction avec l'U.E.O. qui de ce point de vue sera fort utile.

Enfin les institutions. On parle de renforcer les pouvoirs du parlement. Ils devront être renforcés, une fois qu'en 1992 on aura abouti, si on a abouti, à l'édification du grand marché intérieur. On peut très bien imaginer une consultation plus généralisée et même certaines initiatives du parlement européen.

D'autre part on parle d'une présidence. Je ne suis pas opposé à cette idée. J'ai entendu, venues de ce côté ci de la Manche, quelques protestations véhémentes. Mais moi je ne suis pas hostile à cette idée. Je ne pense pas qu'il soit concevable d'imaginer dans un délai assez bref des élections au suffrage universel. Mais on peut imaginer des étapes. On ne voit pas pourquoi on s'en tiendrait à la pratique actuelle : tous les six mois, selon les obligations de l'alphabet, un pays où le Chef d'Etat ou de gouvernement de ce pays là, préside aux destinées de l'Europe. Pendant ces six mois, il y a un Conseil Européen, parfois deux, qu'est-ce qu'on peut faire ? Chaque Président, au bout de six mois, reste sur ses regrets de n'avoir pu en faire davantage. La dernière présidence britannique a été efficace, la présidence belge le sera certainement. Je ne conteste pas du tout les capacités de ceux qui se succèdent. Mais il est vrai que c'est une instabilité institutionnelle dommageable. Alors on a essayé de corriger en disant eh bien il y aura une troïka, c'est-à-dire il y aura le Président du moment, il y aura le Président de la veille, et il y aura le Président du lendemain ; ces trois là se réuniront, ce qui ferait qu'aujourd'hui le Président belge serait assisté d'une vice-présidence de Grande-Bretagne, du Danemark. C'est un progrès, mais ce progrès n'est pas suffisant, d'ailleurs il n'est pratiquement pas mis en oeuvre.

.../...

On peut imaginer une présidence permanente, en tout cas disposant d'un temps plus long, un an, deux ans, plus longtemps ? A douze bien entendu, bien des rivalités se feront jour. Non, on peut échapper à ces rivalités en désignant une personne, d'un commun accord bien entendu, une personne qui serait choisie pour conduire les travaux pendant une période déterminée, quitte à ce qu'elle soit assistée par des représentants des différents pays. Je ne suis pas hostile à l'idée, j'estime qu'il faut la préciser, je m'y suis essayé à mon tour.

Mesdames et Messieurs, rien de tout cela ne se fera sans volonté politique : ou on veut, ou on ne veut pas. Mais la volonté, elle, est politique. Le jeu des cartes qui est disposé devant nous est simple à définir. Nous pouvons en rester au stade de l'alliance. Nous sommes des pays alliés, nous sommes des pays amis, sans structure. Nous avons commencé d'être associés, c'est une structure, comme une association entre personnes privées. C'est-à-dire que nous avons un Conseil d'administration, nous avons des statuts, nous votons de temps en temps à la majorité, de temps en temps à l'unanimité, c'est une association. Nous ne sommes pas une véritable confédération. Peut-être sur certains points, pouvons-nous dire que nous le sommes. C'est un peu le cas de la politique agricole, ça pourrait être le cas de quelques autres politiques institutionnelles. Et nous sommes loin d'être une fédération, c'est-à-dire que nous n'avons pas d'unité politique. Nous pouvons de temps à autre émettre un texte sur la façon dont nous concevons le retour à la paix au Moyen-orient. Nous pouvons nous exprimer de temps à autre et ce n'est pas si aisé sur l'attitude à prendre en face de l'apartheid -en Afrique du sud-. Nous pourrions exprimer une idée sur la situation de l'Amérique centrale, et sur le rôle respectif que peuvent jouer le Nicaragua et les Etats-Unis d'Amérique, mais cela n'arrive jamais naturellement. Nous pouvons formuler des positions sur l'Afghanistan. C'est très facile, cela pourrait être encore plus facile, semble-t-il, à partir d'aujourd'hui. Nous sommes suffisamment proches les uns les autres pour avoir des points communs. Je crois qu'il faut chercher systématiquement à définir une volonté politique commune sur les grands problèmes qui touchent à la vie du monde.

.../...

Ira-t-on vers l'unité politique que je souhaite ? Pour reprendre le terme initial, la France est ma patrie, l'Europe est notre avenir. Est-il possible de ne pas manquer ce rendez-vous ? C'est toute l'oeuvre à accomplir, c'est le sujet de ce débat.

QUESTION - Dans votre très intéressante description de l'avenir de l'Europe, pourriez-vous ajouter quelques mots sur le développement, tel que vous le concevez, de cette Europe par rapport aux deux superpuissances. Vous en avez dit un mot, bien sûr, mais, il me semble que nos rapports avec les Etats-Unis entrent actuellement dans une phase cruciale et difficile. Il est possible que nous ayons à faire face à une guerre commerciale ; des différences existent, comme le laissait entendre notre Président, entre le point de vue des superpuissances exprimées à Reykjavik et ceux des Européens. Comment, à votre avis, tous ces éléments vont-ils jouer les uns par rapport aux autres ? Sommes-nous en train de nous éloigner des superpuissances, et notamment de l'Amérique ? Nos intérêts prennent-ils une direction divergente ? Que pensez-vous de tout cela ?

LE PRESIDENT - Monsieur, puisque l'on parle surtout des Etats-Unis d'Amérique et de l'Europe, je résumerai mon propos en termes simples, nous sommes alliés, nous sommes donc dans la même alliance militaire et nous sommes dans le même ensemble économique. De multiples institutions nous rassemblent. Cela bien entendu étant précisé, que j'en suis partisan, cela ne doit pas conduire à l'identité, il y a des rivalités d'intérêts, et il y a des rivalités culturelles. Il faut rester soi-même si l'on veut pouvoir réaliser de bonnes ententes. Rester soi-même, vous allez parler du protectionnisme. Je crois que la seule façon de trouver un dénominateur commun aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Europe c'est de partir en guerre contre toute forme de protectionnisme. Et d'abord contre les protectionnismes hypocrites. Actuellement, on se lance des chiffres à la figure, les Américains disent : la Communauté, c'est une protection. Mais on ne peut pas négocier deux fois la même chose. Au GATT, il y a plus de vingt ans, il avait été décidé par exemple que pour corriger la protection agricole de l'Europe, les produits alimentaires pour les animaux parviendraient en Europe sans taxe. Cela a été décidé, cette compensation a été obtenue. Il est difficile de négocier

.../...

une deuxième fois le même avantage. J'ai déjà demandé qu'une conférence ait lieu et qu'on commence par mettre sur la table, la totalité des protectionnismes pratiqués par les uns et par les autres. Par exemple, le protectionnisme japonais : ils mettront rien sur la table car il n'y a pas de protectionnisme institutionnel. Et pourtant on ne pénètre pas le Japon. Donc il faudra également tenir compte des formes de protectionnisme plus subtiles. Une société française qui veut entrer au Japon, il lui faut sept ans de patience. Je cite un exemple concret que je connais, il faut avoir les reins financiers solides pour attendre sept ans avant de pouvoir vendre un pot de yaourt à un Japonais.

Tous les protectionnismes. Moi, au nom de la France, je suis prêt à engager ce débat et à mandater les représentants de la France pour qu'ils renoncent aux protectionnismes -au pluriel- dont la France pourrait se servir contre ses voisins. C'est simple.

Quant à la Communauté européenne, elle repose sur une certaine protection de son marché commun. Eh bien cela se négocie. Ce n'est quand même pas un protectionnisme étroit, cela représente un ensemble de 320 millions d'habitants. C'est plus peuplé que les Etats-Unis d'Amérique, plus peuplé que l'Union Soviétique, plus peuplé que le Japon. Nous avons donc le droit, cette entité là, de la protéger mais d'un commun accord et sur des bases négociées. Tandis qu'aujourd'hui, c'est une petite guerre sauvage. J'ai appris par exemple qu'on venait d'arrêter le cognac à l'entrée des Etats-Unis d'Amérique. Je ne sais pas qui souffrira le plus mais j'ai éprouvé cette nouvelle très douloureusement parce que je suis né là. Bon je me dis mais qu'est-ce qui arrive aux américains ? C'est vrai que cela peut être considéré comme superflu. Lorsque j'entends dire que le Maroc ou que l'Egypte sont des nouveaux chantiers ouverts à la vente de céréales à bas prix, je souffre pour les productions de céréales françaises ou européennes. Lorsque j'entends dire qu'il y a un monopole de navigation pour le transport des marchandises, je me dis mais est-ce que ce ne serait pas déjà une forme déjà ancienne de protectionnisme ?

Reykjavik est un exemple typique. Il faut que désormais, avant que les deux grands pays qui débattent du désarmement aboutissent à un accord, les pays d'Europe soient consultés. Il doit y avoir une consultation interne à l'alliance. Le Président REAGAN en est d'accord. Il a écrit aux différents Chefs d'Etat et de gouvernement. Je lui ai

.../...

répondu. Mais jusqu'ici, cette consultation s'est bornée le plus souvent à des lettres extrêmement amicales mais qui arrivent souvent après les dépêches d'agences. Il faudrait que l'ordre soit inversé de façon qu'il soit possible d'édifier une politique commune. Je respecte beaucoup les Etats-Unis d'Amérique. J'ai beaucoup d'amitié pour son peuple et j'ai des relations excellentes avec le Président des Etats-Unis, auquel nous sommes redevables d'une large part de notre sécurité commune et de combien d'autres éléments fondamentaux de notre vie notamment de la liberté d'être, d'exister. Cette pétition de principe étant faite, cela n'empêche pas que ce ne sont pas les mêmes fabricants d'objets qui sont à Detroit et qui sont à Pittsburgh ou qui sont à Hambourg ou qui sont à Lyon. Je pense que cela doit être la même chose en Angleterre. Alors je pense quand même à défendre les intérêts de ceux qui se trouvent chez nous et de ce point de vue, il faut une négociation générale contre tous les protectionnismes. Il faut que la négociation sur le GATT serve à cela, mais il faut que cela soit précédé de négociations extrêmement serrées entre les partenaires de l'alliance, entre le pilier européen et le pilier américain de l'alliance.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez évoqué la division de l'Europe et vous avez regretté cette division. Est-ce que vous pourriez nous dire quelles sont les conditions historiques et politiques pour le dépassement de la division de l'Europe ?

LE PRESIDENT - Cela ne peut être une approche prudente. J'ai dans l'esprit que l'Europe ne sera pas l'Europe, tant que l'Europe de l'Est n'aura pas bâti un bon contrat avec l'Europe de l'Ouest. Difficulté immense. Il s'agit de deux mondes sur les plans philosophique, politique, économique, social mais pas sur le plan culturel. Car la culture des pays de l'Est est aussi européenne que la nôtre, elles sont complémentaires. Donc, je crois que cela doit s'organiser autour d'accords particuliers et de soutiens financiers. Il en existe déjà avec quelques pays, je pense à la Hongrie, je pense à la Roumanie, je pense à la Pologne. Des soutiens, de l'entraide, de la solidarité pratique, vecue au quotidien

.../...

et qu'il est possible de multiplier les accords culturels, il ne faut pas les négliger. Tout passe par l'esprit. Et si l'on se rend compte par la traduction des ouvrages, par des échanges de conférences, par des relations entre les savants, si l'on s'aperçoit que les uns peuvent apporter beaucoup aux autres, il faut éviter de provoquer les grands clash, notamment avec le pays protecteur de l'ensemble des pays de l'Est, je veux dire l'Union soviétique. Il ne faut pas qu'elle ait le sentiment qu'il s'agit d'une machine de guerre. C'est une démarche très pragmatique que je recommande. On peut ne pas le faire. Il faut toujours y penser. On peut le faire mal, lentement, mais il faut toujours y penser. Penser que l'Europe ne sera l'Europe que lorsqu'elle aura retrouvé son unité géographique et historique.

QUESTION - Dans son analyse de la situation de l'Europe sur le plan de la sécurité militaire, le Président a fait état à plus d'une reprise du fait que le Royaume-Uni et la France sont les deux pays européens qui disposent de l'armement nucléaire. Pense-t-il que la situation de l'Europe sur ce plan s'améliorerait si l'un de ces pays ne dépendait plus d'un système nucléaire de défense, ou ne participait plus à l'armement nucléaire ?

LE PRESIDENT - Vous me faites pénétrer insidieusement dans la politique intérieure britannique, je m'en garderai bien. Je vais donc vous répondre pour la France. La France aurait tort de renoncer à la détention de l'arme nucléaire, car c'est la seule arme dissuasive pour éviter la guerre, pas pour la faire, pour l'empêcher.

QUESTION - De quelles manières une influence européenne pourrait-elle s'exercer dans le cadre des négociations en matière de contrôle des armements, qui constituent un aspect essentiel des rapports Est/Ouest ; plus spécifiquement, dans quelles circonstances pensez-vous que les armes nucléaires française et britannique devraient être prise en compte dans ces négociations afin de permettre à la France et à la Grande-Bretagne d'y participer ?

LE PRESIDENT - J'ai dit tout à l'heure que je ne souhaitais pas que la France participât aux négociations sur le désarmement nucléaire dans l'état présent des choses. J'ai même fait une estimation numérique, j'ai dit : plus de 10 000 charges nucléaires en Union soviétique, plus de 10 000 charges nucléaires aux Etats-Unis d'Amérique, moins de 500, je dois même dire moins de 300, actuellement en France ou en Grande-Bretagne.

.../...

Il faut donc, avant d'aborder la nécessaire conférence qui un jour devrait réunir les cinq puissances nucléaires ou celles qui le deviendraient d'ici là (les Etats-Unis d'Amérique, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, le Royaume-Uni, la France, la Chine) que les deux plus grandes puissances limitent leur propre armement. C'est dans ce sens là que l'on est allé à Reykjavik. Je n'analyserai pas les aspects qui pourraient paraître disons inattendus à Reykjavik. Mais, la limitation à 50 %, qui a été sérieusement examinée par les deux parties, me paraît tout à fait convenable et concevable. Personnellement je le souhaite. De même une certaine élimination des forces intermédiaires. Je ne parle pas là de l'option zéro qui représente tout un monde de négociations que je ne veux pas aborder aujourd'hui, mais d'une réduction, assortie en tout cas d'un contrôle. De même il y a des précautions à prendre par rapport aux armes chimiques.

De ce point de vue, c'est aux deux plus grandes puissances qu'il appartient de commencer, de donner l'exemple jusqu'à un certain moment où les forces pourraient être sinon comparées, du moins comparables, vous voyez la différence que j'établis entre ces termes ; je ne demande pas qu'il y ait identité entre les puissances d'armement soviétique, américaine et française par exemple. Mais qu'il y ait quand même des situations comparables. J'ai indiqué d'autres conditions, je n'y reviendrai pas. A partir de là -je l'ai dit aux Nations Unies en 1983- la France serait disposer à entrer dans la négociation, mais elle ne le fera pas avant. La France et la Grande-Bretagne -mais je parle pour la France- n'ont pas à être incluses présentement dans un débat qui les dépasse. Ce serait une trop bonne occasion fournie à l'un des partenaires d'englober certaines de nos forces pour les réduire sur le continent à néant.

Supposez que l'on ait compris la force nucléaire française dans l'équilibre stratégique établi par les deux plus grandes puissances. Dès lors que l'on estimait que les forces sous-marines françaises étaient de caractère intermédiaires, la totalité de l'armement nucléaire français se trouvait décomptée dans le calcul. Quel était son inconvénient ? Lorsque Monsieur GORBATCHEV, que j'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs fois d'une façon fort intéressante -c'est un homme parfaitement capable de comprendre les problèmes modernes- me répétait cette demande soviétique, je lui répondais que c'était un peu arbitraire que de vouloir négocier des sous-marins français, tandis que

.../...

les sous-marins américains et soviétiques n'étaient pas sur la table de ce même forum sur les forces intermédiaires de la conférence de Genève. On se demande pourquoi il y aurait cette différence de traitement. D'autre part, lorsqu'on parlait des armes intermédiaires, je me demandais pourquoi -et je le répétais- nos forces essentiellement mobiles sur la surface du globe seraient comprises dans un échange d'armes intermédiaires qui laisserait intact la capacité, le potentiel stratégique des 10 000 -on devrait dire des 8 000 charges nucléaires stratégiques- des deux côtés de la table de négociation américaine ou russe.

Donc, c'est parler d'une façon totalement irréaliste et cela aboutirait à une conclusion tout à fait pittoresque disais-je à Monsieur GORBATCHEV. Monsieur GORBATCHEV répondait "mais je ne demande pas du tout à la France de diminuer son armement. Ce qu'il faut, c'est que l'Alliance Atlantique reste dans des données comparables aux forces de l'Est. A partir de là, la France qui n'est pas partie à la négociation se trouverait enfermée dans une définition numérique. Et supposez que la France, à partir de ses quelques centaines de charges nucléaires veuille les augmenter ? Par exemple, lorsque notre force sous-marine pourra passer de fusées à une à des fusées à six têtes, c'est en cours, et de six à douze têtes -cela c'est pour la fin du siècle- ce qui automatiquement multipliera considérablement notre force défensive et dissuasive. Supposez que nous voulions précisément passer de six à douze, à qui faudra-t-il demander la permission ? Aux Etats-Unis d'Amérique, qui pourraient nous dire : "Ecoutez, moi, justement, j'y songeais" ; à la Grande-Bretagne ? "non, moi je voulais faire..." Si bien que Monsieur GORBATCHEV, par ce système, lui ai-je expliqué, ramènerait la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Ce qui me paraissait une démarche surprenante. Non, la France ne veut pas demander la permission à quiconque, y compris à ses meilleurs alliés, pour estimer ce qui est nécessaire à sa sécurité.

QUESTION - Notre association et la structure étudiante qui est implantée dans 35 universités dans la Communauté européenne, avec près de 1 000 étudiants adhérents, nous avons pu voir dans les derniers mois qu'il y avait un sentiment assez nouveau qui naissait dans le public étudiant en Europe, et ceci, toute nation confondue, qui, notamment à travers les problèmes universitaires qui se posaient, avait une analyse qui était relativement commune, à savoir que le

.../...

cadre national, dorénavant, n'offrait plus les moyens d'apporter des solutions à ses problèmes de financement et reprenne les structures... archaïsmes... des structures qui existent en Europe. Ne pensez-vous pas que ce serait le moment de créer, au niveau européen, un nouveau programme communautaire qui prenne en charge la formation au niveau du moins de l'enseignement supérieur en Europe ?

LE PRESIDENT - Je pense Monsieur que cela doit faire partie du projet de l'Europe. Il y a à établir simplement un ordre de priorité, en raison de la modicité des moyens budgétaires, mais c'est un projet tout à fait nécessaire. Quand pourra-t-il se réaliser ? C'est au Douze maintenant d'en débattre.

QUESTION - Notre dernière rencontre, Monsieur le Président, a eu lieu à l'occasion de la signature du Traité du tunnel trans-Manche. Je me souviens très bien de la construction du tunnel sous le Mont-Blanc, et j'ai également à l'esprit le tunnel du Saint-Gothard en Suisse. Aviez-vous estimé, dans ces deux cas, que la France, la Suisse et l'Italie en faisaient trop leur affaire plutôt qu'une affaire européenne ? Et le tunnel trans-Manche risque-t-il d'être envisagé non pas dans le contexte européen mais dans celui d'une opération franco-britannique ?

LE PRESIDENT - Depuis Saint-Gothard quand même de l'eau à couler sous les ponts. Aujourd'hui, la Communauté européenne a une réelle existence, même si cette existence est parfois insuffisante. J'ai dans mon propre exposé, tout à l'heure, indiqué que je concevais le Transmanche comme un élément du développement des moyens de communication et j'ai même cité le lien à établir, la communication directe à établir entre le Transmanche, donc vers le cœur de l'Angleterre, et le système TGV français, belge, hollandais, allemand. Cela pouvant s'étendre naturellement du côté suisse ou italien, pourquoi pas d'ailleurs espagnol, enfin, cela est un autre problème. Mais c'est tout à fait à notre portée. Donc, je ne conçois le transmanche qui viendra innerver l'Angleterre, mais aussi le nord de la France que comme un élément d'un tout qui devait être un tout européen autour des grandes

.../...

métropoles hanséatiques, jusque si possible, pourquoi pas, au Portugal. Cela me paraît indispensable. Et les premiers éléments, sans rêver, sont déjà à notre portée. Il existe déjà Paris/Lyon, il va exister Paris/Lille. On discute sérieusement des lignes Bruxelles/Liège. On parle de Bruxelles/Amsterdam. Et on parle de Bruxelles/Francfort ou Liège/Francfort. En France, on parle de Paris/Strasbourg, on s'en contente pas d'en parler, on fait des projets. Paris/Bordeaux et la frontière espagnole est en cours. Donc, on va pouvoir accéder véritablement autour du transmanche à une communication colossale de l'ensemble des pays d'Europe avec le Royaume-Uni.

QUESTION - Vous avez parlé de la nécessité d'un resserrement entre Européens pour entreprendre beaucoup de choses, notamment dans le domaine de la recherche scientifique, et vous avez cité les exemples spécifiques du cancer et du sida. Seriez-vous disposé et en mesure de prendre une initiative au nom de la France et peut-être de l'Europe en vue d'une coopération urgente et à grande échelle entre les meilleurs cerveaux européens afin de s'attaquer aux problèmes de (...) un vaccin contre le sida qui nous inquiète énormément en Europe et qui menace de ravager tous nos pays ?

LE PRESIDENT - Je vous remercie. J'ai dû rappeler tout à l'heure que j'avais poussé à la constitution d'un groupe de travail des plus grands chercheurs européens sur le cancer, autour du Professeur TUBIANA. J'ai moi-même présidé la première réunion de travail de ce Comité qui est tout à fait remarquable. On commence tout juste à s'organiser en France pour la lutte contre le SIDA, c'est-à-dire que nous commençons d'avoir une organisation nationale. Pourquoi ne pas passer au stade européen, puisque ces grandes contagions ne connaissent pas de frontières ? Et je me demande pourquoi, profitant de votre question, la France ou tout autre pays, ne saisisrait pas la Communauté d'une démarche similaire à celle contre le cancer dans les trois mois qui viennent. Pourquoi, est-ce qu'au Sommet de Bruxelles, on ne déciderait pas une action dans ce sens ?

QUESTION - Le Président pense-t-il que l'ensemble de l'Europe puisse contribuer, à l'heure actuelle, à la recherche d'un règlement au Moyen-Orient ?

.../...

LE PRESIDENT - Je vais vous répondre comme je le pense. Elle le pourrait mais elle n'a pas cette influence là. Elle le pourrait. Il y a une demande, notamment autour du problème israëlo-arabe et autour du problème proprement libanais. Il n'y en a pas pour le problème irako-iranien. Cette demande est exprimée avant chaque sommet européen. "Intervenez, intervenez, nous avons besoin de la voix de l'Europe."

L'Europe elle-même sur ce point, a bien bâti une doctrine minimum autour de la notion de frontières "sûres et reconnues" pour ISRAEL de la reconnaissance définitive de son droit et de ses moyens à exister. La-dessus il y a une position commune des pays de l'Europe. A partir de là lorsqu'il s'agit d'affirmer les résolutions 242 ou 338 des Nations-Unies, le principe est toujours retenu, la pratique est plus faible parce qu'il y a des influences diverses qui jouent selon les pays en faveur de tel ou tel bloc. Bien entendu cela empêche, du moins jusqu'à nouvel ordre, qu'il y ait des positions tout à fait réalistes. Il y a surtout des déclarations d'intention. Ces déclarations d'intention qui sont toujours pacifiques, sont excellentes mais pas suffisantes. C'est à dire que la définition de la volonté politique de l'Europe dans ce domaine est encore un peu faible.

Pour le Proche-Orient, pour le conflit Israëlo-arabe, la France a pris une position favorable à une conférence internationale qui pourrait être préparée par les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité. Cela aurait l'avantage de mêler directement à la résolution du conflit à l'examen de la résolution du conflit, déjà les deux grands pays antagonistes. Il est illusoire de penser que l'on pourra régler ces problèmes en l'absence des Etats-Unis d'Amérique ou de l'Union Soviétique puisque de toute manière ils sont présents par des intermédiaires. Et cela est préférable de les avoir directement. D'autre part il faut deux pays aussi connaisseurs qu'ils le sont des problèmes du Proche et du Moyen-Orient que le sont la Grande-Bretagne et la France, sans oublier l'influence mondiale dont peut disposer la Chine.

Je pense qu'il y a là une amorce intéressante d'autant plus que dans une Conférence préparée par ces cinq pays, il serait tout à fait possible d'inclure toutes les relations bilatérales possibles et imaginables. On n'y arrivera pas en commençant par les relations bilatérales. J'ai défendu moi-même cette thèse, pendant de longues années. Je préfère les relations bilatérales directes entre les gens qui se combattent. J'ai été un des rares français à approuver l'accord de CAMP DAVID en ce sens qu'il réglait le problème militaire entre l'Egypte et Israël, mais pas dans le sens qu'il réglait le problème palestinien qui n'a pas été réglé.

.../...

Je suis donc d'accord sur toutes ces relations directes mais en fait elles n'ont pas abouties. Lorsque je rencontre mes amis dirigeants d'Israël, -je reverrai M. Shimon PERES dans quelques jours, j'avais hier comme hôte à Paris, le roi Hussein de Jordanie- M. PERES me répètera "j'ai confiance dans les relations directes". "Oui, vous avez confiance mais cela ne se fait pas." On ne peut pas rester durablement sur ce terrain là. La conférence internationale préparée de la façon que j'ai indiquée devrait faire de réels progrès. Pourquoi est-ce que l'Europe ne s'entendrait pas sur cette démarche ?

QUESTION - M. le Président, vous avez cité la défense et la sécurité parmi les choses à faire dans l'avenir. Je voudrais vous poser deux brèves questions à ce sujet : pensez-vous que la défense soit un aspect désirable mais facultatif de l'Europe, ou bien qu'un progrès en matière de défense et de grande politique soit, dans une certaine mesure, un préalable essentiel si l'on veut progresser dans d'autres domaines où l'Europe doit faire face à tant de crises ? Deuxième question : si un progrès à cet égard apparaissait essentiel, qu'impliquerait-il pour la France ? La France s'est retirée en 1966 du Commandement Intégré de l'OTAN, non pas par simple mauvaise humeur, mais en raison d'un profond désaccord avec les autres membres de l'Alliance sur le plan de la doctrine militaire. Dans l'hypothèse d'un progrès en matière de défense en Europe, qui devrait changer d'avis ?

LE PRESIDENT - Ce ne sera pas nécessaire. Je considère que la défense commune est une condition sine qua non à la réussite finale de l'Europe. Mais ce n'est pas une condition préalable. La preuve, c'est qu'on a pu beaucoup avancer depuis trente ans sans avoir pu résoudre le problème militaire qui ne peut être résolu qu'avec le temps car nous sommes tenus par l'équilibre européen tel qu'il est issu des accords qui ont suivi la dernière guerre mondiale. Le statut de l'Allemagne n'est pas le même que le statut de la Grande-Bretagne et de la France par exemple. Chacun le sait bien, pardonnez-moi de le rappeler.

Donc, je crois que pendant la période présente, une communauté de défense pourrait être désirable mais pouvait rester facultative. Elle l'est restée ; cela n'a pas empêché l'avance de l'Europe. Et si aujourd'hui l'Europe connaît des obstacles, -j'ai essayé de les citer il y a un moment- ce n'est pas à cause de l'absence d'une communauté de défense, car l'alliance pour l'instant en fait office. Bien entendu, je souhaite qu'il y ait une défense proprement européenne, de façon que l'Europe prenne elle-même en main son propre destin.

.../....

Si l'on veut aboutir au cheminement normal de cette Europe allant vers son unité, pour le moins confédérale, d'autres, je suis de ceux-là, pensent à un stade ultime plus structuré, mais les pays n'en sont pas là, il suffit de le constater que pour les stades ultérieurs, une certaine communauté de défense devra être définie. Il y a déjà des appels au sein de l'UEO, des demandes surgissent un peu partout. L'Allemagne est demanderesse d'une certaine manière, pas comme on le dit généralement. Mais j'ai en mémoire quelques discours ou interventions du Chancelier SCHMITT. En vérité, le gouvernement allemand ne demande pas l'accession à la détention de l'arme nucléaire, ni même exactement le partage.

Condition finale de réussite de l'Europe associée à la volonté politique : oui sans aucun doute, à la condition qu'il y ait une certaine unité politique de l'Europe qui devrait être accomplie au préalable sans quoi nous achopperions sur le même problème qu'au moment de la Communauté Européenne de Défense des années 1953-1954. Voilà ma conviction. Donc, condition finale : oui ; condition préalable : non ; condition désirable : oui ; condition facultative pour un certain temps.

Votre deuxième question : la France et l'arme nucléaire Je vous ai dit pourquoi tout à l'heure ; parce que n'ayant pas l'assurance d'un automatisme dans le jeu de l'alliance en face d'une menace, il y avait toute une part de la sécurité qui restait non assurée. La France a entendu la remplir elle-même et donc ne pas rester uniquement dans le cadre du commandement intégré, mais quand même allié fidèle, de telle sorte qu'elle a défini elle-même son développement nucléaire. C'est vrai que la France n'éprouve pas la gêne que d'autres pourraient éprouver devant telle ou telle décision qui serait prise à Genève parce que son propre armement ne dépend que d'elle. Mais son arme nucléaire n'est pas partageable. Elle n'est pas diplomatiquement et politiquement partageable avec nos amis allemands. Ce qui ne veut pas dire que la coopération militaire et que la marge d'alliance entre l'Allemagne et la France ne peut pas être élargie car l'arme nucléaire n'est pas la seule arme. Les armes nucléaires européennes ne sont d'ailleurs qu'une partie du tout de l'alliance. L'arme nucléaire stratégique américaine est infiniment plus

.../...

puissante, elle est un facteur d'équilibre indispensable. La sécurité de la France repose sur l'alliance et sur la force de dissuasion. Nous marchons sur deux jambes. L'une serait coupée. Nous tomberions. Sur le plan de l'Europe, il y a des armes de toutes sortes, des stratégies différentes, il n'est pas établi d'avance que la guerre y serait fatalement nucléaire. Moi, je le pense. Je dois m'exprimer ici clairement : je pense que toutes les guerres déboucheraient sur la guerre nucléaire. Je le pense mais beaucoup de bons esprits pensent le contraire, pensent qu'il pourrait y avoir une habile démarche qui procéderait au moyen des forces conventionnelles pour éviter l'affrontement entre les deux principales puissances. Dans ce cas là l'Europe serait à découvert. Une forme plus subtile encore qui serait la réduction à zéro comme on en a parlé un moment à REYKJAVIK, ce qui poserait le problème du formidable déséquilibre conventionnel entre les forces soviétiques et les forces des pays d'Europe appartenant à la Communauté.

Ce n'est pas la seule arme. Si l'hypothèse conventionnelle devait s'affirmer, l'Allemagne redeviendrait un très puissant partenaire, et même j'ajouterais un partenaire indispensable.

On peut donc coordonner beaucoup plus fermement qu'on ne le fait, coordonner les armes nucléaires entre la Grande-Bretagne et la France, coordonner les armes classiques avec d'autres pays dont l'Allemagne, coordonner la stratégie entre pays européens. J'en suis tout à fait partisan, et ça commence naturellement par une coordination des armements eux-mêmes.

La France, par ma bouche, a refusé de participer à cette stratégie. Bien entendu les entreprises elles, font ce qu'elles ont envie de faire pour telle ou telle fourniture. Mais il n'y aura pas d'accord d'état pour participer à cette stratégie. Situation contestée en France où il y a des gens fort importants qui ont une pensée contraire à la mienne. Mais je maintiens celle qui est mienne. Je ne pense pas que ce soit nécessaire d'ajouter une dimension nouvelle au mot sur-armement. On n'est pas prêt en fait de voir l'Amérique renoncer, pas plus que l'Union Soviétique, à ses forces.

.../...

Nous n'avons pas parlé du tout de l'I.D.S. Certains ont regretté que certains pays d'Europe n'y participent pas.

QUESTION - Monsieur le Président, certains vous diraient que la désillusion ressentie par bien des gens à propos de la Communauté Européenne résulte de la différence entre les espoirs et les aspirations exprimés par les politiciens et hommes d'Etat et la réalité communautaire. Tous les discours sur une Europe technologique, une Europe où tous coopèrent ensemble, une Europe sociale sont perçus sur un fond de crises budgétaires perpétuelles. En ce début d'année, la Communauté n'a même pas arrêté son budget pour 1987. Quels espoirs peut-on nourrir pour les grands desseins si les douze grandes nations de la Communauté Européenne n'arrivent même pas à se mettre d'accord sur les prix et les niveaux de production agricole ?

LE PRESIDENT - Ce que vous dites est un constat cruel mais juste. Il y a des personnalités européennes qui pensent qu'il ne faut pas se contenter de dire mais qu'il faut faire et quand on fait, il faut s'en donner les moyens. Il y a d'autres personnalités éminentes qui estiment qu'il faut avancer pas à pas et qu'il faut d'abord affermir les économies nationales et donc ne pas trop dépenser sur le plan communautaire. Ces deux formes d'esprit s'affrontent en permanence. Je souhaite que ceux qui pensent communauté finissent par convaincre les autres, à ce moment là, le dire et le faire seront plus harmonisés.